

**Meilleure classe
Affaires au
monde 2014**
pour la troisième fois



**Meilleure
Compagnie
Aérienne du
Moyen-Orient
2014**
pour la huitième fois



**Meilleur Salon
de classe
Affaires 2014**
pour la deuxième fois

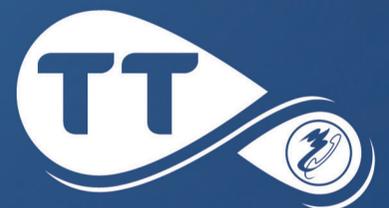


envoyez TT
au 85685

iBACKUP

POUR SAUVEGARDER VOS DONNÉES

Un espace privé et sécurisé dédié à la sauvegarde et la gestion des contacts et des fichiers : photos, vidéos, musiques... en cas de changement de SIM ou de mobile.
Téléchargez et installez l'application sur votre mobile en envoyant TT Gratuitement au 85685





Par Taoufik Habaieb

Editorial

Le temps des promesses, le verdict des urnes

Voici venu le temps des élections, le 26 octobre pour les législatives, puis le 23 novembre pour la présidentielle. Commence le temps des promesses, de la surenchère et de la séduction. Programme contre programme ? Les Tunisiens lisent peu. Look contre look ? Les électeurs ne sont pas à l'abri des déceptions. Liste contre liste et candidat contre candidat ? Le grand jeu de la fortune et du hasard ne dispense pas des urnes. Le peuple tranchera!

L'avenir de la Tunisie se décidera durant ces deux mois décisifs. Le sort ne sera pas scellé uniquement par le verdict des urnes, mais aussi par l'ensemble du processus électoral et politique.

Electoral, à travers une campagne apaisée, sans affrontements, dans un climat général serein et sécurisé. Mais aussi une large participation des électeurs, un vote transparent et des résultats incontestables. La classe politique doit s'y impliquer pleinement, sous le regard vigilant de la société civile en observateur attentif, et reconnaître les résultats, quels qu'ils soient.

Politique, tout dépendra en effet du degré du consensus qui sera réalisé autour des grandes questions clés du gouverner-ensemble et de l'étendue de la coalition qui le soutiendra et le mettra en œuvre. L'arithmétique des urnes peut donner légitimement une majorité, même simple à 50% des voix +1, mais ne suffit pas pour répondre aux impératifs de l'étape cruciale à venir de la transition vers la démocratie. La fracture et la confrontation seront alors inévitables, redoutables.

Un seul vainqueur et plusieurs vaincus, c'est l'essence de la démocratie lorsqu'elle est solidement ancrée. Lorsque, aussi, le vainqueur n'exercera pas un pouvoir absolu, ne privilégiera pas les siens et n'hypothéquera pas le pays. Remettre les clés de la République à un seul parti dominant et dominateur, à un président absolu, à un chef de gouvernement enclin à exercer seul, sans concertation, tous ses pouvoirs, ne préservera pas l'Etat et ses institutions naissantes, encore fragiles, des

graves dangers qui les guettent. Une confrontation acharnée entre opposition et majorité, quels qu'en soient les protagonistes, secouera fortement les fondements de la nouvelle démocratie en construction.

Maintenant que doit commencer, de toute urgence, le temps de l'économie, du développement, du redressement, de la relance, pour rattraper le retard que nous avons accusé, c'est de sérénité politique et d'unité nationale que la Tunisie a le plus besoin. Raboter les égoïsmes, réduire les ambitions et reporter à plus tard les intérêts relèvent du patriotisme.

La Tunisie ne peut être gouvernée aujourd'hui qu'au centre et à plusieurs. La Constitution a tranché les grandes questions et défini le modèle de société. Plus personne ne parviendra désormais à imposer au pays sa dictature, son idéologie, sa mainmise.

Le rôle des politiques est d'éviter à la Tunisie les tiraillements et aux Tunisiens, les divisions. Il leur appartient de favoriser l'entente et la concorde, de bâtir l'unité nationale pour affronter tous ensemble les grands défis de l'éducation, de l'emploi, des soins de santé, du logement, du développement inclusif, de l'innovation technologique et de la création de la richesse. Les jeunes, la société civile, les forces vives de la nation qui ont été à l'origine de la révolution et qui, depuis lors, ont pesé de tout leur poids à chaque épreuve, à la Kasbah, comme au Bardo et ailleurs en Tunisie, lorsque tout avait failli basculer, gardent la lourde et noble responsabilité de la vigilance et de l'action.

Au temps des promesses doit se substituer celui de l'engagement patriotique. Et le verdict des urnes ne doit incarner que l'espoir. Deux mois, et la Tunisie en sortira grand vainqueur que le monde entier célébrera. C'est à notre portée et cela ne dépendra que des Tunisiens et des Tunisiennes. ■

T.H.



Difficile d'être la fille du Président

Très discrète, fuyant la presse, de peur de créer le moindre buzz et de gêner ainsi son père, Nadia Marzouki a fait une furtive apparition lors de la visite de son père, début septembre à Rome. Arrivée de Paris juste pour la journée, elle a participé à deux séquences qui l'intéressaient le plus : la rencontre avec le Pape au Vatican et la visite des musées et autres monuments historiques de la Ville éternelle. Docteur en science politique de l'Institut d'études politiques de Paris et chargée de recherche au CNRS, elle travaille notamment sur les controverses sur l'islam aux Etats-Unis et en Europe, et les débats sur la liberté religieuse en Occident et au Maghreb. Nadia connaît bien l'Italie pour avoir été chercheur doctorante dans le cadre du programme Jean Monnet Fellow à l'Institut universitaire européen de Florence (2010-2012), après Berkeley (2004-2005), Princeton (2005-2006) et Yale (2008-2010). En 2013, elle avait publié au Seuil un livre intéressant intitulé : *L'Islam, une religion américaine?*

Tout au long de la journée, elle était restée à distance de son père, évitant de figurer dans le cadrage des caméras. Quand on lui a demandé ce qu'elle pensait ainsi que sa maman et sa sœur de la candidature, alors encore non annoncée, de son père, pour rempiler à Carthage, sa réponse a été sur un ton de murmure : «*Quelle que soit sa décision, nous serons toujours à ses côtés. Nous le soutiendrons.*».

Utica 9 propositions pour mettre le pays sur les rails

Pour «inspirer» les partis politiques et autres candidats aux législatives et à la présidentielle, l'Utica a formulé neuf grandes propositions conçues afin de «mettre le pays sur les rails du développement». Issues de la stratégie définie par la Vision 2020 de l'UTICA, les neuf propositions présentées par Hichem Elloumi, appellent à :

1. Remettre le pays en marche
2. Restaurer la valeur travail
3. Créer de l'emploi et booster la croissance
4. Améliorer le niveau de vie et le pouvoir d'achat de toutes les classes sociales
5. Rendre le développement perceptible dans toutes les régions
6. Des services publics à la hauteur des attentes du citoyen et des entreprises
7. Assainir, équilibrer et stabiliser les finances publiques
8. Intégrer totalement l'agriculture et l'artisanat dans la sphère économique
9. Contribuer à éradiquer le terrorisme par l'inclusion économique.



Les thèmes peuvent paraître génériques et largement partagés par la classe politique, mais la centrale patronale entend les mettre en avant en y apportant son analyse et, autant que possible, ses recommandations pratiques. Celles-ci restent cependant très élémentaires, ne se distinguant par aucune grande nouveauté, en rupture avec tout ce qui est précédemment présenté.

Android **4.4** Kit Kat

5" Full HD / Gorilla Glass

Proc. Octa Core **1.7** Ghz

ROM **16 Go** + **2 Go** de RAM

Caméra Ar. **13 MP** / Av. **5MP**

Epaisseur **5.5 mm**



By **EVERTEK**

ever**slim**



Le Smartphone le + fin du Monde est un Evertek.



Premium
Series **EVERTEK**

w w w . e v e r t e k . c o m . t n



50 ANS AU SERVICE DE NOS CLIENTS ET DE L'ÉCONOMIE

ENSEMBLE, ALLONS PLUS LOIN



SOUSCRIPTION À L'OPÉRATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL

DU 6 AU 20 OCTOBRE 2014

PRIX D'ÉMISSION : 10 DINARS L'ACTION

www.uib.com.tn

 **UIB**
الإتحاد الدولي للبنوك
UNION INTERNATIONALE DE BANQUES

GRUPE SOCIETE GENERALE

MAC SA
intermédiaire en bourse
chargé de l'opération
GREEN CENTER BLOC C
Rue du Lac Constance - 1053 Les berges du Lac
Tél.: (+216) 71 13 76 00 - Fax : (+216) 71 960 903
macsa@macsa.com.tn



www.macsa.com.tn

Le souvenir de Hédi Chaker rassemble les patriotes

Qui pouvait y penser : 61 ans après son assassinat, le leader pour l'indépendance de la Tunisie, Hédi Chaker, rassemble les patriotes autour des valeurs de l'union nationale. La commémoration de son lâche assassinat, le 13 septembre 1953, en présence de Béji Caïd Essebsi, chef de Nidaa Tounes, a été l'occasion pour des milliers de destouriens, comme pour de simples citoyens, de se recueillir sur sa tombe et de consacrer son esprit conciliateur, rassembleur et patriotique. Hédi Chaker, compagnon de Bourguiba depuis la création du Néo-Destour en 1934, était d'une grande sérénité. Il avait amené les nationalistes à transcender leurs différends pour ne se concentrer que sur l'indépendance de la Tunisie.



Présidentiabiles : en grandes célébrations

Dans ce nouveau quartier des Berges du Lac Nord, le siège de l'Isie, flambant neuf, réservait un cérémonial identique à tous pour le dépôt des candidatures, mais le rituel change selon le candidat. On reconnaît facilement les candidats bien nantis et les autres, ceux qui arrivent en cortège, avec escorte officielle et bodyguards privés et ceux qui sont conduits par des amis qui peinent à garer leurs voitures.

Certains candidats viennent en famille et insistent pour que leurs conjoints, enfants et proches parents soient présents à leurs côtés dans ces moments qu'ils jugent historiques. Hamma Hammami ne pouvait guère se présenter sans Radhia Nasraoui. Ahmed Néjib Chebbi était accompagné de sa fidèle Safia, encore éprouvée par le décès de son père, Pr Said Mestiri. Mais aussi de son frère Issam, l'icône d'Al Jomhuri, Maya Jeribi et autres militants. L'épouse de Mustapha Ben Jaafar se faisait discrète. Mustapha Kamel Nabli était entouré uniquement de militants qui le soutiennent. Alors que



Noureddine Hached avait sa famille au complet. Moncef Marzouki était arrivé seul, dans une voiture «prêtée par un ami». Puis, ses supporters sont venus le rejoindre.

En quittant l'Isie, les destinations diffèrent d'un candidat à l'autre, selon la fortune. Il y a ceux qui se contentent de retourner au siège de leur parti, vieil appartement à l'étage au centre-ville, et ceux qui se dirigent vers un grand hôtel où ils donnent une conférence de presse et réunissent leur comité de soutien autour d'un buffet garni. Le menu du buffet et la qualité des convives sont souvent significatifs. Ahmed Néjib Chebbi n'a pas donné de conférence de presse mais a réuni les siens à l'hôtel Concorde. Toujours aussi sobre, Mustapha Kamel Nabli a juste rencontré la presse à l'hôtel l'Acropolium. Abderrahim Zouari lui y emboîtera le pas, avec cependant une grande réception en plus. Samir Ebdelly

invitera les siens pour des agapes au Mechtel. Ainsi s'est déroulée la toute première phase de l'élection présidentielle. En attendant de rentrer dans le vif du sujet. Là, les festins seront plus nombreux et fort copieux.

L'identifiant unique

On finira par y arriver ! Avant la fin de cette année, le projet de l'identifiant unique pour chaque Tunisien sera au point, confirme le gouvernement. Le groupe de travail créé par Mehdi Jomaa met actuellement les dernières touches et procède aux tests. Plus de confusion désormais entre numéro de carte d'identité, d'assurance

sociale de carte de famille nécessiteuse, et autres. L'identifiant unique sera également précieux pour le système de ciblage des bénéficiaires de la compensation. Le chantier du ciblage avance lui aussi de manière significative et fera partie des dossiers aboutis qui seront transmis au prochain gouvernement.

Banques magrébines : quelles réformes face aux mutations ?



Passation de relais à la tête de l'Union des banques maghrébines (UBM), mais lors d'une rencontre fort instructive. Habib Ben Saad, PDG de la Banque de Tunisie et président sortant de l'UBM, a en effet convié ses pairs à une conférence sur les réformes bancaires à la lumière des mutations internationales et régionales. Venus de Nouakchott, Casa, Alger et Tripoli (oui), retrouver leurs confrères tunisiens, ils ont pu débattre ainsi à loisir des principales mutations enregistrées, des réformes déjà initiées et du rôle de l'intégration économique et financière maghrébine face aux défis. Des communications phares ont enrichi les débats, notamment celle de Hakim Ben Hammouda, ministre de l'Economie et des Finances, Jean-Paul Betbèze,

conseiller économique de Deloitte et membre du Cercle des Economistes, ainsi que Laurent Gonnet, de la Banque mondiale, et Jean-François Pons de la Fédération bancaire française. Invité d'honneur, à la présence significative, Habib Ben Yahya, secrétaire général de l'Union du Maghreb Arabe, porteur du symbole d'intégration.

Habib Ben Saad le soulignera en introduction des travaux, l'UBM est l'unique instance financière maghrébine, elle doit redoubler d'effort pour jouer pleinement son rôle. Il espère sans doute que son successeur, Jamel Bessa, PDG de la CNEP Banque (Algérie), bénéficiera des moyens nécessaires pour y parvenir.

TROIS ANS DE GARANTIE, C'EST PRÉCIEUX !



KarouilKarouil

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL Photos non contractuelles

*La garantie 3 ans = 2ans de garantie constructeur + 1 année de garantie Stafim, limitée à 150.000 Km.

MOTION & EMOTION



PEUGEOT

STAFIM ET SON RÉSEAU : Rue du Lac Léman - Les Berges du Lac - 1053 Tunis - Tél. : (216) 71 86 04 44 - (216) 71 90 05 15 - (216) 71 80 60 22 - Fax : (216) 71 86 23 03.

• Pour plus d'informations, contactez votre agent Peugeot le plus proche. Liste du réseau disponible sur www.peugeot.com.tn



MAC SA, L'INTERMEDIAIRE EN BOURSE.

Depuis 20 ans, MAC SA a toujours œuvré pour assurer une relation de confiance solide et une expertise fiable. Aujourd'hui, nous sommes devenus une référence dans les métiers de la bourse. Dès à présent, rejoignez une voie sûre où vos investissements seront valorisés.

■ Intermédiation en bourse ■ Gestion d'actifs ■ Finance d'entreprise ■ Recherches et analyses

www.macsa.com.tn

Taux de croissance : aux enchères

Sur quel taux de croissance à l'horizon 2019, s'engagent les partis politiques ? Ennahdha promet 6%, tout comme Nida Tounès et le CPR. Quant à Ettakatol, il met la barre plus haut, visant les 8%

Financement : vers un nouveau Samouraï japonais

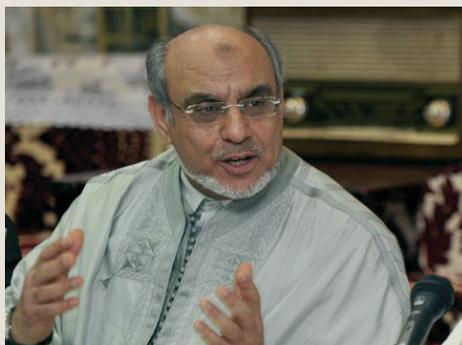


La Tunisie s'achemine-t-elle vers une nouvelle levée de fonds sur le marché japonais? La démarche est engagée, apprend *Leaders*, et l'accueil est favorable. Le gouverneur de la Banque centrale, Chedly Ayari, s'est rendu récemment à Tokyo et est rentré satisfait de ses entretiens.

Il y a un an, la BCT avait déjà levé, en août 2013, un montant de 22,4 milliards de yens (376 millions de dinars), sous forme d'emprunt obligataire Samouraï assorti de la garantie de la Banque Japonaise pour la Coopération Internationale (JBIC).

El Haj Hamadi !

Maintenant qu'il s'est résolu à ne pas briguer la présidence de la République, Hamadi Jebali est parti pour La Mecque accomplir le pèlerinage. Une excellente manière pour lui, estiment ses proches, pour se soustraire à l'effervescence des élections et rester à l'écart des compétitions. Que compte-t-il faire à l'avenir ? S'impliquer dans des think tanks et soutenir un organisme de promotion du leadership et de la formation des jeunes leaders. Sauf si la politique finissait par le rattraper...



Décès

• **Dr Dali Belgasmi**
Ancien directeur régional du Programme alimentaire mondial

• **Salah El Mehdi**
(Voir Hommage à...)

• **Hadj Mohamed Lajmi**
82 ans, musicien et flutiste d'exception de la troupe de musique de la Radio tunisienne. Une longue carrière d'instrumentiste au sein de la Rachidia et de la troupe de musique de la radio tunisienne, il reste, toutefois, un artiste hors pair qui a su accompagner les joies de toutes les familles tunisiennes avec ses enregistrements de chansons festives et ses arrangements discrets et tout en finesse du patrimoine tunisien

• **Mohamed El Hedi Merchaoui**
(Voir Hommage à...)

• **Mohamed Moncef Maaoui**
Ancien président-directeur général des Assurances Maghrebria

• **Mohamed Habib Ben Ayed**
Professeur d'économie, ex-doyen de la faculté des Sciences économiques et de Gestion de Tunis

• **Pr Bécima Bahri Fazaa**
Chef du service de dermatologie à l'hôpital Charles-Nicolle, Tunis.



Présidence de la République



Mohamed Messaï
*Porte-parole officiel
de la Présidence*

Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines

Jalel Ben Othmane
Directeur général de la société «Ciments de Bizerte»

Ministère de l'Équipement et de l'Environnement

Rached Ben Romdhane
*Président-directeur général de l'Office national
de l'assainissement (ONAS)*

Standard & Poor's



Mohamed Damak
*Responsable mondial de la finance
islamique chez Standard & Poor's*
Il dirigera le secteur de la finance
islamique de S&P mis en place
depuis 2007 pour renforcer
l'offre de finance islamique.
Dans ses nouvelles fonctions,
il sera responsable de la

croissance du secteur et de la notation en finance islamique chez S&P et de la recherche sur le secteur dans le monde entier. Ses nouvelles fonctions s'ajouteront à ses responsabilités actuelles au sein de l'équipe des services financiers pour la région CEEMEA chez S&P

Syphax Airlines

Christian Blanc
Président directeur général



Né le 17 mai 1942 à Talence (Gironde), il est un haut fonctionnaire, chef d'entreprise et homme politique français. PDG d'Air France en 1993, alors que la société traversait une grave crise. Il participe au redressement de l'entreprise en faisant

notamment adopter un plan de sauvetage par référendum interne. Suite aux recommandations de Jacques Chirac auprès du milliardaire Rafik Hariri, il devient conseiller du groupe aérien libanais Middle East Airlines en 1998-1999. Il s'investit également dans Action contre la faim dont il est administrateur entre 1999 et 2001, période pendant laquelle il préside deux start-up, Skygate et Harmonie. Il est président de la banque d'affaires Merrill Lynch France entre 2000 et 2002. Présent au World Trade Center de New York le 11 septembre 2001, il échappe aux attentats car il est sorti fumer un cigare hors du bâtiment!

Tunisie Telecom



Salah Jarraya
PDG

Ingénieur de l'Ecole Polytechnique de Paris, il est titulaire d'un MBA de l'Université de Stanford Graduate School of Business (États-Unis) d'un Master en droit de l'entreprise et un autre en

fiscalité à l'Université de Carthage à Tunis.

TELNET

Raouf Chekir
Directeur général de Telnet Holding



Diplômé de l'Ecole supérieure des télécommunications de Paris, il a été successivement directeur général des télécommunications au ministère des Technologies de la communication, président directeur général de l'Office national de télédiffusion (ONT), du Centre d'études

et de recherches en télécommunications (Cert), de la Sotel et de Tunisie Telecom

Rita Adam
Ambassadrice de Suisse à Tunis



Juriste de formation, elle s'est rapidement spécialisée dans les affaires politiques. La nouvelle ambassadrice de Suisse à Tunis, Rita Adam, ne cache pas son bonheur d'occuper ce poste jugé important, surtout en cette ultime phase de transition démocratique.

www.citroen.tn

DS 5



 DSTunisie

 DS_Tunisie

CRÉATIVE TECHNOLOGIE



AURES AUTO Distributeur Officiel CITROËN

SIÈGE SOCIAL LA CHARGUIA : TEL. : 71 806 100 / SUCCURSALE LES BERGES DU LAC : TEL. : 71 960 002 / SUCCURSALE EL MGHIRA : TEL. : 79 408 429 / SUCCURSALE NABEUL : TEL. : 72 272 470

SUCCURSALE HAMMAM SOUSSE : TEL. : 73 371 390 - 73 371 392 / SUCCURSALE SFAX : TEL. : 74 286 200 - 74 286 087 / AGENCE MNIHLA - SOMAS : TEL. : 70 527 700 / AGENCE EZZAHRA - LE GARAGE : TEL. : 71 455 395

AGENCE MANOUBA - UNIVERS AUTO : TEL. : 71 601 290 / AGENCE BHAR LAZREG - HORIZON CAR : TEL. : 71 854 850 / AGENCE HAMMAMET - ASH : TEL. : 72 261 100 / AGENCE MONASTIR - SMA : TEL. : 73 464 441 - 73 464 442

AGENCE SFAX - CPR AUTO : TEL. : 74 467 900 / AGENCE GABES - GAMA : TEL. : 75 295 600 - 75 295 700 / AGENCE DJERBA - SOGEMA : TEL. : 75 655 050

E-mail : info@citroen.com.tn

S O M M A I R E



18



33



A del Goucha

74

A la une

- 16 La réforme de l'éducation commande l'avenir du pays
Par Mansour Moalla
- 18 Rached Ghannouchi : Hors du consensus, point de salut

Nation

- 33 Marzouki : Ma fierté, mes regrets, mon témoignage
Par Taoufik Habaieb
- 43 Mehdi Jomaa a-t-il un avenir politique ?
- 50 Candidats à la Présidence : Quelles sont vos motivations ?
Quels sont vos engagements ?
- 58 Tous présidents !
Par Slaheddine Dchicha
- 60 Les candidats face au psychiatre
Par Dr Sofiane Zribi
- 62 Une démographie en avance sur l'économie
et le politique
Par Habib Touhami

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taoufik Habaieb

CONSEILLER

Hédi Behi

COLLABORATEURS

•Hélé Béji • Anissa Ben Hassine Kalfat • Walid Bel Hadj Amor • Ahmed Ben Hammouda • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb • Mohamed Larbi Bouguerra • Faouzia Charfi • Mounira Chapoutot Remadi • Habib Dalala • Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz • Safya Hachicha • Mohamed Ali Halouani • Houcine Jaïdi • Mohamed Jaoua • Tawfik Jelassi • Dr Essedik Jeddi • Moez Joudi • Elyès Jouini • Emna Kallel • Maher Kallel • Noureddine Ketari • Chedli Klubi • Salsabil Klubi • Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Abdelwahab Meddeb • Emna Menif • Mansour Moalla • Ahmed Ounaies • Mehdi Taj • Habib Touhami • Habib Trabelsi • Olfa Youssef • Riadh Zghal • Dr Saadeddine Zmerli • Dr Sofiene Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raid Bouaziz
(Designer)

PHOTOS

Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)

Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa
• Fayçal Mejjadi • Leila Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION

Simpect

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
abonnement@leaders.com.tn
marketing@leaders.com.tn
redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn

Leaders
sur iPhone, iPad, Android et Windows 8



Téléchargez gratuitement l'application



89



100

- 64 Pourquoi donc rien ne change ?
Par Walid Bel Hadj Amor

Economie

- 68 Vers une fiscalité plus équitable : l'impôt progressif sur la fortune
Par Elyès Jouini

- 74 Adel Goucha : D'un champion national, Assad se transformera
en champion africain

- 77 La fusion des banques publiques
Par Moez Labidi

Affaires arabes

- 85 De coûteuses chimères arabes
Par Mustapha Tlili

Société

- 89 Ces merveilleuses îles tunisiennes (3) : La Galite & Chikly

- 100 Défilé de mode Renato Balestra : La haute couture italienne
séduit en Tunisie

- 102 Lu pour vous : Traits de sagesse

- 106 Hommage à : Salah El Mehdi
Auteur, compositeur, exécutant, enseignant et historien de la musique
Par le Pr Amor Chadli

- 110 Hommage à : Mohamed El Hedi Merchaoui : L'un des premiers
ingénieurs en aviation civile de la Tunisie indépendante
Par Slaheddine Belaïd

Billet

- 111 La politique est-elle interdite aux séniors ?
Par Hédi Béhi

La réforme de l'éducation

La Tunisie a accompli des progrès importants dans ce domaine depuis l'Indépendance. On y a mis les moyens financiers et humains. La colonisation a presque systématiquement exclu l'élément tunisien.

En effet, l'ensemble de l'effectif scolaire tunisien à l'Indépendance n'était que de 259 000 élèves dont 226 700 dans le primaire, 31 000 dans le secondaire et seulement 2 140 dans le supérieur dont 564 Tunisiens ! En 2010, les effectifs scolaires totalisaient 253 3965 dont 34 6079 dans le supérieur, soit environ 160 fois plus. Bourguiba a été à l'origine d'une œuvre salubre pour le pays. Comme aucun succès ne peut être parfait, le système éducatif, en se développant, a montré ses insuffisances.

La première réside dans l'accumulation des enseignements aux dépens de l'éducation depuis le primaire jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur. C'est comme si on ne pouvait «apprendre» que durant les années de scolarité, alors que toute la vie est faite pour apprendre. Mais on a appris aux jeunes à «apprendre» sans «apprendre à apprendre», c'est-à-dire à apprendre par eux-mêmes et se prendre en charge. Le système éducatif est devenu ainsi routinier, massivement administré au centre, faisant de l'échec et de l'élimination un objectif en soi et un critère de qualité : plus on élimine, plus on est considéré comme sérieux et exigeant. C'est ainsi qu'en 2007-2008, le taux de redoublement et d'abandon du primaire et du secondaire était de 28% : ce sont ceux qu'on appelle les «déchets» ; ce qui explique que le taux d'analphabétisme, qui était énorme en 1966 (70,1%), est encore, 40 ans après, en 2009, très élevé : 21,3%.

L'examen de passage de la sixième année du primaire au secondaire éliminait chaque année des dizaines de milliers d'enfants, les rejetant ainsi dans l'analphabétisme et la marginalisation : la culture et le «culte» des «déchets» étendront leurs ravages au cycle secondaire, au baccalauréat et à l'enseignement supérieur. Cette culture s'est traduite par un coût élevé du système : on gaspille des ressources précieuses pour «éliminer». Un jeune, pour arriver jusqu'au baccalauréat, accomplit 13 ans de scolarité, sans compter les redoublements, pour se trouver parmi les 50% ou plus des candidats éliminés. Le même processus se retrouve dans l'enseignement supérieur où les échecs et les abandons se traduisent par des ressources gaspillées et des jeunes éliminés. Ces «déchets» ont un coût excessif. Il a été calculé pour l'année 1990 que le coût effectif d'un élève du primaire, qui tient compte des «déchets», est égal à 2,4 fois le coût normal, sans «déchets», à 4,3 fois pour le secondaire et 3,1 fois pour le cycle supérieur. Où en est-on aujourd'hui ? On aurait aimé le savoir. Ce n'est qu'au début des années 1980, à l'occasion de l'établissement du VIe Plan, qu'on a proposé une réforme globale du système. La première préoccupation était de ne pas livrer à la rue les enfants à la fin des 6 premières années du primaire, leur formation à ce niveau ne les préparant guère à l'entrée dans la vie active. C'est alors qu'on

L'émulation et la concurrence entre les différentes catégories d'établissements universitaires ne peuvent qu'améliorer le niveau général de l'ensemble de l'Université. La liaison avec le monde économique pourra s'installer, alors que dans le système actuel, la rupture est totale.



Par Mansour Moalla

commande l'avenir du pays⁽¹⁾

a créé l'école de base qui devait prolonger cette formation de 3 ans pour mieux armer ces jeunes à affronter la vie s'ils devaient quitter l'école. A la même époque, des pays d'avant-garde en la matière comme la Finlande, le Japon et la Corée du Sud ont abouti à la même conclusion et ont procédé à de profondes réformes de leur système éducatif. Il fallait, après l'école de base, concevoir une liaison et une coopération entre le système éducatif et celui de l'économie pour pouvoir continuer l'éducation générale de l'élève, tout en lui faisant connaître le monde du travail, de la production, de l'économie et de la finance pour lui permettre de se frayer un chemin dans la vie et ne pas devenir un «chômeur». La proposition du VIe Plan était donc de jumeler les établissements scolaires avec les institutions économiques et sociales de manière à faire de ces établissements des instruments d'éducation, de formation et de préparation aux responsabilités.

Il y a dans le pays une immense source d'informations, de formation et d'éducation. Elle est constituée par toutes les institutions de la vie économique et sociale, qu'il s'agisse des administrations, des hôpitaux, des entreprises agricoles, industrielles, immobilières et financières dont devrait profiter le système éducatif pour éveiller l'esprit des jeunes et modifier leur comportement passif vis-à-vis d'un enseignement déconnecté et sans rapport avec la vie réelle. Il est primordial de commencer dès la fin de l'école de base à leur faire connaître le monde de la production, de l'activité économique sous toutes ses formes. On peut ainsi établir, après l'école de base, des lycées de 4 ans assurant à la fois la culture générale et la formation économique et sociale de l'élève. On peut avoir des lycées agricoles, d'autres industriels, d'autres scientifiques connectés aux entreprises du secteur concerné. Ainsi le futur médecin ira dans un lycée où une partie du parcours de l'élève se fera dans les institutions médicales : hôpitaux, cliniques et autres. Il se prépare ainsi à fréquenter la faculté de médecine, tout en poursuivant les enseignements traditionnels dans les matières scientifiques ou littéraires. Les institutions et entreprises du pays, dans le secteur public comme dans le secteur privé, participeront ainsi à la formation générale et pratique des jeunes de demain, éveillés suffisamment tôt à la réalité qu'ils sont appelés à affronter. Cette proposition du VIe Plan du collège de 4 ans n'a pas vu le jour depuis plus de 30 ans. On continue ainsi à «enseigner» sans éduquer et former. Les élèves quittent ces quatre années du lycée traditionnel maintenu tel quel sans une formation finalisée, avec le bac pour 50% d'entre eux ou moins et pour 50% ou plus avec des «bouts» de baccalauréat non finalisés, sans compter les abandons et renvois subis au cours de ces quatre années.

Ceux qui auront échappé à ces éliminations successives finissent par arriver à l'Université. Quelle déception ? La centralisation, l'uniformisation, «l'administrativisation» dominant l'Université tunisienne. Tout est dirigé du centre,

les programmes, le personnel, les méthodes d'enseignement, les diplômes, le recrutement d'étudiants qui sont abandonnés à la machine qui décide de leur sort. Ni ceux-ci ni les universités concernées n'ont aucune liberté de choix et de décision. Il importe donc de libérer d'urgence l'Université tunisienne. L'uniformisation ne correspond pas à la réalité de la vie. La diversité s'impose. Il n'y a pas que des génies. Il y a ceux bien doués, moyennement ou peu doués. Ils doivent pouvoir néanmoins trouver un établissement universitaire d'accueil correspondant à leurs possibilités. Aux Etats-Unis, il y a Harvard et MIT pour les plus doués et une grande diversité d'institutions universitaires importantes, moyennes ou plus modestes, s'adaptant aux diverses catégories d'étudiants.

L'émulation et la concurrence entre les différentes catégories d'établissements universitaires ne peuvent qu'améliorer le niveau général de l'ensemble de l'Université. La liaison avec le monde économique pourra s'installer, alors que dans le système actuel, la rupture est totale. Les diplômés de l'enseignement supérieur à la recherche d'un emploi deviennent de plus en plus nombreux et ils se comptent par centaines de milliers (250 à 300 000). L'Université est devenue une «fabrique de chômeurs» (2). La formation reçue, déconnectée du réel, en a fait des agents passifs, ignorant les données du système économique et social et attendant de l'Etat qu'il leur trouve un emploi, n'ayant pas eu eux-mêmes, durant les dix années de lycée et d'université, à y penser ou à s'en soucier. Il n'est donc pas surprenant que l'Université tunisienne soit très mal classée à l'échelle internationale. Les statistiques de 2010 publiées par The Academic Ranking of World Universities (ARWU) sont édifiantes : c'est ainsi que l'Université de Sousse, considérée comme la meilleure, est à la 6719^{ème} place dans le monde, loin derrière la première université égyptienne classée au 4660^{ème} rang et l'Université de Tlemcen qui occupe la 3 509^{ème} place et aussi celle de Nouakchott qui est 5359^{ème}, c'est-à-dire 1333 places avant celle de Sousse.

C'est tout simplement tragique. Y aura-t-il un jour un responsable du secteur capable d'introduire les changements qui s'imposent pour ne pas continuer à essuyer la honte d'être aussi mal vus au sein du monde universitaire à l'échelle mondiale ?

Espérons. ■

M.M.

(1) Je pense connaître le sujet, ayant enseigné l'économie à l'université durant une première «traversée du désert», refondé et dirigé l'ENA de 1961 à 1967

(1) Noureddine Kridis, professeur universitaire, *Maghreb Magazine* du 31 janvier 2012.

Rached Ghannouchi

Hors du consensus, point de salut

L'entretien venait de commencer. A peine Rached Ghannouchi a-t-il prononcé deux ou trois phrases que le grand mot est lâché : **Ettawafek** (le consensus). Il sera repris une trentaine de fois. C'est que toute la stratégie d'Ennahdha se résumera désormais à ce terme.

Animé du zèle des nouveaux convertis, le cheikh veut la mettre à toutes les sauces : les trois présidences et même les autres institutions seront désormais concernées par le consensus. Hors du consensus, il n'y a point de salut. C'est la panacée qui permettra au pays d'échapper au sort qu'ont connu l'Égypte, la Libye ou le Yémen et de retrouver sa sérénité après quatre ans de parcours erratique. Le Dialogue national en constituera le cadre adéquat : *«Nous avons déjà tenté l'expérience avec le chef du gouvernement, il faut persévérer dans cette voie, parce qu'elle est le meilleur antidote au pouvoir personnel et à la dictature»*. D'ores et déjà, le cheikh Rached a déjà des idées précises sur le prochain gouvernement. L'idée de reconduire Jomaa et son gouvernement de technocrates est définitivement abandonnée. Le futur gouvernement ne sera pas un gouvernement de technocrates et ne sera pas présidé par Mehdi Jomaa. Ce sera un gouvernement politique d'union nationale constitué principalement par les quatre ou cinq principaux partis et qui comprendra des représentants de l'Uggt et de l'Utica. Nidaa Tounes en fera-t-elle partie ? Probablement pas, reconnaît Rached Ghannouchi, qui reproche à Béji Caïd Essebsi d'avoir tourné le dos à ses engagements antérieurs en rejetant toute possibilité d'alliance avec Ennahdha dans le futur gouvernement. Poursuivant son analyse, Rached Ghannouchi affirme : De même que le système unipolaire dans le monde avec l'émergence d'une multitude de pôles a vécu, de même à

l'échelle nationale, il faut éviter toute concentration des pouvoirs entre les mains d'une seule personne et favoriser l'émergence de contre-pouvoirs. Quand son interlocuteur lui rappelle les positions d'Ennahdha au lendemain des élections, le président d'Ennahdha, sans se démonter, répond : *«La donne a changé»*. Le mouvement n'a fait que s'y adapter. Et c'est dans cette optique qu'il accepte désormais les résidus de l'ancien régime. *«Tous ceux qui acceptent les lois de la République sont les bienvenus»*.

Une révolution copernicienne portant l'empreinte de Rached Ghannouchi qui espère ainsi non seulement reconquérir la totalité de l'électorat traditionnel du parti, mais aussi accroître son audience, d'où son optimisme pour les prochaines élections. Mais par-dessus tout, c'est l'islam politique qui est sauvé par les eaux. De retour de Chine où il a pu constater *«le prestige dont jouit la révolution tunisienne»*, il estime que l'islamisme à la tunisienne se positionne désormais en alternative à Daech. Il ajoute : *«L'islam politique a encore de beaux jours devant lui comme il le montre chaque jour en Turquie, en Indonésie, en Malaisie et naturellement en Tunisie»*.

Pour décrire la situation de la Tunisie aujourd'hui, le cheikh a recours à une image: imaginez uen grande forêt en proie aux flammes, c'est notre sous-région. Au beau milieu de la forêt, un arbre, comme par miracle, est épargné, c'est la Tunisie : *«Il appartient à tous de veiller à la quiétude de la Maison Tunisie pour que la toiture ne se s'écroule pas sur nos têtes»*.



Vous ne cessez d'appeler au consensus sur le choix d'un candidat à la présidence de la République qui sera soumis au plébiscite des urnes. Cette recherche du consensus portera-t-elle également sur les deux autres présidences, celle de la Chambre des représentants du peuple et celle du gouvernement ?

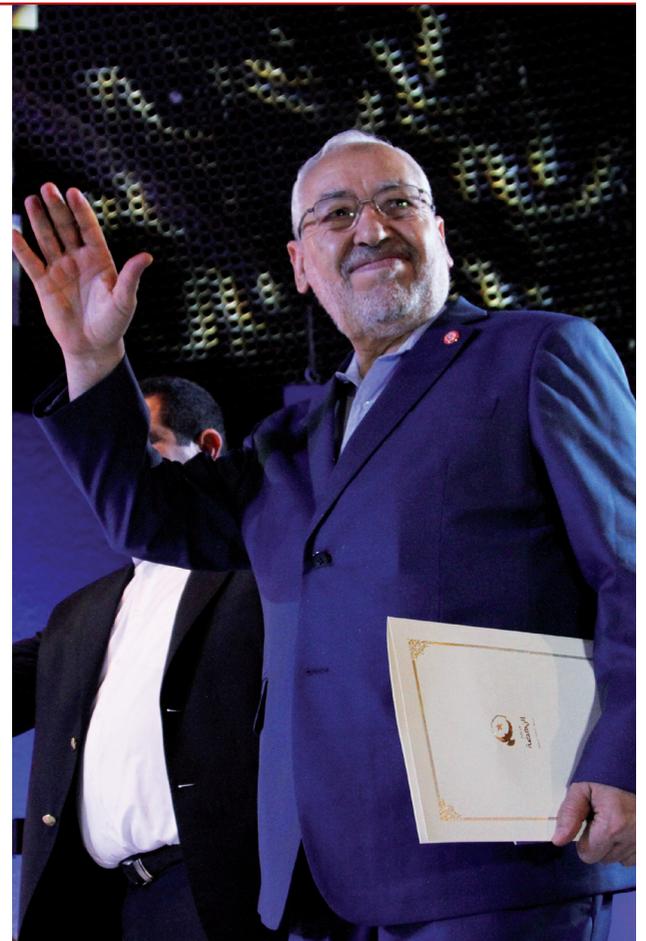
Le consensus est la forme générale de gouvernement en Tunisie, en rupture avec le pouvoir unique qui a présidé depuis l'indépendance. Vous savez, j'ai remarqué en Chine que dans toutes les salles de réunion où nous étions reçus, il n'y avait pas un fauteuil en tête de table, mais au moins deux. Le principe du pouvoir individuel absolu est révolu. Plus personne ne doit accaparer à lui seul un poste. C'est là l'une des expressions les plus significatives de la révolution : la rupture avec le système du président unique, du parti unique, de la presse langue de bois, de l'économie monopolisée par la famille. Tout cela est terminé et les Tunisiens n'accepteront plus jamais un retour en arrière. Nous gagnerions à propager la culture de la participation.

Il est vrai que le poste de président de la République revient à une seule personne, mais il ne saurait l'exercer sans concertation. Il dispose d'un budget conséquent et d'effectifs importants et doit les employer à bon escient sans se les réserver pour lui-même. Cette concertation et cette large participation dans la décision valent également pour toutes les autres institutions. Elles doivent être érigées en principes fondateurs.

Nous sommes dans une phase de démocratie transitionnelle qui est encore naissante et exige de nous beaucoup d'attention et d'effort pour la consolider. Nous avons besoin de consensus et non d'une majorité seulement. Nous avons expérimenté le système de la majorité et il a failli nous conduire vers l'abîme, comme cela s'est passé en Egypte. Si le gouvernement de la Troïka ne s'était pas retiré, toute l'expérience tunisienne de la transition dans sa première phase se serait effondrée. Nous avons privilégié le moindre mal au pire, quitté le navire pour le préserver. Vous savez, aux îles Kerkennah, lorsqu'un *raïs*, prenant de l'âge, cède le gouvernail à son fils, il lui dit : le poisson, c'est le don de Dieu, mais la felouque (*echkaf*), c'est de votre responsabilité. Faites attention à la felouque, c'est l'essentiel. Et c'est ce qu'on a fait. C'est notre processus. Regardez ce qui s'est passé en Libye ou tout récemment au Yémen, c'est toute l'embarcation qui s'est disloquée. La sagesse était de partir. Nous avons quitté le pouvoir et nous n'avons pas été mis en prison. Dès lors, nous avons évalué notre expérience et essayé d'en tirer les meilleurs enseignements possibles. Vous savez, en démocratie, il n'y a pas de gagnant absolu et de perdant absolu. Mais une alternance. Dans notre stratégie, nous nous sommes fixé deux objectifs : le premier est de réussir le processus démocratique. La réussite d'Ennahdha ne vient qu'en seconde position. Notre engagement est ainsi clairement défini.

Quelles sont les conditions requises d'un président consensuel ?

Qu'il réunisse autour de lui une sorte de consensus le plus large possible. Il



ne suffit pas d'avoir 51%, ce qui divisera les Tunisiens en deux blocs. Je me rappelle que lorsque nous nous sommes opposés, au sein du Dialogue national, à la primauté de l'une ou l'autre des deux élections (présidentielle et législatives) ou de leur concomitance, nous avons opté pour le consensus en fixant son seuil, au moins, aux deux tiers, et cela a fonctionné.

Vous savez, gouverner, en cette ultime phase si sensible, avec 51% seulement des voix, c'est avoir la moitié des Tunisiens contre vous. Nous avons commis une erreur lors de la constitution de la Troïka en 2011. Nous avons invité un grand nombre de partis à se joindre à nous, mais nous nous sommes contentés finalement de ceux qui ont répondu favorablement. Nous avons manqué de patience et aurions dû offrir plus de concessions et ■■■

Le Rythme du Progrès.

L'Audi A4



photo non contractuelle

L'Audi A4 est disponible à partir de 82 980 DT TTC et profitez de l'offre avantageuse de Tunisie Leasing à 999 DT HT/Mois*. Disponible en dinars Tunisiens et en devises (pour FCR, corps diplomatiques et organismes éligibles...)
*Soit un loyer mensuel de 999 DT HT avec un autofinancement de 27 750 DT TTC et une durée de remboursement de 5 ans (sous réserve d'acceptation du dossier et dans la limite du stock disponible).

L'Audi A4 est équipée du Pack Safety:

- ▶ Xénon avec LED avant et arrière
- ▶ Interface Bluetooth
- ▶ Radar de recul
- ▶ Lave-phares

A découvrir au terminal Audi ou sur www.audi.tn

Pour tout renseignement appelez le **31 305 805** ou visitez le **terminal Audi, route régionale 23 Tunis La Goulette 2060**
Tél : 71 269 070 / Fax: 71 269 075



Immeuble TLG Groupe Financier Centre Urbain Nord, Avenue Hédi Karray, 1082 Tunis Mahrajène.
www.tunisieleasing.com.tn

Vorsprung durch Technik **Audi**

Avec la BT en Ligne Toujours au plus près de vos besoins

La BT en ligne est une nouvelle version de service d'informations par téléphone et dans la langue de votre choix qui vous permet, que vous soyez en Tunisie ou à l'étranger, de consulter rapidement vos comptes ouverts chez la BANQUE DE TUNISIE 24h/24, 7 jours/7.



POUR QUI ?

Tout client résident ou non résident

MODE D'ACCÈS

par téléphone au **88 40 1000**

FONCTIONNALITÉS

- La consultation du solde veille de vos comptes
- Le suivi des derniers mouvements de vos comptes
- La réception par fax ou par mail des derniers mouvements de vos comptes
- La commande d'un chéquier
- La modification de votre code confidentiel



AVANTAGES

Pratique

- Pour suivre vos comptes notamment lorsque vous êtes en voyage en Tunisie ou à l'étranger.

Disponibilité

- Permanence de l'information, tous les jours, à tout moment de jour ou de nuit, et de n'importe quel point d'appel.

Gain de temps

- Rapidité de l'information et réduction des déplacements en agence.

Sécurité

- La consultation de vos comptes est sécurisée grâce à votre code d'accès confidentiel.

البنك
التونسي

BANQUE DE TUNISIE

L'abonnement à ce service vous est gracieusement offert
par la banque de Tunisie, toujours proche de chez vous.

www.bt.com.tn

■■■ d'incitations pour rallier autour de nous d'autres partis, comme le Front populaire et autres, et former ainsi une coalition plus large. Tout s'est limité à la Troïka, nous avons subi les feux croisés de l'ancien régime et de la gauche qui se sont alliés pour combattre le gouvernement et le faire chuter. En fait, ce n'était pas Ennahdha qui avait failli tomber, c'est toute l'expérience de la transition qui aurait été torpillée.

Une fois le consensus réalisé autour du futur président de la République, sa candidature sera soutenue et soumise au vote...

Oui, tout à fait. La machine électorale doit fonctionner et seules les urnes trancheront !

Et si le candidat consensuel était rejeté par les électeurs et ne parvenait pas à recueillir la majorité requise ?

Nous respecterons le verdict du peuple. C'est lui, et seulement lui, qui choisit en définitive.

Quel sera le mécanisme qui sera activé pour le choix du candidat consensuel? Le Dialogue national ?

Le Dialogue national est le cadre approprié pour le consensus. Il doit reprendre incessamment ses sessions et commencer par mettre au point un certain nombre de pratiques nécessaires au bon déroulement des élections.

D'abord, les règles d'éthique qui doivent présider les campagnes électorales et que tous s'engagent à respecter. Il ne s'agit pas d'une lutte libre, d'un combat

féroce. Notre expérience est à peine naissante, nous devons en prendre grand soin. C'est comme si nous étions dans une petite pièce, à peine construite et non encore achevée et consolidée, si on se bat dedans très nombreux et très forts, le toit et les murs risqueront de s'effondrer. Imaginez alors les conséquences. Dans le registre de l'éthique, s'inscrivent toutes les autres règles de transparence et autres.

Qu'en est-il du financement politique ?

La loi l'a déjà réglementé, mais il y a aussi cet engagement sur l'honneur que nombre de partis ont déjà signé.

Quels sont les autres points à inscrire au programme du Dialogue national ?

Il y a aussi la question de la crédibilité des programmes électoraux. Il ne s'agit pas de laisser libre bride aux promesses impossibles à tenir qui vont attiser les envies et finiront par créer de fortes

frustrations et de profondes déceptions. Les instances et la société civiles peuvent être des observateurs vigilants et des témoins avérés. Nous pouvons aussi parvenir à un accord sur la manière de former le prochain gouvernement.

Comment sera ce gouvernement : politique, de technocrates, mixte ?

Un gouvernement politique. La raison est simple : les partis ne se constituent que pour gouverner. Ils s'appuieront sur les technocrates pour exécuter. Le principe, c'est un gouvernement politique, formé par les partis, sinon il n'y aura plus de sens à la politique. Nous avons aujourd'hui un gouvernement de technocrates, mais il a été constitué dans des conditions exceptionnelles pour sortir de la crise.

Ce sera donc un gouvernement de partis ?

Un gouvernement des principales forces politiques économiques ■■■



■■■et sociales. Il serait fort utile qu'il soit composé des représentants des principaux partis politiques, mais aussi de l'Uggt et de l'Utica.

Quelles alliances pense nouer Ennahdha ?

Tout est ouvert. Nous n'excluons personne, même ceux qui se sont opposés à nous, comme Nidaa Tounès. L'attitude de ce parti a évolué de la rupture à l'acceptation de la coexistence, puis aux bonnes dispositions d'envisager la formation d'un gouvernement avec Ennahdha si les urnes en décident

ainsi. Nous avons reproché à Me Caïd Essebsi sa rétraction. Nous espérons que l'intérêt de la Tunisie et la réussite de l'option démocratique seront le fondement de toute alliance et non la mise en avant de considérations chimériques telles que celles disant «*Nous ne gouvernons qu'avec ceux qui nous ressemblent* ». Ou encore : «*Il y a en Tunisie deux sociétés qui ne peuvent se rencontrer*».

Le maximum possible est qu'elles coexistent, comme avaient coexisté les camps capitaliste et communiste. Nous sommes une seule et même société

qui s'est unanimement exprimée sur la Constitution, l'adoptant à 94% des voix. Une constitution qui a défini le modèle de société que nous voulons et mis fin à toute confrontation idéologique. La religion n'est pas l'exclusive d'Ennahdha, comme la modernité n'est pas l'exclusive de Nidaa Tounès. C'est ce qu'a convenu la société tunisienne. Nous sommes un peuple musulman, attaché à sa religion et à son identité, ouvert sur le monde. Et c'est l'essence du projet réformateur tunisien depuis le 19ème siècle. Nous vivons notre époque, fiers de nos origines.

L'appel à la fracture constitue un grand danger qui divise les Tunisiens entre croyants et mécréants, comme l'agitent le salafisme extrémiste, modernistes et traditionalistes, révolutionnaires et antirévolutionnaires. Nous le rejetons fortement et totalement. Ma vision est simple : tous ceux qui adhèrent à la constitution sont les nôtres.

من دخل تحت الدستور، فهو آمن

Celui qui accepte les dispositions de la constitution a déjà tourné la page du passé et s'est inscrit dans une nouvelle démarche collective, entrant de plain-pied dans ce nouveau monde qui appartient à tous. S'il traîne des affaires en justice, c'est à la justice de se prononcer. S'il se met en dehors de la loi, celle-ci s'appliquera à lui. Chacun sera désormais comptable de ses actes.

Combien de sièges remportera Ennahdha aux législatives ?

Nous espérons conserver le même taux, sinon l'augmenter. L'image d'Ennahdha s'améliore, contrairement à ce que certains pensent, croyant que son départ du gouvernement allait l'affaiblir et réduire sa position. ■■■



Qu'en pense-t-il ?

Habituellement, les grandes interviews de *Leaders* se terminent par un exercice de portraits rapides ou de messages que notre invité dresse ou adresse en une phrase à des personnalités politiques. La liste soumise à Cheikh Rached Ghannouchi, composée de 10 noms, est la suivante : Moncef Marzouki, Mustapha Ben Jaafar, Béji Caïd Essebsi, Ahmed Néjib Chebbi, Mustapha Kamel Nabli, Hama Hammami, Kamel Morjane, Mondher Zenaïdi, Wided Bouchammaoui et Houcine Abbassi.

Courtoisement, il a indiqué que le contexte particulier des élections ne l'autorise pas à se prêter à cet exercice qu'il trouve par ailleurs assez amusant. Mais, il peut leur adresser à tous un même et grand message : «*Je leur dis : que Dieu vous aide à sauver la Tunisie. Nous sommes tous actionnaires dans la patrie et dans le processus démocratique. Nous devons y œuvrer et l'histoire nous jugera tous*»

MBA INTERNATIONAL PARIS

CAMPUS TUNIS

**LE MEILLEUR MBA
FRANCOPHONE À TUNIS**

**Evoluer vers des
responsabilités managériales**

Les partenaires



**Formation à temps partiel pour
professionnels en activité**

**Ouverture des candidatures pour
la 11^{ème} promotion du MBA IP**

Pour nous contacter :

contact@dauphine.tn

20, rue Baudelaire - 1005 El Omrane, Tunisie

Tél. : +216 71 957 857

www.mbaip.com/tunisie

La 1^{ère} gamme complète d'assurance Santé Individuelle

SAHATY |
International

SAHATY

Votre santé est assurée où que vous soyez

- **Une couverture complète**
en Tunisie et à l'étranger
- **Une haute qualité de gestion**
(un service de prise en charge hospitalier à l'étranger
7j/7 et 24h/24)
- **De nombreux services associés**
(accès à un extranet client, carte d'adhérent...)
- **Pour un particulier, une famille ou personne morale** (entreprise, association...)
- **Une facilité de paiement :**
Annuel, semestriel, trimestriel ou mensuel

Une complémentaire santé adaptée à votre situation

- **Vos garanties "sur mesures" :**
Célibataire, Famille niveau 1 et 2
- **Un service de qualité :**
Vous êtes remboursés avant une semaine
- **Une couverture pour tous :**
Salariés, indépendants ou inactifs
- **Un tarif avantageux :** Bénéficiez d'un tarif collectif
- **Une facilité de paiement :**
Annuel, semestriel, trimestriel ou mensuel
- **Un professionnalisme prouvé :**
un assureur sûr et disponible

Immeuble CARTE Lot BC4
Centre Urbain Nord, 1082 Tunis, Tunisie
Fax : +216 71 184 179



Tél : +216 71 184 143
marketing@carte.com.tn
www.carte.tn

■■■ C'est le contraire qui s'est produit, peut-être en comparaison des autres.

La position d'Ennahdha ne cesse d'évoluer...

Seule la pierre n'évolue pas. Lorsque nous avons accepté la feuille de route du 6 octobre 2013, ce choix ne bénéficiait pas du consensus au sein d'Ennahdha; mais la politique, c'est des résultats. Et voilà que les résultats sont venus confirmer notre bon choix. Partout dans le monde, on perçoit la Tunisie comme l'unique arbre demeuré verdoyant dans une grande forêt qui n'existe presque plus, l'unique bougie allumée dans une grande obscurité. Nous avons agi avec sagesse et cette sagesse recueillie aujourd'hui le consensus.

On dit souvent qu'Ennahdha pratique un double langage ?

Nullement. Nos positions évoluent, dans la diversité interne. Nous ne sommes pas un parti à poigne. Avec le temps, chaque choix fera ses preuves et sera mieux accepté.

Cette évolution est-elle dictée par une pression étrangère et le contexte dans la région ?

La situation dans le monde est sans doute importante à prendre en considération. Ce qui s'était passé en Egypte a aussi été d'un grand impact. C'est le cœur du monde arabe. Il n'y a pas eu de pressions étrangères. Vous savez, durant l'été 2013, les ambassades étrangères en Tunisie suivaient de près la situation dans le pays, mais après l'assassinat de Brahmi, leur attention s'est relâchée et elles ont commencé à s'en laver les mains. La Tunisie sortait de leur zone d'intérêt, seul l'aspect sécuritaire ■■■

Gouvernement Mehdi Jomaa : De bonnes réussites

Avez-vous envisagé un moment que Mehdi Jomaa continue dans ses fonctions après les élections et dirige le prochain gouvernement ?

La question n'était guère posée, pour la simple raison qu'elle était dès le début réglée par la feuille de route, base de son mandat.

... Et s'il s'était présenté ?

Nous l'aurions refusé. Nous sommes respectueux de la feuille de route. Mais, il ne s'est pas présenté, attaché lui aussi à son mandat.

Comment évaluez-vous l'action du gouvernement Mehdi Jomaa ?

Le gouvernement s'acquitte convenablement de son devoir, déploie de réels efforts et fait de son mieux dans une conjoncture bien difficile. Il faut dire que cette conjoncture est moins tendue que celle qui avait prévalu du temps de la Troïka. Aujourd'hui, le gouvernement Jomaa n'affronte pas une grande opposition politique ou syndicale comme c'était le cas pour les gouvernements précédents. L'Assemblée a, elle aussi, été clémente, sans réclamer sans cesse des auditions. Ce n'est pas un gouvernement partisan et il n'y a point besoin de l'affaiblir, l'intérêt de tous est de la voir réussir.

Il faut dire cependant que le gouvernement Jomaa a fait face fermement au terrorisme qui s'est exacerbé et réussi à le contenir. Il est également parvenu à maîtriser les équilibres financiers globaux dans une conjoncture économique fort difficile, améliorer l'image de la Tunisie à l'extérieur et promouvoir la coopération internationale. Le gouvernement jouit aujourd'hui d'un soutien international, ce qui n'était pas le cas, il y a un an. Nous étions alors au bord de la rupture, plus personne parmi les dirigeants internationaux ne voulait se rendre en Tunisie.



Ce qui m'a impressionné en Chine



■■■ restait à suivre pour eux. La réussite du Dialogue national a tout rétabli.

Quels sont pour vous les critères de réussite des élections ?

D'abord, la participation des principaux partis politiques qui s'impliqueront dans ces scrutins et reconnaîtront les résultats. Evidemment, une large participation des électeurs est indispensable. Le deuxième critère à mon sens sera l'appui qu'apporteront les observateurs quant à la crédibilité de ces élections et leur bon déroulement. C'est essentiel.

Ce qui m'a le plus frappé, c'est la chaleur de l'accueil et l'importance accordée à la délégation tant au niveau du protocole qu'à celui des personnalités rencontrées. Tous les dirigeants chinois rencontrés, qu'ils soient du parti ou du gouvernement, sont admiratifs de la révolution tunisienne et du rôle qu'entreprend Ennahdha dans la construction de la démocratie, surtout durant les périodes sensibles que le pays a traversées l'année dernière. Ils suivent également avec attention l'islam politique et son ascension sur le plan international, relevant l'intervention d'Ennahdha pour le réguler et le raisonner. Les dirigeants chinois ont discuté avec moi non pas en tant que chef de parti, mais aussi en considération du rôle que peut jouer cette école que représente Ennahdha, et de ma qualité de dirigeant au sein de l'Union internationale des oulémas musulmans. Ils ont relevé l'impact de la pensée de Ghannouchi dans l'expérience turque, eu égard au nombre de mes ouvrages qui ont été traduits en langue turque et de la large diffusion qu'ils rencontrent.

Ce qui m'a également frappé en Chine, c'est la précision de l'organisation, la grande dimension des entreprises et l'ouverture sur le temps moderne. J'ai particulièrement relevé qu'en Chine, le marxisme n'est pas pratiqué en religion mais converti en source d'inspiration pour une vision sociale qui défend les

droits des catégories démunies, tout en ouvrant largement les voies à la libre entreprise, aux échanges commerciaux sans obstacle, aux investissements internationaux en Chine et chinois dans le monde. En d'autres termes, le marxisme a été « sinoisé » et immergé dans le patrimoine chinois. La prise en compte de l'aspect social, la sacralisation de la famille et des liens familiaux sont ancrés. Tout cela est à l'opposé des pratiques du marxisme dans le monde arabe et dans l'ex-Union soviétique qui l'ont érigé en religion en confrontation avec les autres, et qui impose un régime arbitraire, totalitaire.

Je me suis également aperçu d'une forte ressemblance entre l'expérience chinoise et la nôtre au sein d'Ennahdha à l'égard des expériences occidentales. Nous avons essayé d'en tirer des enseignements, sans les copier et reproduire ; par exemple, dans la valorisation et la modernisation de notre patrimoine, en nous inspirant de ce qui peut convenir à nos valeurs. C'est cette voie de la modernisation qui est adoptée en Chine et qui ressemble à notre démarche. Une autre ressemblance, les tentatives de tiraillements et de fractures qui ont dangereusement visé la Chine, à l'instar de la nation arabe. La différence, c'est que la Chine a réussi à reconstituer son unité et libérer sa volonté en empruntant la voie de la modernisation, fondée sur le patrimoine, et tirant profit des autres expériences de par le monde. Malheureusement, les Arabes se sont repliés sur les voies de l'imitation et de la reproduction de systèmes inopérants, voués à l'échec. C'est ce qu'a fait l'ex-Union soviétique et on en connaît le résultat. Les Arabes ont échoué dans le resserrement de leurs rangs, la consolidation de leur union et la réalisation de leur essor. Il faut reconnaître qu'il y a aussi d'autres facteurs, notamment l'enracinement de l'Etat d'Israël au cœur du monde arabe pour empêcher son union.

Que reste-t-il du marxisme en Chine

Ce qui est resté, à mon sens, n'est pas philosophique, mais social et au niveau des libertés religieuses. J'ai vu nombre de monuments islamiques à Pékin et appris qu'il existe en Chine plus de 30 000 mosquées et 50 000 imams. La dimension sociale est forte, surtout dans la lutte contre la pauvreté qui continue à exister et dans la fourniture des prestations sociales. Le système s'appuie sur une économie sociale qui encourage la libre entreprise mais offre aux citoyens les garanties d'une vie digne.

Il m'est difficile de juger, à l'issue d'un séjour d'une semaine, une expérience aussi immense, dans un pays aussi grand, mais j'ai constaté cette dimension sociale et aussi l'implantation de quasiment toutes les grandes marques internationales. Quand j'ai demandé à mes interlocuteurs chinois s'ils étaient incapables de produire des sandwiches de qualité en autorisant McDonalds à s'installer chez eux, leur réponse était instructive. *«Nous sommes évidemment en mesure de le produire, mais nous avons voulu imposer à notre administration et nos entreprise d'évoluer par l'émulation et la concurrence».*

Les imams risquent d'influencer les électeurs. Comment les rappeler à l'ordre et s'assurer de leur neutralité ?

Il ne faut pas que les imams jouent le moindre rôle dans ces élections. S'il leur appartient de rappeler aux Tunisiens leur devoir d'aller voter, en les incitant à l'exercer autant que leurs autres devoirs, ils doivent se limiter à cela, sans la moindre interférence dans le débat politique. Cette neutralité est fondamentale. Elle doit s'appliquer également dans tous les établissements publics, qu'ils soient établissements scolaires, administrations, entreprises publiques ou médias. Ils doivent tous travailler de manière professionnelle, sans parti pris, en toute neutralité.

Comment voyez-vous l'après-élections ?

La voie du consensus doit se poursuivre parce que nous serons, lors de cette troisième étape de la transition démocratique, dans une phase encore fragile qui a besoin d'une grande attention. Nous serons encore en période de rodage, dans un contexte toujours difficile, parsemé de risques et exposé à de multiples menaces. J'avais demandé un jour à un visiteur étranger combien de fois il a voté dans sa vie et il était incapable de s'en souvenir avec précision tant il avait exercé plusieurs fois son droit et devoir. Je lui avais fait remarquer qu'à mon âge, je n'ai pu le faire qu'une seule fois, c'était en 2011, et j'avais 73 ans. C'est vous dire combien c'est tout nouveau et tout récent pour nous tous. Nous devons préserver ce processus. Notre blindage sera notre consensus, notre union. C'est vital. ■

H.B & T.H

Pourquoi je me rends aux Etats-Unis

Pour la deuxième fois en moins de 7 mois, vous vous rendez aux Etats-Unis où les voix sont de plus en plus nombreuses et fortes pour affirmer la fin de l'Islam politique. Qu'allez-vous y défendre ?

Ce n'est pas une visite politique, mais culturelle et scientifique pour notamment donner une conférence dans une prestigieuse université (Yale). Il est vrai que je défendrai l'Islam politique et l'expérience tunisienne qui prend une importance particulière au moment où se déclenche une guerre mondiale contre Daech. Notre démarche est l'alternative à Daech. Il n'est plus possible d'écarter l'Islam politique, c'est une donnée devenue essentielle dans la politique internationale. Déclarer une guerre contre Daech avec ce que cette entité peut représenter ou considérer l'expérience d'Erdogan en Turquie, la démarche en Malaisie et l'approche d'Ennahdha, constituent une question clé dans la politique internationale aujourd'hui. Ce n'était pas le cas il y a 100 ans. L'Islam était marginalisé depuis la chute de l'Empire ottoman. Le monde a été livré à une lutte entre le capitalisme, le socialisme et les nationalismes. D'où l'importance aujourd'hui d'Ennahdha en Tunisie, des partis de la Justice et du Développement en Turquie et au Maroc, de l'Indonésie et de la Malaisie qui s'imposent en alternative à Daech et Al Qaïda.

Ceux qui prédisent la fin de l'Islam politique ressemblent à ceux qui prétendent la fin du monde. L'Islam politique est en ascension en Turquie où, pour la première fois, il détient le pouvoir au parlement, au gouvernement et à la présidence de la République et dans nombre d'autres pays. En Tunisie, Ennahdha, en quittant le gouvernement, n'a pas quitté le pouvoir. Aucun ou presque de ceux qui prétendent à la présidence de la République ne cherche à avoir de bonnes relations avec Ennahdha.

Ma visite aux Etats-Unis, après celle en Chine, est significative. Elle montre qu'Ennahdha entretient des relations internationales équilibrées, tenant compte d'un monde aux multiples pôles civilisationnels, politiques et économiques. Cela signifie que le monde a aujourd'hui dépassé la notion d'un seul pôle dominant. La Chine n'est pas moins importante que les Etats Unis et ne se substitue pas à eux. Personne ne peut ignorer cela. Les Etats-Unis restent une grande



puissance, économiquement, politiquement, militairement. C'est indéniable.

Lorsque tout récemment, les présidents chinois et indien se sont réunis pour signer un ensemble d'accords stratégiques, nous réalisons qu'il y a un autre monde qui se construit. La Chine et l'Inde ensemble, c'est presque la moitié du monde. Un monde nouveau qui réalise un taux de croissance accéléré d'au moins 7% alors que les économies occidentales tirent la langue.

L'une des significations de notre révolution, c'est que la Tunisie est multidimensionnelle dans ses relations extérieures. Au moment où nous œuvrons pour consolider notre partenariat avec l'Europe, — un partenariat qui, contrairement aux spéculations de certains, allait s'affaïssir sous le gouvernement de la Troïka, s'est hissé de simple relation à un statut de privilégié—, nous ambitionnons de sceller des liens avec d'autres pays et d'autres zones géographiques. Il est important pour la Tunisie de tisser des relations bénéfiques avec des pays comme la Chine, l'Inde, ceux de l'Afrique émergente et de l'Amérique latine. D'ailleurs, j'ai reçu nombre d'invitations et je compte m'y rendre. L'Inde, l'Afrique du Sud et l'Amérique latine sont déjà au programme.



COTUNACE

Le monde á votre portée ... nous vous l'assurons

30 ans سنة
1984 - 2014

Exportez ... avec notre Assurance

NOS SERVICES

- Assurance des Exportations
- Assurance des Ventes locales
- Assurance des Investissements
- Assurance préfinancement export
- Assurance des Lettres de Crédits (L/C)
- Assistance : recouvrement des impayés

www.cotunace.com.tn

A STAR ALLIANCE MEMBER 



UN PLUS GRAND CHOIX DE PAYS QUE SUR TOUTE AUTRE COMPAGNIE AÉRIENNE

TURKISHAIRLINES.COM

ÉLARGISSEZ VOTRE REGARD SUR LE MONDE

WIDEN YOUR
WORLD

TURKISH
AIRLINES





Marzouki

**Ma fierté, mes
regrets, mon
témoignage**

Inutile de lui poser des questions sur sa candidature à la présidentielle ou son programme électoral. Il s'en tient aux règles et ne veut rien révéler avant l'ouverture officielle de la campagne, le 1^{er} novembre prochain. Mais, sur le reste, Moncef Marzouki a accepté de répondre aux questions de *Leaders*. Ce jour-là (le jeudi 11 septembre 2014), il sortait de chez le pape François. Le Vatican est déjà impressionnant. L'audience avec le souverain pontife et tout le cérémonial de son déroulement restent gravés dans la mémoire. Ce fut l'unique activité officielle au programme. Marzouki profitera du reste de la journée pour flâner Place Navone, visiter des musées, notamment la Villa Borghese, et s'attarder un peu au Coliseum. La veille, il avait rencontré les présidents italiens officiels qui comptent : ceux de la République, du Sénat, de la Chambre des députés et du Conseil des ministres. Sans oublier de saluer des membres de la communauté tunisienne. Calé dans son fauteuil à bord du Falcon privé qui le ramenait à Tunis, il n'a éludé aucune question. Comme à son accoutumée, il se laisse aller parfois dans des envolées et se cabre, d'autres fois, derrière des réponses courtes, énigmatiques. Impossible d'aller plus loin. Quelles sont les épreuves les plus dures qu'il a vécues à Carthage ? De quoi est-il le plus fier ? Et que regrette-t-il ? En une heure de vol, le temps de rallier Tunis, l'entretien était animé. Interview.



Les élections ouvrent une ultime étape de la transition démocratique.

Tout à fait ! On a épuisé le temps du politique, il faut passer à l'économique!

En fait, on n'a pas perdu beaucoup de temps, c'est un délai convenable. Je savais que cela devait prendre au moins trois ans. C'est un peu comme un volcan qui explose. Il faut que l'énergie se vide, que les odeurs se dégagent, que les terrains volcaniques se forment. D'ailleurs, les terrains volcaniques sont les plus fertiles.

Je crois que tous se sont acquittés de leur mission avec brio. Tout le monde, l'administration, les corps constitués. Mais, nous n'avons fait que la moitié du travail : la constitution, les institutions et les élections. Il faut terminer l'autre moitié.

Comment avez-vous procédé jusque-là ?

En politique, il faut avoir une vision et une praxis.

La vision, ce sont nos trois espaces fondamentaux, chacun est une richesse pour nous. L'Afrique, où nous devons rattraper le retard pris. L'Euroméditerranée : j'y crois. D'ailleurs, j'œuvre pour qu'un sommet 5+5 se tienne à Tunis en 2015. Et, évidemment, le Maghreb. Je suis un peu déçu que la situation soit bloquée, mais nous devons continuer à faire les bons offices entre nos frères algériens et marocains. La société civile dans nos pays pèsera sans doute de son poids pour la construction du Grand Maghreb. Je crois beaucoup aux cinq libertés proposées : la circulation, le travail, l'installation,

l'investissement et la propriété. La Tunisie doit être précurseur en la matière et les instituer par une loi. Le Maghreb existera ainsi de facto. La praxis, ce sont des intérêts et des valeurs. Incarner des valeurs de démocratie et des droits de l'Homme est fondamental. Cela peut représenter une approche idéale et idéaliste qui défend des valeurs et des intérêts, mais je m'y inscrais. L'éthique, en politique, est essentielle. On dit de moi que j'agis beaucoup plus en militant des droits de l'Homme, j'assume. Pour être un bon politicien, il ne faut pas être un Machiavel. Quel est l'homme politique qui a le plus pleuré. Ce n'est pas Ben Ali, mais Mandela. L'exigence de l'éthique est la plus forte.

Vous vous êtes assigné d'autres objectifs ?

Oui, la dette publique, par exemple. J'en fais un axe central de mon action. Le principe, c'est que nous continuerons à honorer les engagements de l'Etat et payer la dette. Mais, je n'ai cessé d'agir pour convertir une partie de cette dette en investissements. Je suis parvenu à convaincre la France qui, sur 1 200 millions d'euros, a accepté de convertir 60 millions d'euros. D'autres pays ont également répondu à l'appel de la Tunisie: l'Allemagne, la Belgique et l'Italie. Cela allège déjà le service de la dette et fera travailler des jeunes et ouvre l'Afrique aux Tunisiens

Quel a été votre mur de vérité à la Présidence ?

L'examen à Carthage était pour moi de répondre à cette question : serais-je capable de faire porter mes idéaux et de les faire coïncider avec les intérêts de l'Etat. La question de la peine de

mort a été une grande épreuve. J'ai signé tous les recours en grâce présentés par des condamnés à mort. Les attaques de certains médias aussi. Jamais je n'ai porté plainte contre un média ou un journaliste. Je suis resté attaché à mes valeurs. Je tiens à mes valeurs. J'ai accompagné le processus du Dialogue national qui, d'ailleurs, avait commencé à Carthage. Nous y avons passé des soirées entières de discussion. Quand d'autres forces ont voulu le prendre, j'ai dit : prenez-le. L'essentiel, c'est qu'il réussisse !

Vous avez sans doute des regrets ?

Mon seul regret est de n'avoir pu abolir la peine de mort. La Turquie l'a fait, pourquoi pas nous. Dieu seul sait combien je suis engagé dans cette cause.

Quels sont les moments difficiles vécus durant votre mandat ?

J'ai dû subir de grandes épreuves. La mort de nos soldats, policiers et gardes nationaux a été pour moi d'une grande douleur. Je me suis fait le devoir de les porter sur l'épaule à leur dernière demeure et de recevoir leurs parents. C'est très pénible. Ecouter leurs récits et essayer de les reconforter. Quand j'ai vu des gens détruire ce pays, verser dans la surenchère, tout bloquer, je n'ai pas de solution à apporter à leurs demandes. Ils doivent se calmer et nous aider à attirer des investisseurs pour créer des entreprises et offrir des emplois.

Une période particulière dure pour vous ?

L'un des moments les plus tendus fut l'été 2013, entre le 25 juillet ■■■

■■■ et le 6 septembre. Nous étions au bord du gouffre. Déjà, l'assassinat de Chokri Belaïd, le 6 février 2013, était une catastrophe. Je l'ai vécue dans ma chair. Je voyais la main de ceux qui veulent nous précipiter dans l'abîme. Le martyre de Mohamed Brahmi a été bouleversant.

Le sit-in Irrahil, au Bardo, n'avait pas de sens.

Vous avez pourtant affiché une position très raide, appelant à ne pas céder à l'appel des manifestants ?

Un jour, les historiens et les hommes de bonne foi diront ce que j'avais fait. Quand le bateau tangue, il faut maintenir le cap. Il m'en a coûté. Les Tunisiens doivent être fiers de leur classe politique et de la société civile.

La classe politique a reconnu son échec et fait appel à un gouvernement non partisan. Alors ces politiques la Troïka qui cèdent le pouvoir...

Ils n'ont jamais poussé le pays vers le chaos. Il y a une dizaine d'hommes et de femmes sages.

Vous avez évoqué, durant l'été 2013, un complot, voire un coup d'Etat. De quoi s'agissait-il ?

Je l'ai fait avorter. J'ai dénoncé ceux qui voulaient le fomenter.

Pourquoi vous ne les avez pas poursuivis en justice ?

Ils ne représentent aucun danger. L'appel à l'occupation des sièges des délégations, gouvernorats et autres édifices publics



a échoué. C'est le peuple qui a dégonflé ce complot. Le patriotisme l'a emporté. L'armée, la police, l'administration et tous les corps de l'Etat ont fait preuve d'un sens aigu de la responsabilité et de la défense de l'Etat.

Pourtant vous avez procédé à une série de changements à la tête des armées ?

L'armée a été républicaine.

Vous avez reçu les dirigeants de la Ligue de protection de la révolution et des chefs salafistes...

Il faut revenir à une question de principe. J'ai décidé de recevoir tout le spectre politique et sociétal, sauf ceux qui portent les armes contre l'Etat. Ma porte était ouverte même à ceux de l'ancien régime, Hamed Karoui, Béji Caïd Essebsi, Kamel Morjane et autres. J'ai également reçu les salafistes, tous les acteurs significatifs, sans exclusion. Il fallait

bien que je reçoive les salafistes. Je voulais comprendre comment ils réfléchissent. Ma fonction était de pousser les salafistes à l'extrémisme ou de les ramener aux valeurs de la République. Je leur ai dit que je n'accepte pas la violence. Vous croyez que c'est facile de recevoir des gens qui vont vous attaquer par la suite. Vous devez admettre qu'ils s'excluent, mais vous ne pouvez pas les exclure. Pour les vaincre sur le terrain en cas de violence, faute de les convaincre, il faut le faire dans le respect des droits de l'Homme. Sinon, on revient 20 ans en arrière.

La cellule de crise montée à la Kasbah fait ses preuves. Vous continuez à réunir le conseil de sécurité à Carthage ?

Le conseil de sécurité est très important. C'est la seule instance où les trois présidents sont présents. Il doit continuer à exister. La cellule de crise doit mettre en musique les décisions prises. ■■■

Avec **NAJAH[®]+**
lui Bâtir aujourd'hui
le Succès de demain

- Une bourse ou un capital lorsqu'il aura atteint l'âge pour s'installer dans la vie active en disposant des ressources financières nécessaires ;
- Une rente en cas de survenance d'aléas de la vie.



« Demain,
MES RÊVES
se réaliseront »

▶ N° Bleu **82 100 500**

20 millimes/mn depuis un téléphone Fixe
40 millimes/mn depuis un téléphone Mobile

COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE ET DE CAPITALISATION

Filiale de la COMAR
www.hayett.tn

ASSURANCES
hayett



تامينات
حياة

Vivre Serein

www.atb.tn
www.atbintelligencia.com.tn

NOUVELLE VERSION

Pack intelligencia

Réduit les distances



à partir de

0 DT ,500 /JOUR

Configurez et réservez votre équipement high-tech par un simple clic sur le site www.atbintelligencia.com.tn

Où que vous soyez en Tunisie, recevez votre équipement high-tech à partir de 0.500 DT/jour, en 72h chrono. Il vous suffit de réserver les PC, Portables, Tablettes ou Smartphones de votre choix sur le site www.atbintelligencia.com.tn

  Retrouvez nos pages officielles ATB TUNISIE

 N° Vert 80 100 347

Des professionnels à l'écoute



ATB

البنك العربي لتونس

■ ■ ■ **Certaines délibérations du conseil ont été fuitées dans la presse, comme ce fut le cas pour la réunion du 21 mars 2014, ce qui a incité certains participants à la réserve...**

Mais nous avons immédiatement saisi la justice !

C'est la Présidence de la République ou du gouvernement qui a ouvert une enquête et porté plainte auprès de la justice militaire ?

J'ai chargé mon directeur de cabinet de suivre le dossier et quand on s'est aperçu qu'une action a été engagée par le gouvernement, on n'a pas voulu

faire double emploi. L'essentiel, c'est que la justice en a été saisie.

Quelle est votre grande fierté ?

Ma fierté est d'avoir changé l'image du président de la République. Son autorité n'est pas celle de faire peur aux gens, mais c'est sa force de caractère. J'ai ouvert le palais de Carthage aux Tunisiens et je suis fier d'avoir permis à plus de 20 000 enfants d'y entrer. J'ai également fait de Carthage un lieu de réflexion en y invitant de grandes personnalités pour des conférences-débats.

Comment abordez-vous les prochaines élections ?

Il faut tenir de bonnes élections. Trois critères au moins doivent être respectés:

- Une forte participation des électeurs au vote

- Une campagne propre qui combat l'argent sale

- Un décompte des voix transparent. J'ai confiance dans l'Isie et le peuple ne laissera personne jouer sur les élections.

Vous comptez faire valoir votre bilan ?

Tous vont défendre le positif. C'est un jeu stérile. J'ai fait mon propre bilan. Il faut apprendre de ses erreurs. C'est de l'avenir de la Tunisie qu'il faut traiter. ■

Taoufik Habaieb



QNB acquiert une participation supplémentaire de 11% dans la banque panafricaine pionnière Ecobank Transnational Incorporated.

En poursuite de sa stratégie d'expansion et de croissance internationale.

Doha, Qatar, le 15 septembre 2014: QNB, "l'une des plus fortes banques au monde" a annoncé aujourd'hui l'acquisition d'une participation supplémentaire de 11%¹ (2047877260 d'actions ordinaires) dans Ecobank Transnational Incorporated (Ecobank). La participation totale du Groupe QNB à Ecobank est maintenant de 23,5%¹. Le coût de cette participation supplémentaire équivaut à 283 millions de dollars. L'acquisition d'aujourd'hui a été financée à travers des ressources existantes, et le Groupe QNB représentera Ecobank en tant qu'associé en conformité avec les normes internationales d'information financière. QNB Capital et Morgan Stanley agissent en tant que conseillers financiers à QNB par rapport à cette transaction. Cela permet au Groupe QNB de devenir le principal actionnaire, tout en renforçant le partenariat avec la banque panafricaine pionnière Ecobank. Cela reflète également une étape fondamentale vers la stratégie adoptée par QNB pour devenir l'icône de la région du Moyen-Orient en 2017.

Ecobank a été créée en 1985 à Lomé, au Togo, où réside son siège principal. Ecobank est la première banque panafricaine avec une présence dans 36 pays à travers le continent africain et dans 4 autres pays à travers le monde. Ecobank est l'une des trois plus importantes banques (par ses actifs) dans les 14 pays où elle est présente. Pendant le mois de juin 2014, Ecobank possédait 23.4 milliards de dollars d'actifs et avait généré 255 millions de dollars de profit avant les impôts (pour les six mois jusqu'au 30 juin 2014) et s'opère à travers son réseau unique comprenant 1241 branches, 2500 guichets automatiques et 16245 points de vente au service de 10,8 millions clients. Avec 20114 employés, Ecobank s'avère le plus grand employeur du secteur financier en Afrique centrale.

L'ambition du Groupe QNB de devenir l'icône de la région du Moyen-Orient en 2017 est sur le point d'être réalisée grâce aux possibilités et aux avantages commerciaux découlant de ce partenariat. Cette démarche renforce davantage la stratégie de croissance poursuivie par le Groupe QNB au cours des dernières années.

Le Groupe QNB, à travers ses filiales et ses associés (y compris Ecobank), opère dans 61 pays dans 3 continents à travers le monde.

QNB a récemment été reconnue comme "La meilleure banque au Moyen-Orient" par le magazine Euromoney, et a été élue comme «l'une des 50 meilleures banques les plus sûres au monde» par le magazine Global Finance en 2013.

¹Les deux participations comprennent les actions ordinaires actuellement en circulation et la conversion des actions privilégiées convertibles de QNB.

من أقوى

بنوك العالم.

Une des Banques

les plus Solides

du Monde.

Tunisie Valeurs

BIEN PLACÉE POUR MIEUX PLACER

membre d'INTEGRAX
PARTNERS

Tunisie Valeurs

La Maison de l'Epargnant

دار المدخر

Bourse - SICAV - Bons du trésor

وسيط بالبورصة - إدارة الأصول - مختص في رفاع الخزينة

Tunis Centre Urbain Nord - Tunis Belvédère - La Marsa
Les Berges du Lac II - Nabeul - Kélibia - Sousse - Monastir - Sfax - Djerba

www.tunisievaleurs.com

A man with dark hair, wearing a dark grey suit, white shirt, and patterned tie, is leaning out of the open driver-side window of a dark-colored car. He is smiling and looking towards the camera. The background shows a blurred view of a building with a grid-like facade.

**Mehdi Jomaa
a-t-il un avenir
politique ?**

«Ils croyaient ramener un joli poisson d'aquarium, juste pour le décor, et ils sont tombés sur un loup d'océan !» D'une seule phrase, un politologue réputé résume la situation. Mehdi Jomaa qui a volontairement laissé planer le suspense, sinon l'entretenir, ne se présentera pas à la présidentielle. «Même si la voie est pavée», comme il le dira dans son adresse à la nation, très attendue ce soir-là. Il avait, en effet, tenu en haleine toute la classe politique. Les pressions augmentaient de part et d'autre. Les siens, y compris parmi les membres de son gouvernement, le poussaient à postuler à la magistrature suprême. Les sages l'en dissuadaient. Les compétiteurs qui le craignent lui hurlaient dans le dos, quand ce ne n'est pas ouvertement, dans les médias ou par voix interposées.

Si sa non-candidature a déçu nombre de Tunisiens et d'amis de la Tunisie à l'étranger, elle a, par contre, soulagé les états-majors dans les quartiers généraux politiques en pleine effervescence. Et suscité nombre de questions et de commentaires. Sept questions et des réponses.

- 1. Mehdi Jomaa a-t-il été tenté de se présenter ?**
- 2. Quelle a été la position des membres du gouvernement ?**
- 3. Pourquoi Jomaa refusait l'idée de se présenter ?**
- 4. Pourquoi a-t-il scénarisé son annonce ?**
- 5. Comment se conduira-t-il désormais ?**
- 6. Que compte-t-il faire après son départ de la Kasbah ?**
- 7. Et son avenir politique ?**

Mehdi Jomaa avait-il été tenté de se présenter ?

Cela remonte au mois de juin dernier, lors de sa visite en Allemagne. Angela Merkel ne lui a pas posé directement la question mais avait fait la moue lorsque Jomaa lui parlera de la fin imminente de sa mission, qu'il souhaite réussie. C'est le président de la République, Joachim Gauck, qui s'en étonnera. *«Vous ne souhaiteriez pas continuer»*, lui lancera-t-il. *«Si la réussite de la transition démocratique repose sur une seule personne, nous ne serons pas en démocratie»*, lui répondra-t-il. La même scène se répètera tout au long de l'été, avec divers interlocuteurs étrangers de haut niveau. A l'issue d'une audience accordée le 1^{er} septembre dernier à une délégation de sénateurs américains, l'élu d'un Etat du Sud s'attardera à la sortie pour lui demander : *«Votre décision est définitive?»*. *«Sans le moindre doute et à aucune condition»*, lui répondra Jomaa.

Manuel Valls, les Premiers ministres algérien, Abdelmalek Sellal, et marocain, Abdelilah Benkirane, et bien d'autres participants à la conférence internationale «Investir en Tunisie», qui s'est tenue début septembre, ont essayé de percer un secret bien gardé. Mais, à chaque fois, la réponse était identique. Fin août déjà, il l'avait rappelé à ses ministres lors du dernier conseil avant la rentrée. *«Nous sommes arrivés au gouvernement en dehors des mécanismes électoraux. Nous devons en sortir dans les mêmes conditions, c'est-à-dire en dehors des élections, mais auréolés de leur réussite et avec le sentiment du devoir accompli dans l'intégrité totale»*. Surpris, des ministres lui demanderont si sa décision est irrévocable. Réponse de Mehdi Jomaa : *«Je vous en aviserai, si je change d'avis»*. Beaucoup l'oublieront et lorsqu'il annoncera officiellement sa non-candidature, ils lui demanderont encore : *«Mais pourquoi vous ne l'avez pas dit auparavant ?»*. *«Mais, je n'ai pas changé d'avis, je vous l'avais dit»*, leur répondra-t-il. Il serait faux d'affirmer que l'idée ne lui avait pas effleuré l'esprit. La situation générale dans le pays, les dangers et les enjeux, d'un côté, les sondages d'opinion très favorables, et l'entourage, de l'autre, l'y incitaient. Nombreux sont ceux qui demanderont à le voir pour l'y encourager, l'assurant de leur soutien. Il ne dira jamais oui, mais restera énigmatique, se plaisant sans doute à ce jeu...

Quelle a été la position des membres du gouvernement ?

L'excitation était à son comble, les derniers jours. Des proches à lui collectaient ouvertement des parrainages en sa faveur.



Le savait-il ? Laissait-il faire ? Mercredi 17 septembre, Mehdi Jomaa était l'invité du petit-déjeuner organisé par l'Utica avec une quarantaine de capitaines d'industrie et des affaires. Zohra Driss ne manquera pas de lui poser «la question». Réponse de principe et sourire énigmatique. La veille, son cabinet avait annoncé qu'il ferait «une déclaration importante». En début d'après-midi, il réunira, dans son Lab du Lac, son cabinet pour un tour de table. Chacun ira de son petit argumentaire, oscillant

entre le oui et le non, l'émotionnel et le rationnel. Un ministre, favorable au non, sortira un argument juridique imparable: si le chef du gouvernement se présente, il doit démissionner de ses fonctions, et s'il démissionne, c'est tout le gouvernement qui tombe avec lui. Alors, quid de la continuité de l'Etat?». Mehdi Jomaa écoutera attentivement les différents points de vue. Certainement amusé en son for intérieur. Sa décision était déjà prise, depuis longtemps.

Pourquoi Jomaa a-t-il refusé l'idée de se présenter ?

Son argumentaire s'affirmait de jour en jour. L'éthique est au cœur de sa réflexion : ce fameux contrat moral scellé avec le Quartet, le Dialogue national et le peuple. «Rien ne pourra m'en délier. Il y va de ma crédibilité, mais aussi de l'accomplissement du processus électoral et de la transition», nous confiait-il, fin août dernier. «Je n'accepterai jamais ni de rester à la Kasbah, ni de ■■■

■■■ *postuler à Carthage». C'est le moment du vrai travail, celui de réussir cette ultime phase. La présidentielle, n'est pas une opportunité à saisir»*

Avait-il peur de ne pas gagner le scrutin? «*Je n'y ai même pas pensé, nous a-t-il assuré. Le principe même n'étant pas acquis*». Pourtant, des «amis», mais aussi des laudateurs, l'assurent du «soutien du peuple», lui promettant «un raz-de-marée». Incrédule, il restera.

A-t-il été dissuadé par les déclarations enflammées de certains dirigeants politiques et syndicalistes? L'Uggt, Houcine Abbassi en tête, l'avait-il «rappelé à l'ordre»?

Aurait-il dû poser des conditions? Certains sont allés jusqu'à lui demander d'exiger, pour accepter, un parrainage public par le Quartet, deux à trois grands partis, une trêve sociale et parlementaire pendant les deux premières années de son quinquennat. Reste le facteur personnel, privé, familial. Sans doute déterminant dans sa décision, autant que l'éthique, son vœu personnel et celui de sa famille, c'est qu'il s'acquitte au mieux de sa mission et reprenne son activité professionnelle, avec le sentiment du devoir accompli.

Pourquoi a-t-il scénarisé son annonce?

Certains le lui ont reproché: un simple communiqué aurait suffi pour démentir les rumeurs et clarifier sa position. D'autres y ont vu un grand show médiatique, avec une dramatisation poussée à l'extrême, du suspense et un dénouement. Les plus avisés s'attarderont sur le contenu et trouveront dans son

discours des passages inutiles ou inappropriés.

Terminant sa réunion avec les membres de son gouvernement, Mehdi Jomaa retournera à ses dossiers, lisant son courrier et signant lettres et décisions soigneusement classées dans plusieurs parapheurs. Des conseillers sont réunis dans un bureau non loin du sien pour rédiger des éléments de langage pour son allocution. Il passera les saluer et leur promettra de voir tout cela avec eux à la Kasbah, avant la déclaration. Il s'éclipsera un moment chez lui pour se changer: costume noir, chemise blanche et cravate rouge.

Dans ce vieux palais de la Kasbah qui, depuis le 14 janvier 2011, en aura vu plus que tout au long de son histoire centenaire, les caméras sont installées, les micros hissés et les journalistes impatients. Chacun cherche le scoop, dans un jeu de devinette.

A 19 heures précises, le cortège du chef du gouvernement arrive. D'un pas alerte, Mehdi Jomaa dévale les escaliers. Derrière lui, son porte-parole, Nidhal Ouerfelli, et son conseiller diplomatique, Hatem Atallah. Très en forme, prêt à en découdre, il s'attarde quelques minutes à son bureau puis arrive dans le grand patio où l'attendent les journalistes. Le show commence. D'une haute facture...

En moins de 20 minutes, questions-réponses comprises, il a tout expédié. De retour à son bureau, ses conseillers le félicitent pour sa prestation, alors qu'il vide une mini-bouteille d'eau minérale pour se désaltérer. Soulagé d'un fardeau qui lui pesait sur les épaules, il doit se congratuler lui-

même de n'avoir pas écouté le chant des sirènes. Ses propos étaient-ils en accord avec sa pensée? Y avait-il un mot de trop? Personne n'y relèvera le moindre impair. Il y a surtout ce fameux «*J'ai décidé*», prononcé sur un ton solennel qui rappelle Bourguiba. Il signifie qu'il a été tenté par la présidence de la République mais y a renoncé. Le plus approprié aurait été de dire: «*Je confirme que je n'y ai jamais pensé*». Mais, après tout, l'essentiel, c'est qu'il n'est pas candidat. Un «acte d'honneur», de «dignité», un «grand homme d'Etat», noteront les journalistes et les chroniqueurs le lendemain.

Comment se conduira-t-il désormais?

Plus que jamais en chef de gouvernement, affirment ses proches! Les deux autres présidents, de la République et de l'ANC, en campagne électorale, c'est lui qui garde la maison Tunisie. En première ligne, il assume et pour cela, il exerce pleinement ses attributions. La sécurité sera sans doute sa priorité absolue, mais aussi la bonne tenue des élections, dans un climat favorable. L'Isie est responsable des scrutins et de leur transparence, du respect de la loi électorale et de l'application rigoureuse de toutes leurs dispositions. Mehdi Jomaa, quant à lui, veillera au grain.

Le sens de l'Etat et le sang des martyrs sont ses véritables moteurs de fonctionnement. Rien que la toute dernière épreuve meurtrière du Chaambi, cette «débâcle» qu'il a vécue en direct, dans sa chair, de la salle des opérations du ministère de la Défense ne s'est pas encore cicatrisée. Son sourire s'efface et son visage se ■■■

*J'aime avoir toujours un temps d'avance,
pour mon patrimoine comme pour moi.*

Votre patrimoine a une histoire. Ecrivons son avenir
grâce à nos solutions innovantes.

Découvrez plus sur ubci.tn, rubrique Banque Privée



UBCI-BNP PARIBAS
BANQUE PRIVÉE

La banque d'un monde qui change

■ ■ ■ ferme: «J'ai en mémoire le sang de nos vaillants soldats, gardes nationaux et policiers. Je mesure le sens de leur martyre et la douleur de leurs familles», nous confie-t-il. *Le sens de l'Etat l'emporte sur tout dans mes décisions. Aucune tolérance n'est possible, c'est du non-négociable !*».

Que compte-t-il faire après son départ de la Kasbah ?

Lorsqu'il était ministre de l'Industrie et que le gouvernement d'Ali Laarayedh devait passer le relais l'automne dernier, il se promettait d'aller passer quelques jours chez lui à Mahdia, s'adonner à son loisir préféré : la pêche à la canne. La passation a tardé et le voilà, au lieu de partir, propulsé à la tête du gouvernement non partisan. Cette

fois-ci, la passation se fera au début de l'année prochaine. Pas avant fin janvier, début février, au plus tôt, en tenant compte des délais de concertation et d'investissement.

Mehdi Jomaa s'est promis de ne pas se déconcentrer, pour le moment, et oublier l'essentiel. Il l'a d'ailleurs exigé de tous les membres de son gouvernement. C'est quand il transmettra les pouvoirs à son successeur qu'il aura tout le loisir d'y penser et de prendre sa décision. Ceux qui le connaissent bien disent qu'il ne restera pas en Tunisie. Il sera heureux de regagner son appartement dans la proche banlieue parisienne, de s'offrir quelques semaines de vacances et de reprendre contact avec

ses nombreux amis en Europe. Ce n'est qu'alors qu'il examinera les différentes options qui s'offriront à lui.

Et son avenir politique ?

Ne sera-t-il pas tenté de faire de la politique, même un jour ou l'autre. De se mettre en réserve de la République, de créer un parti, de se préparer aux prochaines échéances ? Pour dire vrai, la politique tunisienne continuera toujours à l'intéresser, affirment ses proches. Saura-t-il s'y soustraire, après toute cette expérience ? Pour le moment, la page est tournée. Une autre commencera pour lui. A moins que... ■

Taoufik Habaieb

L'allié de votre succès
depuis 20 ans



ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.

20
ANS

20 ans de leasing au service
des professionnels



Plus qu'un leasing...



Candidats à la Présidence

Quelles sont vos motivations ?

Quels sont vos engagements ?

Qu'est-ce qui les a le plus incités à postuler à la magistrature suprême et quels sont les engagements majeurs qu'ils prennent vis-à-vis de la Tunisie et des Tunisiens ? Telles sont les deux questions que *Leaders* a posées à nombre de candidats à l'élection présidentielle, en les invitant à citer cinq motivations essentielles et cinq engagements principaux. Ci-après une première série de réponses reçues, les candidats étant classés par ordre alphabétique. La suite sera publiée dans le prochain numéro.

Dr Mustapha Ben Jaafar
(Secrétaire général d' Ettakatol)



Mes 5 motivations

- 1 - J'aime ma patrie et mon peuple, et parce que j'ai une passion pour la Tunisie et une vision pour son avenir.
- 2 - J'ai largement contribué à mettre en place le socle constitutionnel de la nouvelle Tunisie démocratique et parce que je me sens apte à assurer son édification.
- 3 - Je veux mettre mon combat pour la liberté et la justice sociale, mon

expérience à la tête de l'ANC et mon sens des responsabilités au service de la nation.

4 - La Tunisie a besoin d'un leadership qui rassemble les Tunisiens et d'une méthode dans l'exercice du pouvoir qui associe les forces vives de la société et qui trouve les solutions les plus consensuelles.

5 - Je veux que chaque parent qui accompagne son enfant à l'école puisse être rassuré sur son avenir.

Mes 5 engagements

- 1 - Mettre tout ce que je suis au service de la Tunisie : mon intégrité et mes valeurs; mon combat pour la démocratie et les libertés fondamentales ; mon expérience dans la gestion des crises pendant les balbutiements de la démocratie naissante.
- 2 - Bâtir un Etat de la citoyenneté pour tourner définitivement la page de l'Etat-parti et de l'Etat prédateur.
- 3 - Edifier un Etat fort et respecté, doté d'une autorité et d'une puissance publique assumant la protection des citoyens et l'application de la loi dans le cadre d'un Etat de droit.
- 4 - Refonder un Etat solidaire, assumant sa fonction de régulation dans l'économie, mettant en pratique le principe constitutionnel de « discrimination positive » au service des couches populaires les plus nécessiteuses et des régions les plus défavorisées.
- 5 - Reconstruire un Etat rayonnant sur le plan international, fier de sa révolution et de son identité spécifique, et doté d'une diplomatie ambitieuse tournée vers le redressement de la nation et le développement harmonieux de ses régions.

Hamouda Ben Slama
(Indépendant)



Mes 5 motivations

1 - Ma participation est en droite ligne de mon engagement en faveur de la démocratie, des libertés et des droits de l'Homme depuis près de 40 ans.

2 - J'estime faire partie des personnalités nationales ayant le profil de la fonction, un profil de sage et des aptitudes particulières telles que rassembler, réconcilier, sécuriser et transcender.

3 - Les atteintes à l'autorité de l'Etat et à son image en relation étroite avec les difficultés et les défis sécuritaires, économiques et politiques sont une raison de plus pour motiver mon engagement.

4 - Les échecs en matière de création d'emplois, l'absence d'une répartition juste, et l'incapacité à dégager des

perspectives de développement équitable, notamment dans les régions et les cités populaires défavorisées, restent autant de problèmes qui interpellent et motivent tout candidat à la présidence de la République.

5 - Les événements extrêmement graves qui se déroulent en ce moment dans certains pays frères, notamment en Libye, ayant un impact direct sur la stabilité et la sécurité politiques et économiques de notre pays, ce qui exige des approches politiques et diplomatiques conformes aux intérêts stratégiques et vitaux de la Tunisie.

Mes 5 engagements

1- Je m'engage à faire publier par les autorités médicales habilitées un bulletin périodique sur mon état de santé, comme

je m'engage à faire état de toute atteinte ultérieure à mon état de santé qui rendrait impossible la poursuite de l'exercice de ces hautes charges ainsi qu'à en tirer les conséquences adéquates.

2 - Je m'engage à veiller scrupuleusement au strict respect et à l'application loyale de la nouvelle Constitution qui garantit les libertés et les droits fondamentaux dans le respect de l'identité du pays, ainsi qu'à restaurer l'autorité et la crédibilité de l'Etat.

3 - Je m'engage à soutenir les forces de sécurité intérieure et de l'armée nationale dans leurs missions par un nouvel élan en matière d'équipement et par l'amélioration de leurs conditions matérielles et organisationnelles.

4 - Le chef de l'Etat devrait être le mieux habilité pour intervenir dans la gestion des crises, arbitrer dans les conflits et prendre toute initiative nationale conciliatrice ... Je m'y engage et les partenaires politiques et sociaux pourraient mieux dialoguer sous l'égide de la plus haute autorité constitutionnelle et morale de l'Etat...

5 - Il est grand temps pour nous d'avoir et de rêver pour la Tunisie moderne d'un grand projet et d'une généreuse vision d'avenir, notamment pour notre jeunesse, de positiver nos atouts et notre grand potentiel de compétitivité, d'attractivité et de créativité ...

Mohamed Frikha
(Indépendant)



Mes 5 motivations

1 - Nous avons fait une révolution et le pays a besoin de nouveaux visages pour réaliser les aspirations du peuple

2 - La situation des jeunes Tunisiens au chômage et dont l'avenir est incertain étant difficile, je me propose d'être le défenseur de ces jeunes et des générations futures. La situation socioéconomique catastrophique exige un esprit d'entrepreneuriat et de pragmatisme.

3 - Le peuple est exaspéré par les promesses et réclame des réalisations concrètes.

4- Un Etat faible, une situation sécuritaire inquiétante et l'absence de leadership et de courage dans la gouvernance du pays.

5- Un peuple divisé qui a besoin d'approche conciliatrice pour souder l'unité nationale.

Mes 5 engagements

1 - Une nouvelle Tunisie qui assure l'emploi aux jeunes et garantit une vie digne à tous les citoyens par des réalisations concrètes.

2 - Une nouvelle Tunisie avec un régime solide qui applique la loi et garantit les libertés, dotée d'une armée forte et une

sécurité rassurante.

3- Une Tunisie moderniste attachée à ses fondements arabo-musulmans, ouverte à toutes les civilisations.

4- Une économie forte avec une bonne infrastructure et des projets d'envergure.

5- Une Tunisie unie où il n'y a pas de place pour deux modèles de société. Une seule nation qui aspire au progrès.

Hamma Hammami
(Porte-parole du Front populaire)



Mes 5 motivations

Une seule raison principale : « Servir mon pays »

Mes 5 engagements

1 - Sauvegarder l'unité du peuple, garantir l'indépendance du pays et la pérennité de l'Etat, renforcer le caractère civil et démocratique des institutions, fonder l'Etat de droit sur des bases solides...

2 - Garantir le respect de la Constitution, notamment l'égalité entre les Tunisiennes

et les Tunisiens, les libertés individuelles et collectives, les droits économiques, sociaux et culturels, la souveraineté du peuple sur les richesses du pays... Et veiller à ce que les fondements de la Constitution soient consacrés par la loi.

3 - Doter la Tunisie d'une nouvelle doctrine sécuritaire et militaire qui prend en considération aussi bien les nouvelles données à l'échelle nationale et régionale, en particulier la montée du phénomène du terrorisme, que les acquis de la révolution en matière de libertés et de droits fondamentaux.

4 - Doter la Tunisie d'une nouvelle doctrine diplomatique qui tient compte de ses intérêts nationaux, des aspirations de son peuple à réaliser l'unité tant souhaitée aussi bien à l'échelle maghrébine qu'arabe, et qui rend la diplomatie tunisienne plus dynamique pour assurer la paix dans la région et défendre les causes justes, en premier lieu la cause palestinienne.

5 - Réorganiser l'institution de la présidence de la République en vue de la rendre plus proche du peuple, moins coûteuse au budget de l'Etat, et plus efficace.



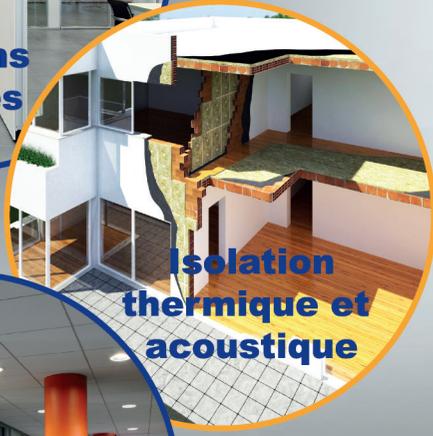
Plafonds



**Cloisons en
plaque de
plâtre**



**Cloisons
mobiles**



**Isolation
thermique et
acoustique**



**Cloisons
amovibles**



**Planchers
techniques**



**Revêtements
de sols**

Plus de confort
et moins de
consommation
d'énergie

A chaque
espace
ses solutions
d'aménagement



عمل علينا



طريق السلامة



* **إبتداء من دينار في النهار**

طريق السلامة assurance auto متاع تأمينات STAR إلي
تأمينك سيارتك من حوادث الطرقات وتحط على ذمتك أحسن
قراجات في البلاد باش تصلحها عندهم ومن غير حتى
وتزيد توفرك سيارة طول مدة التصليح وهذا الكل إبتداء من
دينار في النهار .
لمزيد من المعلومات مرحبا بيبك في أقرب فرع STAR و إننا زورنا
على موقع الواب www.star.com.tn

* وفق الشروط المنصوص عليها بالعقد

مع طريق السلامة
سوق مطمأن، وأحننا الضمان

Kelthoum Kennou
(Indépendante)



Mes 5 motivations

- 1 - Faire retrouver au peuple l'espoir perdu en un meilleur avenir pour le pays et la confiance en des institutions intègres.
- 2 - La crédibilité des élections en prouvant qu'une candidature peut être réellement indépendante, ne représentant que les intérêts de la patrie où la femme tunisienne est bien digne des plus hautes responsabilités pour la réussite de l'édification de la démocratie.

- 3 - L'assainissement de la pratique politique et des institutions de l'État en y apportant la compétence, le sérieux et l'honnêteté qui leur font défaut.
- 4 - Le rétablissement de la justice pour le peuple souffrant de trop d'injustices et d'une autorité juste et intègre pour l'État et ses institutions.
- 5 - L'indépendance et la souveraineté de la Tunisie sur le plan international, seules garanties de la dignité pour son peuple

Mes 5 engagements

- 1 - Servir le peuple en dehors de tout esprit partisan, car je n'appartiens à aucun parti, mon seul parti étant notre patrie. Seule la compétence comptera !
- 2 - Assurer la justice pour tous en garantissant l'effectivité des libertés constitutionnelles et l'égalité de tous devant la loi sans distinction aucune.
- 3 - Placer la conscience en politique pour rompre définitivement avec la pratique politicienne qui déshonore la chose publique.
- 4 - Rétablir la paix dans le pays, surtout dans les têtes et les cœurs, en une démocratie de valeurs faite de l'enracinement dans une riche culture et du dynamisme d'une ouverture à l'altérité
- 5 - Faire entendre dans le concert des nations la voix d'une Tunisie indépendante et souveraine avec une diplomatie active qui soit de justice et de justesse.

Emna Mansour Karoui
(Présidente du Mouvement démocratique pour la réforme et la construction, MDRC)



Mes 5 motivations

- 1 - La participation active de la femme tunisienne dans la consécration du système démocratique
- 2 - Le besoin de sortir du régime intérimaire à un système politique légitime doté d'institutions permanentes.
- 3 - Tracer une vision claire de la politique étrangère qui assure la coopération avec les pays frères et amis, en particulier dans les

- domaines de l'économie et la lutte contre le terrorisme, tout en veillant au renforcement des liens de coopération et de coordination avec les pays voisins
- 4 - Restaurer la confiance dans le cœur de tous les Tunisiennes et Tunisiens et avec les pays avec lesquels nous avons des intérêts et des relations particulières.
- 5 - Montrer la capacité de la femme, tout comme de l'homme, à assumer la magistrature suprême.

Mes 5 engagements

- 1 - Veiller au respect de la Constitution et à assurer la sécurité et la stabilité en Tunisie
- 2 - Coopérer avec tous les courants politiques en vue du respect des droits et des libertés fondamentales
- 3 - Parvenir au développement et à la prospérité en toute équité entre les différents acteurs de la société à travers un programme ambitieux et une stratégie clairement définie.
- 4 - Être à l'écoute des préoccupations des citoyens et se consacrer avec dévouement au service du peuple et de l'Etat.
- 5 - Assurer le développement de la politique étrangère de la Tunisie.

Mustapha Kamel Nabli

(Indépendant)



Mes 5 motivations

- 1 - Restaurer la confiance chez tous les Tunisiens, en nous, et dans une Tunisie ouverte et moderne.
- 2 - Ressusciter l'espoir en cette révolution porteuse de promesses, notamment chez les jeunes et les classes défavorisées.
- 3 - Restaurer et renforcer la capacité

des institutions de l'Etat à jouer pleinement leur rôle fondamental dans la sécurité et le développement du pays.

4 - Prémunir le pays contre les grands risques, essentiellement sécuritaires et économiques.

5 - Retrouver un rayonnement international conférant à notre pays une place singulière dans le concert des nations.

Mes 5 engagements

1 - Veiller au respect de la Constitution, fédérer et rassembler tous les Tunisiens sans aucune discrimination, ni de genre, ni régionale, ni de quelque nature que ce soit.

2 - Travailler d'arrache-pied en mettant mon expertise et mes relations au service du pays, du peuple tunisien et des générations futures.

3 - Etre un président proche de tous, actif sur le terrain et toujours à l'écoute.

4 - Suivre continuellement tous les dossiers importants du pays en jouant véritablement le rôle d'arbitre aussi bien avec le gouvernement qu'avec le parlement.

5 - Etre exemplaire dans la gouvernance et la conduite de toutes les affaires du pays, en impliquant l'ensemble de la société civile et en mettant l'intelligence tunisienne en exergue.

Abderrahim Zouari

(Mouvement Destourien)



Mes 5 motivations

- 1 - En m'engageant dans le processus électoral, j'apporte ma contribution à sa réussite afin de le rendre irréversible.
- 2 - La situation préoccupante du pays à tous les niveaux, sécuritaire, politique, économique, social et au niveau de nos relations avec l'étranger nécessite un sursaut national auquel toutes les forces vives de la nation doivent participer.
- 3 - L'expérience acquise dans la conduite des

affaires publiques, ma bonne connaissance du pays et des hommes m'habilitent à prendre part activement au redressement de la situation dans le pays.

4 - Le temps est venu d'œuvrer pour une réconciliation nationale véritable, de redonner espoir aux jeunes et de rétablir la confiance entre tous les Tunisiens. Cette œuvre globale est la condition sine qua non pour assurer le salut de la nation.

5 - Ma connaissance du pays, acquise à la fois par mon ancrage régional et par le travail de longues années dans

les régions, est un atout en vue d'être à l'écoute de la Tunisie profonde, au moment où la revendication d'un équilibre entre les régions est partagée par l'ensemble des Tunisiens et des familles politiques dans le pays.

Mes 5 engagements

1 - Restaurer le prestige de l'Etat et de ses institutions, rétablir son rayonnement international, consolider la souveraineté de la nation et

l'indépendance de ses décisions, et combattre toutes les formes d'extrémisme et de terrorisme.

2 - Réhabiliter les valeurs de citoyenneté et de solidarité, mettre l'intérêt supérieur de la nation au-dessus de toute considération et mobiliser toutes les énergies au service de l'intérêt général dans un climat de concorde et de tolérance.

3 - Mettre en place un modèle de développement de nature à accélérer le rythme de développement, à rétablir les grands équilibres macroéconomiques afin de mobiliser tous les moyens et réaliser les aspirations des Tunisiens à une vie meilleure.

4 - Placer le développement régional en tête des priorités de la prochaine étape par la mise en place de régions économiques, l'instauration d'un réseau d'autoroutes en vue d'assurer leur insertion dans le circuit économique national, régional et international.

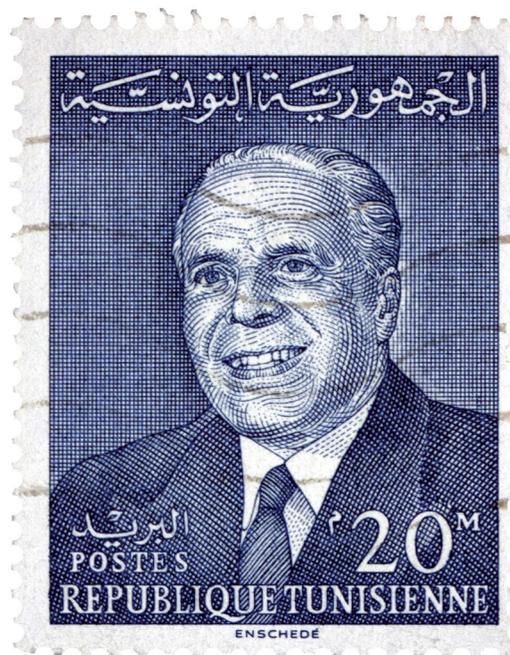
5 - Améliorer les conditions de vie, consolider l'emploi en stimulant le rythme de croissance pour atteindre 6% en moyenne par an, en assurant le développement des secteurs de la haute technologie, seuls capables de créer des emplois au profit des diplômés de l'enseignement supérieur, en rehaussant le rendement du système éducatif et en accordant à la formation professionnelle sa juste place dans le système de réhabilitation des ressources humaines.



LEADER DES
PRODUITS LAITIERS
EN TUNISIE



Par Slaheddine Dchicha



Tous présidents !

**«Elections are just a beauty contest for ugly people»
(les élections ne sont qu'un concours de beauté pour
des gens laids). Michael Hardt**

Comme elle est belle notre Tunisie ! Tellement belle que trois présidents lui font une cour assidue depuis bientôt trois ans. Mais ni celui de la République, ni celui de l'Assemblée, ni celui du Gouvernement ne sont suffisants. Notre si beau pays mérite plus... de présidents. N'est-il pas peuplé de nous ? Et nous, ne sommes-nous pas les plus beaux et les plus intelligents ? Il n'y a qu'à compter tous ceux parmi nous qui sont récompensés, primés, fêtés de par le monde. Depuis janvier 2011, le nombre de Tunisiennes et de Tunisiens reconnus et distingués par l'attribution

d'un prix, d'une récompense ou d'une décoration est impressionnant. Sans prétendre à l'exhaustivité, rappelons... pour mémoire :

- M. Ghannouchi a été consacré comme l'un des «100 penseurs les plus influents de l'année 2011» par la revue américaine *Foreign Policy*, fondée par Samuel Huntington, le père de la théorie du choc des civilisations.
- En 2012, Ghannouchi et Marzouki ont été les lauréats du prix du think tank britannique Chatham House connu officiellement sous le nom de l'Institut royal des affaires internationales. «Pour

les compromis qu'ils ont obtenus au cours de la transition démocratique en Tunisie. Représentant les deux faces d'une même médaille, ils ont ensemble assuré que la Tunisie demeure à la fine pointe de la nouvelle vague démocratique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord», explique l'organisation britannique. (Avez-vous bien entendu «Les deux faces d'une même médaille»)

- En 2014, un groupe de Tunisiennes est sélectionné pour prendre part à une formation organisée par le programme des bourses de l'Institut George W. Bush. L'Institut Bush est un département du Centre présidentiel G.W. Bush, basé au campus de la Southern Methodist University (l'Université méthodiste du sud) de Dallas, au Texas, où les participantes au stage recevront en très grande partie cette formation en leadership. Ce programme, baptisé

Bourse de l'initiative des femmes, a été mis en place en 2012 et s'est fixé comme objectif de permettre à des femmes invitées du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord d'améliorer leur savoir-faire en matière de leadership. (Les femmes irakiennes apprécieront)

- L'association tunisienne Aswat Nissa a reçu lundi 19 mai, à Washington D.C., le prix «Madeleine K. Albright Award 2014» du National Democratic Institute (NDI). L'organisme a été sacré pour son projet «l'Académie politique des femmes» qui vise à accompagner les candidates tunisiennes en vue des futures élections municipales. A noter que les détracteurs de Madame Albright l'accusent de crimes de guerre en raison de son soutien aux sanctions internationales contre l'Irak.

- En juin 2014, le Centre d'études de l'islam et de la démocratie à Washington (CSID) a décerné le prix du Musulman démocrate au bloc d'Ennahdha à l'ANC. Cette récompense présentée comme un prix international a été attribuée au parti islamiste tunisien par le CISD, un centre dirigé par Radhwan Masmoudi, un lobbyiste d'origine tunisienne qui ne cache pas ses penchants nahdhaouis...

La liste pourrait s'allonger avec les noms des personnes cette fois-ci réellement

méritantes comme Lina Ben Mhenni, Souhayr Belhassen, Pr. Abdeljil Temimi, Nadia Khiari et bien d'autres...

«N'en jetez plus ! lance La Petite Voix et de demander, excédée : pourquoi tant d'honneur ? Pourquoi cette avalanche de trophées ? Jamais on n'a tressé autant de lauriers à des ressortissants d'une révolution.» La Révolution, cet événement exceptionnel, a levé la chape de plomb qui étouffait les citoyens et a révélé des êtres exceptionnels, répondent les Bienheureux. A moins que ce ne soit une subtile manière de récupérer cette révolution, répliquent les Insatisfaits. Quant aux Nostalgiques, ces *«Azlem»*, ils vous expliqueront que ce sont là les résultats de l'ancien régime, nous ne faisons que cueillir les fruits de la politique éducative de Bourguiba et de Ben Ali. Et enfin les Cyniques, peut-être les plus lucides, se contenteront de paroles proverbiales: *«Il est des éloges qui blâment»*, diront-ils avant d'ajouter : *«Dieu, protégeons-nous de nos amis; nos ennemis, nous nous en chargeons»*.

De plus en plus enthousiastes, les Bienheureux reviennent à la charge : qu'importe le motif, qu'importe le prix pourvu qu'on ait la reconnaissance et nous sommes reconnus. Partout. N'avons-nous pas été, un certain 14 janvier, à l'origine de la révolution la

plus célèbre du XXIème siècle ? N'avons-nous pas donné l'exemple aux autres pays arabes?

La Petite Voix se fait pressante : assez de mégalomanie, trêve de narcissisme et de fatuité et dites-nous la raison de cette inflation : 110 partis politiques, une quarantaine de candidats à l'élection présidentielle, et plus de mille listes aux législatives?

Pendant un demi-siècle, nous avons vécu sous le règne du parti unique et n'avons connu que deux présidents. Avec l'avènement de la démocratie, il nous est légitime de vouloir nous rattraper. Désormais, nous sommes probablement les citoyens les plus représentés et nous avons toutes les chances de battre prochainement le record du monde du nombre de candidats à une élection présidentielle.

Vous avez reconnu là les propos des Bienheureux auxquels les Insatisfaits se sont empressés de répondre en ces termes: le règne de Bourguiba et la dictature de Ben Ali ont réduit les citoyens à des sujets fantomatiques, ils les ont éloignés les uns des autres, ils les ont écartés de la vie de la Cité et ont discrédité à leurs yeux la politique, le bien commun...Le lendemain du 14 janvier, du point de vue démocratique, le pays s'est trouvé avec un peuple et une élite analphabètes... et devant le spectacle affligeant des autodidactes médiocres et incompetents, chacun s'est dit pourquoi pas moi. Nous sommes un peuple génial. Chacun de nous est digne de diriger nous tous. Présidents. Nous sommes dix millions de présidents potentiels, renchérissent les Cyniques et ils concluent en plagiant Andy Warhol : chacun de nous aura son quart d'heure présidentiel. ■

S.D.





Par Dr Sofiane Zribi

Les candidats face au psychiatre

Les psychiatres ont-ils leur mot à dire dans le débat qui agite les multiples candidats au poste de président de la République ou de député ? Si la loi semble exiger en filigrane que ces hautes fonctions doivent être exercées par une personne en état de le faire, elle n'exige nullement une expertise psychiatrique préalable.

D'ailleurs, le petit monde psychiatrique s'est accordé depuis longtemps sur le fait que « *le certificat de bonne santé mentale n'existe pas !* »

Alors que nous assistons depuis peu à une surenchère sur l'état de santé mentale de tel ou tel candidat, grande fut notre surprise de voir un candidat présenter spontanément, dans un besoin de transparence mais aussi par envie

de créer un contraste avec l'autre compétiteur plus âgé et donc moins enclin à présenter son bulletin de santé, une attestation de bonne santé physique et mentale.

Ce rapport de santé, signé par une équipe de compétences médicales éminemment respectables, rapporte son avis après avoir procédé à de multiples examens dont une IRM et un examen psychiatrique. L'autre surprise est venue d'un débat télévisé où l'un des dirigeants d'un parti qui promeut la campagne d'un autre candidat fortement

interrogé sur son état de santé. Ce dirigeant a déclaré que son candidat est en possession de toutes ses facultés. Il s'est appuyé sur un avis personnel d'un psychiatre, certes éminent, publié sur la page facebook de ce dernier, mais qui ne concernait en fait qu'une analyse de la teneur du discours d'ouverture de campagne de l'homme politique.

Par ailleurs, les rumeurs vont bon train au sein de la population sur la présupposée bonne santé mentale de plusieurs candidats.

Il m'a semblé utile, dans une démarche à la fois citoyenne et déontologique, en tant que médecin d'abord et psychiatre ensuite assumant de nombreuses fonctions au sein du monde associatif médical, de faire la lumière pour le grand public et à travers le magazine *Leaders* sur la question de la normalité en psychiatrie et expliquer pourquoi le certificat de bonne santé mentale n'existe pas et ne peut être demandé.

Le psychiatre ne peut pas dire que telle personne est normale, il peut juste constater la présence de troubles au travers d'un examen minutieux comportant au minimum un entretien face à face, une observation du comportement présent et passé, un rapport sur l'histoire personnelle du sujet incluant son enfance et son adolescence, une étude de sa vie instinctuelle et affective, y compris son comportement sexuel, une étude de son jugement et de ses fonctions supérieures comme la

mémoire et ses capacités cognitives, une analyse des croyances et des fonctions perceptives, une analyse fine de l'équilibre thymique et de l'humeur. Enfin, l'examen doit être complété par un examen somatique complet, un examen neurologique et des explorations biologiques et radiologiques.

Autant dire que peu de personnes sur terre peuvent échapper à une quelconque étiquette psychiatrique, y compris les psychiatres eux-mêmes, ne serait-ce que le trouble du sommeil, l'anxiété, la dépression, le trouble du comportement alimentaire ou sexuel, parmi les plus fréquemment rencontrés dans la population.

Par ailleurs, la normalité en psychiatrie ne se décrète pas. C'est un repère statistique et non médical. Est considérée comme normale, la personne dont les affects et les comportements rentrent dans le cadre d'une norme statistique. En d'autres termes, si la majorité d'une population a un comportement X et que ce comportement est partagé par la majorité, ce comportement est dit normal, si vous émettez un comportement sortant de la norme, vous êtes anormal.

Par exemple, la majorité de la population âgée entre 20 et 60 ans dort en moyenne entre 6 et 8 heures par jour. Si vous ne dormez que 3 heures par nuit, vous êtes insomniaque et si vous dormez plus de 12 heures par jour, vous souffrez d'hypersomnie quand bien même vous déclareriez que vous vous portez bien.

En d'autres termes, ceux qui sont amenés à consulter un psychiatre sont ceux qui se plaignent d'un certain nombre de leurs comportements ou de leurs émotions ou qui sont amenés par d'autres, leur entourage en général ou l'autorité administrative, à le faire parfois contre leur gré.

Il est donc impossible pour un psychiatre de déclarer une personne saine d'esprit. A l'inverse, quand des évidences sont répertoriées, le psychiatre peut déclarer une personne malade, responsable ou irresponsable totalement ou partiellement de ses actes. Il peut aussi se prononcer sur l'aptitude d'une personne à exercer ou non une fonction donnée.

En partant de ces données, il ne reste plus qu'à rassurer les différents candidats sur la position que peut avoir la psychiatrie à leur égard.

Elle ne peut que les interroger sur leurs motivations profondes. Les vraies réponses peuvent être de cet ordre : J'ai toujours rêvé de dépasser mon père, je veux en mettre plein la vue à ma mère, j'ai envie de réparer une castration qui me poursuit depuis ma tendre enfance, j'ai des comptes à régler avec des ennemis qui me poursuivent, j'ai une forte envie d'apparaître, seule cette fonction peut correspondre à mon ego, etc. Celui qui répondra, c'est pour servir une cause ou être au service du peuple tunisien ; celui-là aura vraiment besoin d'un psychiatre. ■

S.Z.



Par Habib Touhami

Une démographie en avance sur l'économie et le politique

L'Institut national de la statistique (INS) vient de publier les premiers résultats du recensement de 2014. Dans l'ensemble, ces résultats ne s'écartent pas trop des projections effectuées quelques années auparavant (on dit projection en démographie comme on dit prévision en économie).

Ainsi l'effectif total de la population tunisienne (et non pas de nationalité tunisienne comme on le croit à tort) s'établit en 2014 à 10,983 millions contre 10,983 millions prévus par la projection effectuée en 2007 selon l'hypothèse basse de fécondité. Cela correspond à un taux d'accroissement de 1,03% entre 2004 et 2014, soit le niveau le plus bas enregistré depuis l'indépendance.

Taux d'accroissement de la population tunisienne 1926-2014

Date du recensement	Population	Taux d'accroissement en%
06/03/1921	2.093.939	
20/04/1926	2.159.708	0,6
22/03/1931	2.410.692	2,3
12/03/1936	2.608.313	1,6
01/11/1946	3.230.952	2,0
01/02/1956	3.783.169	1,7
03/05/1966	4.533.351	1,83
08/05/1975	5.588.209	2,35
30/03/1984	6.966.175	2,48
20/04/1994	8.785.711	2,35
28/04/2004	9.910.872	1,21
23/04/2014	10.982.754	1,03

Source : INS

Cependant, l'indice synthétique de fécondité (ISF) s'est redressé un peu en 2014 (2,2) pour retrouver un niveau plus haut qu'en 2009 (2,05), 2010 (2,13) et 2011 (2,15). Evidemment, nous sommes loin de l'ISF de 1966 (7,15) ou de 1975 (5,79) ou de 1984 (4,70). Mais il s'agit d'un niveau qui assure malgré tout le renouvellement des générations (seuil requis pour ce faire de 2,1). Il est donc exagéré de parler, à ce propos, de «démographie en berne» d'autant que la démographie concerne aussi des indicateurs essentiels comme l'espérance de vie à la naissance, qui continue à augmenter, ou la mortalité infantile qui continue à diminuer.

Par ailleurs, le rapport de masculinité a retrouvé en 2014 un niveau plus conforme à l'espérance de vie par sexe. Désormais les femmes représentent 50,2% de la population contre 49,8% pour les hommes et ce pour la première fois dans l'histoire démographique moderne du pays. Auparavant, les hommes étaient plus nombreux que les femmes.

Population tunisienne par sexe en %

Années	Masculin	Féminin
1966	51,1	48,9
1975	50,8	49,2
1984	50,9	49,1
1994	50,6	49,4
2004	50,1	49,9
2014	49,8	50,2

Source: INS

Enfin, l'effet conjugué du vieillissement de la population et des migrations intérieures qui touchent les femmes d'âge fécond explique en partie la baisse des populations de certaines régions. C'est le cas du Nord-Ouest (-0,36%) dont aucun gouvernorat n'est épargné par ce phénomène. Déjà entre 1994 et 2004, cette même région avait enregistré un

taux d'accroissement négatif (-0,1%). Ce n'est donc pas par hasard que le gouvernorat du Kef, qui souffre le plus du vieillissement, enregistre aussi le taux d'accroissement de la population le plus bas (-0,62%).

Bien sûr, on pourrait évoquer la baisse de la mortalité infantile ou l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance (différente de l'espérance de vie en bonne santé) à des rythmes moins soutenus et en tout cas disparates selon les régions ou les groupes sociaux, ces trois données constituant les variables explicatives essentielles de la croissance démographique (en plus du solde migratoire), mais cela n'ajoute pas beaucoup à un constat incontournable, méconnu ou sous-estimé jusqu'ici : la démographie tunisienne est en avance par rapport à l'économie du pays et à la perception du politique des évolutions démographiques. En effet, les principaux indicateurs démographiques de la Tunisie la situent bien plus près des sociétés développées que des pays émergents du même âge économique.

Or la démographie n'est pas simplement une affaire de chiffres abstraits mais aussi une approche qualitative des populations et de leur dynamique.

Sur ce point, il reste beaucoup à faire puisque le politique est encore au stade où il se préoccupe de la dénatalité alors que les effectifs scolaires ont commencé

à baisser depuis 1995-1996, que ceux du secondaire ont suivi à partir de 2005/2006 et que le nombre d'étudiants entame sa décrue (349 142 étudiants en 2008-2009 contre 315 513 en 2012-2013). Le même phénomène touche la demande additionnelle d'emploi dont la satisfaction est passée depuis quelques années déjà d'un problème de masse à un problème qualitatif. Plus de la moitié de cette demande intéresse les diplômés du supérieur (mal formés toutefois), alors que l'état de l'économie tunisienne et sa structure ne lui permettent pas de faire face à un flot de plus de 70.000 nouveaux diplômés par an.

On peut évidemment s'interroger pour savoir si ce décalage non comblé au niveau de la conceptualisation, c'est-à-dire au niveau du politique et de ses choix socioéconomiques, constitue une caractéristique proprement tunisienne ou la conséquence directe d'un modèle de croissance (et non pas de développement, contrairement à la propagande véhiculée) qui n'a pas eu le temps ou les moyens d'arriver à maturité sans se heurter brutalement aux évolutions démographiques, comme ce fut le cas dans le monde industrialisé.

Dans ce monde, en effet, l'industrialisation a précédé la transition démographique alors que nous avons assisté au phénomène inverse en Tunisie. Quoi qu'il en soit, notre pays se trouve moins harcelé à l'heure actuelle par les contraintes du nombre. Cela devrait l'inciter à refondre son schéma de développement sur d'autres bases, sinon la démographie, en particulier le vieillissement et la concentration de la population dans certaines zones, risque de mettre à mal tout l'édifice sociétal construit depuis soixante ans. ■

H.T.



Par Walid Bel Hadj Amor

Les gouvernements se suivent et ne se ressemblent pas, et pourtant rien ne change. Il n'est donc pas question de les mettre tous dans le même sac. Mais il faut reconnaître que les espoirs de changement restent vains.

Pourquoi donc rien ne change ?

Une situation que tous les Tunisiens vivent avec un pessimisme de plus en plus prononcé. Pourquoi un pays dont tout le monde s'accorde à dire qu'il a des potentialités importantes, en dépit de ses faibles ressources naturelles, réalise-t-il des performances si médiocres depuis tant d'années ?

Pourquoi le décollage économique qui aurait pu s'enclencher depuis la fin des années 90 n'a-t-il jamais eu lieu ? Le système politique et la corruption qui l'a accompagné ne peuvent à eux seuls expliquer la spirale négative qui a aspiré l'économie tunisienne vers le bas. La réalité est que la Tunisie s'est positionnée très tôt comme une économie à bas coûts et basse qualité. A l'image du tourisme, un beau pays où les Européens peuvent séjourner pour moins cher que le total d'un ticket de caisse de supermarché. Ce positionnement, la Tunisie l'a voulu, mais si on ne pouvait faire mieux au début, l'erreur a été de ne pas savoir en sortir jusqu'à aujourd'hui, quarante ans plus tard.

Mais plus encore, ce positionnement a touché l'ensemble des activités et structures du pays, car pour maintenir ce positionnement « low-cost », il a fallu rogner de plus en plus sur la qualité, maintenir les salaires au plus bas, et renoncer à tout espoir de montée en gamme. Un tel positionnement ne peut être durable, tant ses effets sociaux sont désastreux à long terme. Le positionnement doit changer et la Tunisie doit avoir des objectifs qualitativement élevés, arrêter de regarder derrière et multiplier les efforts pour aller de l'avant. Ce virage que la Tunisie n'a pas su prendre a provoqué des dégâts importants du point de vue économique. On pourrait, pour se donner bonne conscience, mettre cela sur le dos de la dictature d'un voyou-président, totalement ignorant des questions économiques, mais cela serait une erreur supplémentaire dont la Tunisie n'a pas besoin aujourd'hui.

La réalité est bien plus prosaïque, elle tient à un système que les Tunisiens ont construit de leurs propres mains et dont ils peinent à sortir par manque de courage et aversion du risque. C'est au moment des grands choix que la Tunisie a toujours failli, au niveau de l'Etat mais aussi au niveau du tissu économique tout entier. Le pays ne s'est jamais donné les moyens de son ambition. L'économie tunisienne est restée enclavée, dirigiste et centralisée, et cela convenait bien à de nombreux entrepreneurs au profil de rentiers. Cette situation a fini par convenir à tous, une sorte de connivence entre le secteur public et le secteur privé, où les lois et réglementations d'une part, les subventions de l'autre assuraient la rente à l'investisseur et le pouvoir sur la rente à l'administration. Cela est d'autant plus dramatique que ce système alimentait en permanence le modèle « low-cost », en conduisant à des coûts des services de base très élevés, du fait d'une baisse importante de la productivité et des

En réalité, la Tunisie a toujours cherché à éviter de prendre une position claire par rapport à la mondialisation, alors que face à ce genre de questions, ne pas prendre position, c'est se condamner.

coûts cachés subis par l'économie, ce qui évidemment réduisait encore notre compétitivité et nous condamnait plus encore à la paupérisation.

La question de la montée en gamme de l'économie tunisienne a donc été mise à l'ordre du jour au cours de la dernière décennie, preuve que certains avaient compris la problématique et cerné le diagnostic. Mais voilà, le diagnostic seul ne suffit pas, et il est difficile d'envisager de confier le malade aux charlatans, médecins-marabouts, responsables de sa maladie, et d'en espérer une guérison. Le récent rapport de la Banque mondiale, intitulé « La révolution inachevée », est un concentré d'analyses économiques et sectorielles comme il n'y en a jamais eu auparavant en Tunisie. Et même si on peut et doit en contester certaines conclusions, il devrait devenir un document de référence, le livre de chevet de tous les politiques, les économistes, voire, pourquoi pas, faire l'objet d'analyses et critiques approfondies dans les travées de l'université tunisienne. Mais j'ai bien peur qu'en une fois, on rejette ce document sous le seul prétexte de son origine.

Ce rapport montre qu'au-delà de leur quatrième année d'existence, les entreprises tunisiennes ne créent plus d'emplois et même en détruisent. Tout cela dans un environnement protégé et subventionné. Quatre ans, c'est extrêmement court dans la vie d'une entreprise, ce qui laisse penser que dans l'environnement tunisien, l'entreprise vit un cycle entier, création-croissance-maturité, en quatre années, un cycle court en somme. Cela témoigne d'un manque d'ambition de l'entreprise tunisienne qui, très rapidement, atteint un palier qu'elle peine durablement à franchir.

Là où l'analyse est pertinente, c'est que nous avons effectivement besoin de faire sauter les verrous multiples qui freinent notre économie. Il y a des verrous liés aux accumulations de lois et règlements, autorisations et procédures diverses, mais il y a aussi des verrous issus d'une forme de conservatisme de la société tunisienne. De la politique des étapes de l'époque bourguibienne au consensus aujourd'hui en vogue, tout cela témoigne d'une certaine volonté de renouveau du système. Le Tunisien n'aime pas être bousculé. Pourtant ce même Tunisien plongé, à l'étranger, dans un cadre ouvert et favorable est souvent plus créatif et même performant. Preuve que l'environnement tunisien structurellement sclérosé est le premier responsable des entraves au développement économique.

La question n'est pas tant de légiférer que d'abroger. Le cadre législatif est déjà extrêmement lourd en Tunisie, et nous avons besoin de l'assouplir. Réduire les autorisations préalables, supprimer les entraves à l'entreprise, et libérer les énergies. En échange, il faut renforcer les contrôles a posteriori et sanctionner la fraude. Pourtant, nous continuons à vouloir mettre en place des lois et règlements et verrouiller encore plus

le système. En fait de système, il s'agit d'un équilibre atteint en fonction d'un certain nombre d'intérêts contradictoires dans un contexte de rapport de force donné. Combattre le système revient à s'opposer à l'ensemble des forces en présence pour lesquelles le système est devenu une protection efficace et durable. Un parapluie, même par beau temps.

Plus d'autorisations préalables, moins de financements, plus de numerus-clausus, tout cela entretient le statu quo, évite d'ouvrir le marché à la vraie concurrence et permet à l'Etat, en contrepartie, de fixer les règles du jeu et les prix. Globalement, depuis trente ans, ce que l'Etat libéralise de la main droite, la main gauche le socialise. En contrepartie, c'est moins de création de valeur, d'emplois et donc moins de ressources pour les entreprises et l'Etat.

Il se crée, finalement, une forme de torpeur généralisée qui gagne les politiques, soutenus en cela par une majorité de l'opinion publique, pour maintenir un système inefficace mais qui sauvegarde les apparences, plutôt que de prendre des risques pour en changer. Pourtant, ce n'est qu'en sortant de cette zone de confort, qui ne fait plus illusion, que nous pourrions sortir la Tunisie de son sommeil. En réalité, la Tunisie a toujours cherché à éviter de prendre une position claire par rapport à la mondialisation, alors que face à ce genre de questions, ne pas prendre position, c'est se condamner. Certes, pour éviter la thérapie de choc, du passage d'une économie protégée à une économie ouverte, la Tunisie a cherché à mettre en place des mesures d'accompagnement, mais elles ont trop duré et ont fini par se transformer en privilèges, pire en perfusion continue. Mais surtout, cela a exclu une bonne partie de la population des opportunités offertes, restée spectateur de la prime à la rente.

Et que l'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit pas d'un plaidoyer pour une économie libérale, loin s'en faut. Mais il s'agit de renoncer clairement à l'économie dirigiste, favoriser l'investissement dans des conditions équitables et transparentes, tout en conservant à l'Etat un rôle fort de régulateur avec une vraie capacité d'amortissement des inégalités. Un Etat performant et efficace, voilà tout. Plutôt que de cliver et opposer le secteur public au secteur privé, il faut asseoir les rôles de chacun. Au secteur privé de prendre des risques pour aller plus loin et au secteur public d'assurer les conditions de la performance. Aujourd'hui, nous n'avons ni l'un, ni l'autre.

Il ne sera pas facile de passer de la culture de la médiocrité à celle de l'excellence. Pourtant, la Tunisie n'a pas d'autre alternative. Il faudra du courage et des sacrifices pour combattre le système de l'intérieur, et le gouvernement qui voudra le faire, quel qu'il soit, devra d'abord compter ses soutiens. Ils ne seront pas légion. Réorganiser, restructurer et responsabiliser doivent devenir les maîtres mots des politiques publiques. Mais quand ? La question reste ouverte. ■

W.B.H.A.

Avec nous, vos projets



Projets ont de l'avenir.

En véritable partenaire, la BIAT vous accompagne dans chaque étape de votre vie pour vous offrir ce qu'il y a de meilleur en matière de produits et de conseil bancaires.

STRAT&GO

Gagnons l'avenir, ensemble
www.biat.com.tn





Par Elyes Jouini

Vers une fiscalité plus équitable

L'impôt progressif sur la fortune

La révolution tunisienne porte en elle une forte revendication de dignité et de justice sociale. Si la liberté d'expression et la possibilité de participer au choix des orientations nationales par le biais du vote et sur la base d'un citoyen-une voix, constituent des éléments essentiels de la dignité, il n'en demeure pas moins vrai que la justice sociale, l'égalité d'accès aux opportunités, la liberté d'entreprendre, l'équité face au marché du travail et l'accès aux soins sont des éléments tout aussi essentiels.

Pour l'instant, tant les gouvernements successifs que les partis politiques au travers de leurs programmes ont été incapables d'apporter le moindre début de réponse crédible aux aspirations légitimes des citoyens. Bien sûr, certains se sont évertués à promettre tout et son contraire et tout de suite ! Mais de telles promesses n'engagent que ceux qui les

écoutent lorsqu'elles ne s'appuient sur aucun mécanisme crédible ! Face aux promesses, d'où qu'elles viennent, le citoyen et les médias ne devraient avoir qu'une seule question : qui va payer ? Car les ressources de l'Etat ne sont que la résultante de nos contributions.

Les objectifs de la révolution ne pourront être atteints que dans le cadre d'un choc radical dans les règles de partage et de redistribution de la richesse nationale. Le véritable test sera de réussir une réforme de la fiscalité. Elle ne sera pas indolore car elle permettra de juger les différentes composantes de la société (entreprises et ménages riches et pauvres) par leurs actes et non par leur parole. Elle seule permettra de réaliser une grande partie des objectifs de la révolution en délivrant d'abord un message de justice et d'équité et en fournissant ensuite les ressources nécessaires pour une relance de la croissance.

Il est temps que chacun contribue selon ses moyens. J'ai déjà eu l'occasion d'insister sur l'inefficacité de notre système fiscal actuel dans lequel il est indéniable que les professions libérales, les commerçants, les intermédiaires, ainsi que tous ceux qui ont des revenus autres que les salaires ne supportent pas la même charge fiscale que les salariés. Un rééquilibrage est nécessaire et urgent.

Un rééquilibrage est nécessaire et ce n'est pas une question de technocrates mais une question de vision politique.

Nos politiques oseront-ils, en cette période de campagne électorale, se saisir de cette question. Se sentiront-ils suffisamment indépendants de leurs financeurs, voire de leurs intérêts personnels, pour apporter une réponse politique aux exigences de la révolution.

Oseront-ils prendre des mesures pénalisant la rente au profit du mérite individuel ?

Le système fiscal a été jusque-là vu comme un outil de financement de l'Etat et son efficacité n'a été jugée que sur la facilité de sa mise en œuvre. C'est ainsi que, aujourd'hui, face à un déficit budgétaire colossal, la solution préconisée en urgence a consisté en un prélèvement exceptionnel sur les revenus, c'est-à-dire sur les revenus déjà identifiés par le fisc. En somme, la solution consiste à prélever plus sur ceux qui payent déjà. C'est certes la solution la plus facile à mettre en œuvre : il est plus facile de tondre celui qui vient se faire couper les cheveux que celui qui évite la boutique du coiffeur.

Le système fiscal a aussi été vu comme un outil d'incitation aux investissements et admet ainsi un arsenal de déductions et exonérations peu cohérent qui cible une panoplie d'objectifs parfois conflictuels. Outre le fait que la dépense fiscale ainsi encourue est à 80 % inutile, cet arsenal complexe en fait oublier l'un des rôles essentiels de l'impôt: la redistribution.

Nous sommes donc face à une fiscalité qui introduit des distorsions inefficaces et qui cible de manière totalement injuste certaines catégories sans prendre en compte les capacités contributives réelles des contribuables.

Or même dans l'idéologie libérale, s'il est dit que le marché permet une allocation efficace des ressources et des capacités de production, rien n'est dit sur les transferts et la redistribution à opérer ex-post pour atteindre un niveau de justice sociale acceptable par l'ensemble des parties.

Il nous faut donc définir les règles de redistribution de la richesse nationale au travers d'un nouveau contrat social

construit sur la base de règles d'imposition justes et efficaces. Car si au cours des 15 dernières années avant la révolution, la Tunisie a connu, bon an mal an, un taux de croissance de l'ordre de 4-5%, et si le niveau de vie n'a cessé d'augmenter en moyenne, les écarts ne s'en sont pas moins creusés entre régions riches et régions défavorisées, entre couches aisées de la population et couches démunies, voire entre couches aisées et classe moyenne. Ainsi, les taux de pauvreté qui étaient dans des rapports de 1 à 4 entre régions en 2000 sont passés à des rapports de 1 à 7 en 2010.

La croissance était là mais elle n'a pas profité à tous ! Et ce n'est pas seulement une question de famille ou d'entourage de Ben Ali ! Certes, certains proches ont excessivement bénéficié du système et il n'est qu'à voir les richesses accumulées par certains en un temps record et en partant de rien, en maniant corruption, concussion et extorsion. C'est là l'affaire de la justice. Mais une grande partie des classes entrepreneuriales a bénéficié d'un système qui lui a permis de capter, en toute légalité et en toute moralité, une part importante de la richesse créée, constituant ainsi ou consolidant des patrimoines très élevés.

Et puisqu'il n'y a quasiment pas de droits de succession en Tunisie (leur taux nominal est faible et les possibilités de contournement sont nombreuses), les situations acquises se perpétuent à l'infini au détriment de ceux qui n'ont accédé que depuis peu à l'espace économique.

Si mon propos ne consiste pas à remettre en cause la moralité individuelle, on peut questionner la moralité d'un système qui concentre ainsi la richesse entre les mains de quelques-uns. Bien sûr, la possibilité de s'enrichir est à la source de l'esprit d'entreprise et l'on connaît tous l'expression de Willy Brandt : *«Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain»*. Cela ne règle en rien la question de la détermination du juste niveau de contribution.

Or, il est établi que l'évasion fiscale est énorme et qu'elle est même grandissante et tout le monde conviendra que les revenus déclarés sont souvent sans commune mesure avec les accroissements visibles de patrimoine et les éléments de train de vie. De même, pour les patrimoines élevés, le concept même d'impôt sur le revenu est totalement inadapté car imparfaitement défini. Pour ces patrimoines élevés, l'accroissement annuel en valeur dépasse de très loin ce qui est formellement considéré comme revenu et qui sert de base au calcul des contributions. Pour les patrimoines élevés, le revenu fiscal est minime par rapport au revenu économique et un taux d'imposition de 35%, 50% ou 90% sur le revenu fiscal est une goutte d'eau au regard du revenu économique. ■ ■ ■

■■■ Je reviendrai par la suite sur des chiffres précis et qui, je l'espère, sont suffisamment parlants.

La contribution de chacun selon ses moyens passe donc par la mise en place d'un impôt sur la fortune ou, de manière plus neutre, sur le capital. En effet, même s'il est évident que le revenu économique est très au-dessus du revenu déterminé selon les règles fiscales en vigueur, la détermination exacte du revenu économique individuel n'est pas une tâche aisée et il est impossible d'asseoir un impôt sur une telle assiette. La détermination du capital (y compris les participations dans des entreprises publiques et privées, les propriétés résidentielles, les investissements, les collections d'objets d'art, les liquidités et autres actifs) demeure une tâche plus accessible. Imposer directement ce capital revient, en fait, pour ceux qui raisonnent en termes d'impôt sur le revenu, à faire une hypothèse sur le rendement de ce capital, c'est-à-dire sur le taux d'accroissement du patrimoine. Ainsi, un impôt de 1% sur le capital lorsque celui-ci est supposé progresser à un taux de 5% correspond à un modeste taux d'imposition de 20% sur le revenu économique. Nous verrons dans ce qui suit que les taux de rendement du capital et d'accroissement du patrimoine sont bien plus élevés en Tunisie pour ce qui concerne les patrimoines élevés. Bien sûr, ce même taux de 1% est relativement beaucoup plus lourd pour celui dont le patrimoine ne croît pas. Un tel prélèvement de 1% viendrait alors éroder ce capital dormant. Mais ne serait-ce pas alors un effet positif supplémentaire d'un tel impôt que d'amener petit à petit ceux qui sont à la tête d'un patrimoine non productif soit à l'investir de manière plus efficace soit à le céder à des acteurs plus dynamiques.

Mais avant d'aller plus loin, tentons d'analyser la distribution de la richesse en Tunisie. Je ne dispose évidemment ni des données du fisc ni de celles des douanes, de la conservation foncière, du service des mines... Je partirai donc de quelques informations publiées et que, faute de mieux, nous considérerons comme suffisamment fiables pour asseoir la présente analyse.

Le cabinet britannique New World Wealth estime à 6 500 le nombre de Tunisiens dont le patrimoine excède un million de dollars et à 70 ceux d'entre eux pour lesquels le patrimoine excède trente millions de dollars. Il estime enfin à neuf milliards de dollars le patrimoine cumulé de ces 70 personnes les plus riches. Ils n'étaient que 60 un an auparavant et le patrimoine cumulé de ces « ultrariches » a progressé de 16.2% en un an.

D'une part, il est assez facile de vérifier que ces chiffres sont parfaitement cohérents avec une loi de Pareto (la fameuse loi dite des 80-20 et qui est particulièrement adaptée pour décrire la répartition des richesses). Une telle loi de Pareto est

caractérisée par deux paramètres et on peut déterminer ces derniers à partir des chiffres ci-dessus. Il devient alors possible d'inférer l'ensemble de la distribution de revenus : combien de personnes ou de ménages sont au-dessus de tel seuil de patrimoine? Et quel est leur patrimoine cumulé? C'est ainsi que l'on peut extrapoler que 13 789 ménages tunisiens ont un patrimoine d'une valeur supérieure à un million de nos dinars et que le patrimoine cumulé de ces « millionnaires » est de 59 milliards de dinars. D'autre part, la progression de 16.2% du patrimoine cumulé des « ultrariches » est en partie due à l'accroissement des patrimoines individuels et en partie à l'accès de 10 nouvelles personnes/ménages (puisque l'on est passé de 60 à 70) dans cette catégorie. En utilisant les caractéristiques de la loi de Pareto déterminée ci-dessus, on peut montrer que le taux de croissance du patrimoine individuel, dans ces catégories, est alors de 12.5%. Un prélèvement annuel de 1% sur ce patrimoine cumulé représenterait, au bout de 10 ans, une somme de près de 6 milliards de dinars. Un tel prélèvement de 1% correspondrait alors, en moyenne, à un taux d'imposition d'à peine 8% sur le revenu économique et il ne ferait que ramener à 11.5% (au lieu de 12.5%) le rendement moyen du capital. Cela reste un taux enviable!

Un patrimoine de un million de dinars place ainsi d'emblée son possesseur dans les 13 789 ménages les plus aisés. Cela correspond à 0.5% des ménages et cette donnée est importante pour la pédagogie de la réforme car je ne suis pas sûr que les détenteurs d'un patrimoine global d'une valeur d'un million de dinars sont conscients du fait qu'ils ne font pas seulement partie des 20% les plus riches, ni des 10%, ni des 1% mais du 0.5%, ce qui veut dire que 99.5% des ménages tunisiens sont bien en dessous de ce seuil. Cela justifie donc, pour ces 0.5%, une contribution spécifique à l'effort collectif, il n'en demeure pas moins que cette somme peut correspondre, pour une large part et dans cette catégorie de population, à la seule habitation principale. Il est clair alors que l'on ne peut pas demander le même effort au détenteur d'un tel patrimoine et au détenteur d'un patrimoine de cinquante millions de dinars ou au détenteur d'un patrimoine de cinq cents millions de dinars. Nous proposons donc d'appliquer un barème progressif qui, de plus, ne s'appliquerait qu'à la tranche de patrimoine au-dessus de un million de dinars. Ce taux progressif serait de 1% pour les patrimoines aux alentours d'un million de dinars (ce qui signifie qu'une personne dont le patrimoine excéderait de cent mille ce seuil d'un million de dinars ne payerait que 1% de cent mille dinars, soit la modeste somme de mille dinars). Le taux croîtrait d'un demi pour cent par tranche d'un million de dinars. Un patrimoine de dix millions de dinars subirait alors un prélèvement de quatre cent cinquante mille dinars. Sur cette base et en utilisant la loi de Pareto dont ■■■



GIF
FILTER
MARQUE DÉPOSÉE

GIF FILTER, Performance et Fiabilité



www.gif.com.tn

Fitre à huile - Filtre à essence - Filtre à air - Fitre habitacle

Siège social :

GP1, Km 35 route de Sousse - 8030 Grombalia - Tunisie
Tél. : +216 72 25 58 44 - Fax : +216 72 25 56 29

Depuis 1980

RESTONS **PROCHES** MÊME QUAND VOUS ÊTES **LOIN...**



La TFBank, votre banque ici et là bas, met à votre disposition des solutions bancaires pour vous accompagner dans tous vos projets en France et en Tunisie.

Agence Paris-Pyramides

19, rue des Pyramides - 75001 Paris

Tél. +33 (0)1 53 45 30 30

Fax +33 (0)1 53 45 30 76

agenceusiere@tfbank.fr

Agence Paris-République

31, avenue de la République - 75011 Paris

Tél. +33 (0)1 43 55 79 92

Fax +33 (0)1 43 55 79 92

agencederepublique@tfbank.fr

Agence Paris-Belleville

26-28, boulevard de Belleville - 75020 Paris

Tél. +33 (0)1 43 66 60 81

Fax +33 (0)1 43 66 13 84

agencedeparis@tfbank.fr

Agence de Marseille

20, boulevard d'Athènes - 13001 Marseille

Tél. +33 (0)4 91 50 71 21

Fax +33 (0)4 91 95 63 63

agencedemarseille@tfbank.fr

Agence Internationale de Tunis

Angle Avenue Mohamed V

Rue 8006 Montplaisir 1002 Tunis Belvédère

Tél. +216 71 950 100

Fax +216 71 950 016

agencedetunis@tfbank.fr

 **TF Bank**
TUNISIAN FOREIGN BANK

www.tfbank.fr

Partenaire de vos ambitions.

■■■ on a déterminé ci-dessus les caractéristiques, un simple calcul permet de prédire une collecte annuelle de 3 milliards de dinars, soit 30 milliards de dinars en 10 ans, soit un montant équivalent à l'ensemble de la dette extérieure actuelle de la Tunisie ou au budget annuel de l'Etat.

Puisque l'augmentation des prélèvements est inéluctable, la supériorité d'un impôt nouveau sur le capital par rapport à des augmentations de différents autres impôts existants est que : 1. il cible directement les personnes aux plus fortes capacités contributives et constitue donc un facteur d'équité et de justice sociale, 2. il n'interfère pas avec le marché et laisse les détenteurs de capital décider des investissements les plus pertinents car ils sont généralement mieux placés que la puissance publique pour identifier ces investissements.

En outre, la supériorité de cet impôt est également évidente par rapport à d'autres formules qui ont pu être envisagées pour désendetter l'Etat telles que le défaut partiel sur la dette ou l'inflation. En effet, le défaut sur la dette, lorsqu'il est anticipé, permet aux plus agiles de se délester à temps des titres concernés. D'autre part, ce ne sont pas forcément les détenteurs de ces titres qui sont à l'origine de ces opérations. Ceux qui sont pénalisés le sont alors de manière aléatoire et injuste. C'est ainsi que l'ensemble du secteur financier peut se trouver impacté par un tel défaut alors que, par construction, l'impôt sur le capital n'agit que sur le détenteur final de patrimoine et non sur la « tuyauterie ». Il n'y a donc aucun risque de réaction en chaîne. L'inflation est également un autre moyen de désendetter l'Etat mais elle frappe le plus souvent très durement les petits épargnants et perd tous ses effets lorsqu'elle est anticipée.

A charge, l'impôt sur le capital peut faire fuir les capitaux et in fine tarir la source même de cet impôt. Mais la faible mobilité des capitaux liée à la non-convertibilité du dinar rend cet argument peu pertinent en Tunisie.

L'impôt progressif annuel sur le capital permet ainsi de contribuer efficacement au financement de l'Etat et en même temps d'introduire plus de justice sociale en ralentissant le taux d'accroissement du capital. En rapprochant le taux d'accroissement du capital du taux de croissance de l'économie, on évite la concentration trop forte du capital entre les mains d'un ensemble toujours plus restreint de « capitalistes » aux fortunes toujours plus importantes. Une telle concentration est, en effet, inéluctable lorsque — comme nous l'avons vu ci-dessus — le taux de croissance du capital est supérieur à 12.5% (à l'échelle des ménages riches) alors que le taux de croissance de l'économie est inférieur à 3-4%. Ce dernier est

même inférieur à 2-3% lorsqu'on le corrige de la croissance démographique pour focaliser son attention sur les ménages et non pas sur la population dans son ensemble.

Dès lors, l'impôt sur le capital permet d'atteindre un objectif de justice sociale tout en préservant les forces de la concurrence de manière à ce que de nouvelles accumulations puissent s'opérer et que de nouveaux ménages puissent atteindre le seuil d'un million de dinars et même le dépasser.

Alors je répète ma question.

Nos politiques oseront-ils apporter une réponse politique aux exigences de la révolution et prendre des mesures pénalisant la rente au profit du mérite individuel ?

Bien sûr, de nombreux préalables sont nécessaires : recensement rigoureux et suivi des ménages « riches » et même « moyens » ; identification de leur seuil de patrimoine à mettre à jour tous les ans ; identification des bénéficiaires du régime forfaitaire ; renforcement de l'administration fiscale ; mise en place de dispositifs anticorruption très efficaces ; mise en place d'un vrai observatoire des prix fonciers ; refonte de la fiscalité des donations qui permettent de diluer son patrimoine entre ses divers héritiers à peu de frais...

Mais ne nous leurrions pas, les freins les plus forts viendront des catégories concernées. Car à l'échelle de la population totale, treize mille personnes c'est peu. Mais si ne serait-ce que 10% d'entre elles font partie des cercles d'influence, alors plus de mille personnes dans les cercles d'influence, c'est énorme en termes de capacité à infléchir, voire à contrer une politique.

La mise en place d'un tel dispositif peut demander trois ans, voire toute la durée d'un mandat législatif, et nécessite certainement une équipe de choc. Il faudra peut-être imaginer une mise en place progressive mettant à contribution les plus fortunés en priorité (car dans le système progressif, les contributions des 100 plus grosses fortunes représenteraient à peu près deux tiers des contributions globales).

Mais une chose est sûre, rien ne se fera s'il n'y a pas un engagement politique fort.

Alors, s'il y a des promesses à attendre et à questionner, c'est sur ce que chaque candidat entend faire en matière de redistribution : qui va contribuer, à quelle hauteur, comment et dans quels délais? ■

E.J.

Adel Goucha

D'un champion national, Assad se transformera en champion africain

En souscrivant 25 millions de dinars sous forme d'obligations convertibles en actions, dans le cadre de l'emprunt obligataire réservé émis par Assad, leader des batteries en Tunisie, le groupe Abraaj témoigne d'une grande confiance dans les perspectives de croissance et d'expansion régionale de ce groupe. C'est ce qu'explique Adel Goucha, directeur à Abraaj Capital.

«La transaction d'Assad correspond à notre stratégie régionale, affirme-t-il. Assad est un champion national qui est sur le point de devenir un champion régional grâce à sa filiale algérienne dynamique et ses exports marocains croissants. Le management d'Abraaj et celui d'Assad ont une vision parfaitement alignée en vue de transformer Assad de leader national en leader nord-africain dans le marché des batteries plomb-acide. Grâce à son soutien financier, son expertise et sa présence locale au Maroc, en Algérie et en Égypte, Abraaj est le bon partenaire d'Assad pour sa prochaine phase de croissance». Dans cette interview, il évoque également la stratégie de son groupe en Tunisie, ses futures acquisitions et les perspectives de carrière pour de jeunes professionnels tunisiens. Interview.

L'activité du Groupe Abraaj pendant l'année a connu beaucoup d'entrées et de sorties dans des entreprises. Quelle est votre stratégie en Tunisie ?

Nous cherchons à nouer des partenariats avec des entreprises qui ont un fort potentiel de croissance et qui ont besoin

d'un partenaire financier en vue de renforcer leurs perspectives de développement, s'étendre au-delà des frontières tunisiennes, accéder au capital institutionnel de long terme et améliorer leur gouvernance.

Nous pensons que l'économie tunisienne est dotée d'un grand nombre d'entreprises qui répondent à ces critères et qui ont atteint un point d'inflexion en matière de perspectives de développement. En termes de secteurs, nous demeurons généralistes avec des investissements dans les secteurs pharmaceutique, industriel en général, des services financiers et produits de consommation. Prenant en considération notre feuille de route au cours de la dernière décennie, nous avons acquis une expertise approfondie dans des secteurs tels que le médical, l'éducation et les produits de grande consommation.

Ce qui nous distingue, c'est que nous ne sommes pas des partenaires financiers uniquement mais aussi des partenaires pour le développement des entreprises. Par exemple, nous avons assisté deux entreprises tunisiennes à établir une

présence locale au Maroc et nous avons accompagné deux autres à réaliser des acquisitions ciblées en Europe et en Afrique subsaharienne. Abraaj occupe une position unique qui lui permet d'apporter ce type de soutien aux entreprises en croissance. Elle s'appuie sur ses équipes d'investissement qui sont présentes dans 25 pays et sur ses professionnels, très opérationnels, qui forment le «Groupe d'Accélération de Performance» (the Abraaj Performance Acceleration Group). Ces équipes jouissent d'une longue expérience dans nombre de secteurs clés tels que l'ancien chef de PepsiCo au Moyen-Orient et en Afrique, un ancien partenaire du Boston Consulting Group et un ancien senior partner à McKinsey & Co.

Vous venez juste d'acquérir la Polyclinique Ettaoufik. Pourriez-vous nous parler de votre intérêt dans le secteur médical ? Auriez-vous d'autres intentions d'investissement dans ce secteur ?

Abraaj a acquis une expertise approfondie dans le secteur médical et une longue expérience dans l'investissement dans ce domaine en déployant 1 milliard de dollars dans environ 20 transactions. Plus récemment, nous sommes sortis d'Acibadem Group, le leader turc des chaînes hospitalières avec 16 hôpitaux en Turquie. D'un autre côté, nous venons d'acquérir deux hôpitaux en



Egypte et avec la Polyclinique Ettaoufik, nous avons l'intention de créer le premier groupe hospitalier pan-régional en Afrique du Nord.

Quelles sont vos futures transactions ou acquisitions en Tunisie ?

Nous restons confiants dans le climat d'investissement en Tunisie. Nos

investissements dans la société Unimed en 2011 et les quatre autres entre 2012 et 2014 représentent un vote de confiance et un pari réussi sur l'économie tunisienne. Nous pensons que le climat deviendra encore plus propice à des transactions de capitaux privés après les élections. Notre stratégie pour la Tunisie restera la même dans les années à venir. On cherchera vigoureusement à s'associer à des entreprises à forte

croissance avec des ambitions régionales. Nous rechercherons, particulièrement, à conclure des partenariats avec des promoteurs avec qui nous partageons les mêmes objectifs et valeurs tels que la passion d'emmener des bonnes affaires à leurs prochains niveaux de développement.

Est-ce que vous comptez recruter des Tunisiens pour renforcer votre équipe actuelle?

L'approche d'Abraaj est de recruter des équipes locales dans chacun des pays où on opère. Cela nous permet de mieux comprendre le marché local et d'être au bon endroit et au bon moment à chaque fois que l'occasion se présente. Notre présence locale est aussi primordiale pour notre capacité à créer de la valeur pour nos entreprises partenaires. ■

Bio Express

Basé en Tunisie, Adel Goucha est membre de l'équipe qui gère les investissements du Groupe Abraaj au Moyen-Orient et en Afrique du Nord depuis 2007. Il a réalisé les investissements dans Opalia Pharma, Unimed Pharma, PEC, Moulin d'Or, Assad, et la clinique Taoufik en Tunisie. Adel Goucha est actuellement membre du Conseil d'administration de ces entreprises.

Avant de rejoindre le groupe Abraaj, il avait conduit l'équipe de conseil de Natexis Pramex dans la région MENA (Moyen-Orient, Afrique du Nord) et avait précédemment travaillé en tant que conseiller financier au sein de la société de bourse américaine Prudential Securities.

Adel Goucha est diplômé de l'Institut des hautes études commerciales de Tunisie et détient un diplôme en économie et finance internationales de l'Université de Paris Dauphine.



Magnésium

Calcium

Forme

Dynamisme



Calcium
Magnésium



أكثر كلسيوم
و أكثر منيزيوم

La fusion des banques publiques



Par Moez Labidi

Moez Labidi est professeur d'économie. Ses travaux portent sur la finance internationale et la politique monétaire. Il est Senior Fellow au Nabes Lab.

Le système bancaire tunisien souffre d'atomisation. La fusion des banques publiques a été avancée, depuis des années, comme l'une des solutions qui permet de constituer un pôle bancaire performant, notamment une grande banque qui innove pour satisfaire les besoins des entreprises et les accompagne sur les marchés étrangers. Or, la fusion bancaire est loin d'être une panacée.

D'une part, plusieurs contraintes pèsent aujourd'hui sur le secteur, comme l'assèchement de la liquidité, le flou institutionnel, la faiblesse de la qualité des actifs, ou les difficultés des entreprises publiques, et imposent un certain nombre de préalables pour réussir toute opération de concentration. D'autre part, les incitations économiques, motivant les regroupements bancaires, ne sont pas toujours au rendez-vous.

Ces dernières années, en dehors du secteur des NTIC (Nouvelles technologies de l'information et de la communication), quasiment aucun secteur n'a connu autant de mutations et de bouleversements que celui des banques au niveau mondial ; face à un environnement empreint d'incertitude et de volatilité, marqué par l'effritement des marges et la sophistication croissante de leur métier de base.

Aujourd'hui, au vu de l'essoufflement de leur développement interne, les banques se lancent dans la course à la «taille critique». Car le temps que l'établissement du crédit développe son activité en admettant que la demande serait au rendez-vous et qu'il dispose de capacités de production nécessaires, il serait déjà distancé par la concurrence qui a opté pour la croissance externe. Le secteur bancaire tunisien n'a pas été épargné par ces bouleversements. L'ouverture de l'espace bancaire tunisien à la concurrence internationale impose la restructuration et justifie une

réflexion sur la concentration. Cette réflexion dépasse le cadre des banques publiques pour toucher l'ensemble du secteur bancaire. Les résultats du « full audit » des banques publiques seront certainement le détonateur qui déclenchera la dynamique de restructuration dans tout le secteur bancaire tunisien.

La fusion bancaire : une réponse adéquate pour un paysage bancaire tunisien atomisé et sous-capitalisé

Rappelons que la taille critique se définit comme un seuil au-delà duquel la banque pense pouvoir améliorer sa compétitivité par l'amélioration de la productivité. Quoi qu'on avance comme nuances à la notion de la taille critique, les dividendes de la concentration bancaire compensent aisément les limites soulignées par ses détracteurs (aléa moral et risque systémique), tant que la régulation du secteur ne fait pas défaut. Plusieurs arguments plaident en faveur de la recherche de la «taille critique» pour les banques tunisiennes.

Premièrement, en retrouvant la «taille critique», la banque réalise des économies d'échelle lui permettant d'améliorer sa performance.

Deuxièmement, la «taille critique» est déterminante pour bénéficier des meilleures conditions de financement (fonds propres et fonds empruntés). Sur le compartiment actions du marché financier, le coût des fonds propres est allégé par les valorisations boursières. Sur le compartiment obligataire, l'amélioration du rating financier comprime les spreads bancaires et réduit le coût de financement pour les entreprises et les ménages. La diversification des moyens de financement offre une grande résilience aux banques atteignant la taille critique face aux chocs externes. ■■■

■■■ Des systèmes bancaires très concentrés (cas australien et canadien) ont surmonté sans dégâts la crise des subprimes. Troisièmement, la «taille critique» favorise la diversification sectorielle de l'activité de la banque. Grâce au développement du phénomène du «One-stop shopping». L'opération de fusion permet ainsi d'offrir une plus large palette de prestations. De sorte que le repli d'une activité ou d'un secteur économique particulier puisse être facilement contrebalancé par des bons résultats enregistrés dans d'autres activités ou d'autres secteurs.

Enfin, la «taille critique» consolide non seulement la place de la banque sur le marché domestique, mais elle lui offre la possibilité de jouer le rôle de champion régional et pourquoi pas international («global players»). Du coup, la diversification géographique des opérations bancaires permet d'amortir les chocs négatifs encaissés par le marché domestique. D'autre part, elle renforce la présence des entreprises domestiques sur les marchés étrangers, grâce au coup de pouce donné par les banques nationales, comme le montre le cas des banques marocaines sur le marché africain. La «taille critique» offre aussi à la banque la possibilité de réussir mieux des emprunts obligataires sur les marchés internationaux de capitaux. Les banques marocaines sont devenues très actives sur le compartiment obligataire en devises. Elles ont réussi à diversifier leur base d'investissement et à valoriser leur solidité financière auprès des grands gérants de portefeuilles internationaux. En novembre 2013, la BMCE Bank a lancé son premier emprunt de cinq ans, de 300 millions de dollars, arrachant la place du premier émetteur marocain non souverain sur le marché international et celle de la troisième banque africaine pour la somme levée.

En somme, l'efficacité bancaire s'améliore, une fois que la banque retrouve sa «taille critique». Le dynamisme des banques marocaines et leur forte présence sur les marchés étrangers (surtout africain) offrent un bon exemple pour justifier l'intérêt des opérations de concentration bancaire.

La fusion bancaire : une priorité, une fois le processus d'assainissement achevé

Malgré les avantages que promet une opération de fusion de banques publiques tunisiennes, le contexte actuel nous impose une certaine prudence. D'une part, l'opération de fusion pourrait devenir source de risque systémique, si

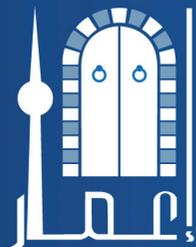
elle cible de grandes banques fragilisées par la mauvaise qualité de leurs actifs (toobig to bebailed-out). Les banques publiques accaparent 39 % des actifs bancaires, totalisent 40% des crédits accordés et près de 36% des dépôts collectés. Des taux qui nous amènent à prioriser l'opération d'assainissement sur les projets de fusion, dans la mesure où ils dépassent le seuil minimum de concentration.

D'autre part, l'opération de fusion dans un climat plombé par un flou institutionnel et une surenchère revendicative sur le terrain social devient un exercice de haute voltige. Comment réussir une opération de restructuration dans le secteur bancaire sans un «downsizing» sur l'effectif du personnel. Le climat social est-il propice à ce genre de lifting ? La réponse est évidemment non.

Plusieurs éléments conditionnent la réussite des opérations de concentration bancaire.

Tout d'abord, l'assainissement et la recapitalisation doivent impérativement précéder la recherche de la «taille critique». Il est inconcevable de s'engager dans un projet de fusion bancaire lorsque le poids des créances non performantes (Non performing loans) avoisine les 14% du portefeuille du secteur bancaire et qui pourrait atteindre les 23% pour certaines banques publiques, et lorsque les indicateurs de rentabilité (Return on equity et Return on asset) demeurent largement en deçà des standards internationaux de performance bancaire, malgré l'insuffisance de l'effort de provision. D'ailleurs, les difficultés de bouclage budgétaire que nous observons aujourd'hui compliquent même l'opération de recapitalisation. Le ministère des Finances avance le chiffre de 500 millions de dinars, alors que les institutions financières internationales, le FMI en tête, recommandent une recapitalisation dépassant même les 3 000 millions de dinars, pour éloigner les banques tunisiennes de la zone de turbulence.

Rappelons que contrairement à certaines idées reçues, la course vers le rattrapage des standards internationaux de rentabilité n'est pas l'apanage du secteur bancaire privé. Les banques publiques devraient aussi avoir une obligation de rentabilité. Dans plusieurs pays, même émergents, les banques publiques détrônent leurs consœurs privées. Au Brésil, par exemple, les banques publiques disposent d'une meilleure qualité de crédit. Ce sont les banques privées brésiliennes qui affichent les niveaux de prêts non performants les plus élevés.■■■



Breeze Residence

Have Only Positive Expectations

Hammamet - Mrezgua
En face du Club Aldiana



S+1, S+2, S+3
& commerces

pulpe



La Société Tuniso-Koweitienne d'el Emar

Immeuble CTKD, Lotissement Al Nakhil, Cité les pins, les berges du Lac II (près de l'ambassade de Canada)

Pour toute information, veuillez nous contacter au 94 885 794 / 98 255 725 / 71 967 123

www.stke-emar.com



NEW
THINKING.
NEW
POSSIBILITIES.

**Efficacité prouvée
pour tout type de transport**



Nouveau camion
HYUNDAI HD 65

هَأُو الْقُنْدِي

Tunis : Parc Industriel de Ben Arous GP1 km 5,5 BP 211 2013 Ben Arous - Tunisie
Tél. : (+216) 71 388 100 / Fax : (+216) 71 388 050
Succursale Sousse : Route de Tunis km 132,5 4022 Akouda - Sousse - Tunisie
Tél. : (+216) 73 309 309 / Fax : (+216) 73 309 999
Succursale Gabès : Route de Tunis km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabes
Tél. : (+216) 75 273 044 / Fax : (+216) 75 274 151

SOTUDIS
Chemin de réussite

www.sotudis.com.tn

■■■ En deuxième lieu, la régulation micro-prudentielle a montré ses défaillances, surtout avec la fréquence des crises bancaires et leurs implications macroéconomiques. Du coup, la multiplication des chocs systémiques a imposé le recours à une approche macro-prudentielle. L'analyse de la structure des actifs bancaires (poids de certaines entités publiques et la concentration sur certains secteurs) privilégie l'élargissement du périmètre de la supervision aux grandes entreprises publiques (de type Compagnie des phosphates Gafsa) et aux secteurs systémiques (tourisme et immobilier) pour éviter le scénario d'une crise bancaire déclenchée par l'effondrement de l'un des secteurs. Un scénario qui nous rappelle les banques irlandaises et leur surexposition au risque immobilier.

En troisième lieu, le processus de restructuration du secteur bancaire ne pourra démarrer que dans un climat de stabilité politique et sociale. Si l'Égypte a réussi ses opérations de concentration entre 2004 et 2008 (avant le renversement du régime de Moubarak), en parvenant à ramener le nombre de ses banques de 62 à 39, il est très difficile pour la Tunisie de les réussir aujourd'hui, surtout avec la fragilité du processus de transition politique et la fièvre revendicative qui bloquent tous les grands chantiers de réformes. Finalement, concernant l'état de la concurrence et ses implications sur la structure des actifs bancaires, nous observons que dans le contexte actuel, la concurrence ne permet pas de déboucher sur la diversification des produits et des opérations. Il est vrai que les exigences de diversification du portefeuille bancaire sont un signe de bonne pratique de gestion de risque. Or, comment les banques tunisiennes peuvent-elles réussir l'exercice de diversification de leurs actifs lorsque la cacophonie institutionnelle et les problèmes sécuritaires assombrissent l'horizon des investisseurs et font les beaux jours du secteur immobilier et foncier ?

Un effort s'impose au niveau de la diversification des portefeuilles des banques tunisiennes. Car une forte exposition sur l'un des secteurs systémiques (tourisme, immobilier) est fort coûteuse en termes de stabilité financière.

Instruments et politiques susceptibles de réaliser le rapprochement

La fusion des banques ne se décrète pas. Tout projet de rapprochement entre banques doit être gouverné par le principe de la synergie.

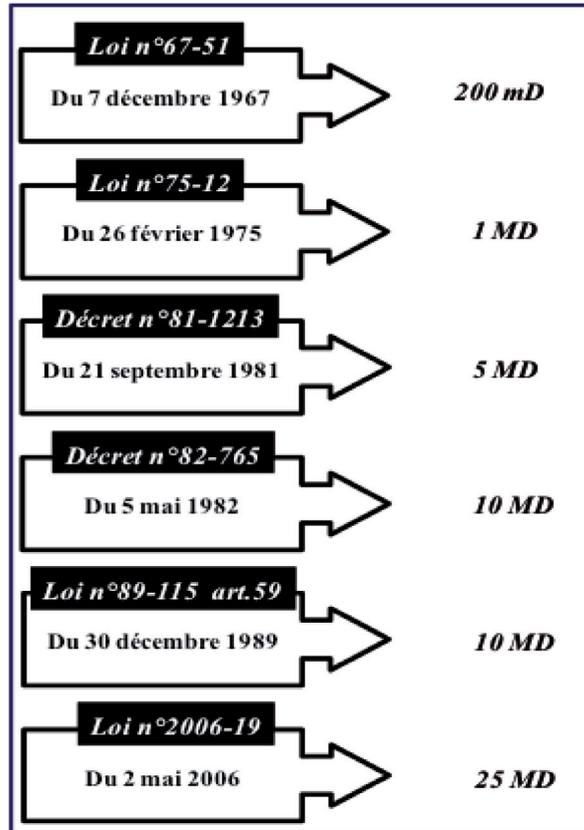
Or, l'identification des synergies potentielles est un exercice très délicat. Car les informations largement accessibles au grand public (bilan, compte de résultat, parts de marché, produits...) sont insuffisantes pour repérer, de manière précise, les synergies possibles qu'une opération de rapprochement peut offrir. C'est plutôt les informations sensibles et confidentielles qui sont souvent déterminantes pour une évaluation efficace des synergies. Plusieurs motifs peuvent générer ces synergies : la complémentarité d'activité (pour profiter des perspectives de développement du secteur de la banque d'investissement), la complémentarité géographique (pour élargir le marché local), la diversification sectorielle (diversifier le portefeuille crédit), la complémentarité de compétence (pour profiter du savoir-faire sur un segment précis) ...

Pour réussir une opération de rapprochement, des directives s'imposent à plusieurs niveaux.

A un premier niveau, pour toute opération de fusion, un travail d'harmonisation des cultures d'entreprise entre les banques engagées dans le projet semble être indispensable. Les difficultés d'intégration des cadres de la BNDT et de la BDET au sein de la STB nous offrent un très bon exemple à ce niveau et justifient une telle exigence. Ainsi, un travail en profondeur, incontournable pour pouvoir déclencher l'opération de fusion sans dégâts, serait de converger les cultures d'entreprise au sein des banques engagées dans le projet. Cette étape permet de neutraliser le sentiment « gagnant/perdant » et les foyers de démotivation.

A un deuxième niveau, la taille de la banque (petite ou grande) n'est pas le problème le plus important pour la solidité des indicateurs de performance et de gouvernance. D'ailleurs, dans certains pays, le nombre très élevé des banques n'a pas freiné le dynamisme du secteur. Avec près de 100 banques pour une population de 20 millions d'habitants, la solidité du secteur bancaire taïwanais n'a pas été ébranlée. Toutefois, le problème de la taille handicape le processus de concentration et prive la banque de retrouver la taille critique. Ainsi, l'introduction de mesures forçant les banques à augmenter leurs fonds propres, au-delà de 200 millions de TND, pourrait créer une dynamique de marché amenant celles dont le capital est inférieur au minimum réglementaire à réfléchir sérieusement sur l'opportunité d'une fusion avec d'autres établissements [Voir Figure].■■■

Evolution de l'exigence réglementaire relative au capital minimum des banques en Tunisie



Source : BCT (2014)

■ ■ ■ A un troisième niveau, les autorités de régulation devraient renforcer la marche vers la bonne gouvernance dans les banques publiques, d'abord, en veillant au respect des textes, déjà en application (circulaire 2011-06). Ensuite, en renforçant le dispositif réglementaire des dernières exigences du comité de Bâle. En effet, l'application des exigences de transparence, telles qu'elles sont définies par le Pilier III de Bâle 2, pourrait pousser les banques craignant la sanction du marché et des clients à chercher des rapprochements (internes ou externes) pour consolider leurs fondamentaux. A un quatrième niveau, l'opération de fusion pourrait démarrer par le lancement d'une banque d'affaires issue du rapprochement et qui s'occuperait du montage de toute l'opération. Comme c'était le cas lors de la création de Natixis en 2006 par le Groupe Caisse

d'Epargne et le Groupe Banque Populaire résultant du rapprochement entre Ixis CIB et Natixis, pour préparer le terrain à la fusion de 2009 qui a donné naissance à la BPCE. Ou le cas de la naissance, en 2003, de Calyon issue d'une fusion des BFI du Crédit Agricole et du Crédit Lyonnais. Une banque d'affaires qui a orchestré l'intégration des deux géants du paysage bancaire français. Finalement, la réussite d'une fusion nécessite l'identification des cadres les plus talentueux issus des deux banques, pour former des équipes performantes capables de guider le processus de rapprochement. Ces équipes assureront le rôle de locomotive. De ce fait, l'intégration des systèmes d'information se présente comme une étape primordiale pour préparer les autres chantiers de l'intégration. En somme, l'avènement de banques «toobig to fail» (trop grosses pour faire faillite) exige, d'une part, le renforcement des pratiques de bonne gouvernance et, d'autre part, l'incitation à des rapprochements entre banques gouvernées uniquement par le principe de la synergie et non par des décisions arbitraires.

Car, plus la banque est grande, plus sa gestion devient complexe et moins transparente, et plus elle devient source de risque systémique, surtout dans une économie financée, à hauteur de 92%, par le crédit bancaire. De ce fait, l'assainissement des banques publiques tunisiennes s'impose comme un passage obligé, certes douloureux, mais incontournable pour gagner la bataille de la «taille critique» et rattraper les standards internationaux de performance et de bonne gouvernance. Toutefois, l'ancrage aux standards internationaux impose aussi l'élargissement du périmètre de la supervision aux grandes entreprises publiques et aux secteurs systémiques pour éviter le scénario d'une crise bancaire déclenchée par l'effondrement de l'un des secteurs. Une telle réforme des banques publiques, de par les risques qu'elle comporte, mérite de ne pas être bâclée. Car ce sont plutôt les réformes qui ont mûri, qui ont été planifiées et testées, qui ont le plus de chance de réussir, surtout dans un environnement hostile, comme c'est le cas aujourd'hui. ■

M.L.

(*) Cette «note de politique économique» fait partie d'une série réalisée dans le cadre de NABES Lab destinée à enrichir le débat économique en Tunisie. Ces notes sont basées sur les meilleures recherches économiques disponibles et les auteurs sont des chercheurs universitaires. Les points de vue présentés sont ceux des auteurs et ne représentent aucunement ceux de NABES.

NABES est la North Africa Bureau of Economic Studies Intl, une institution d'études et de recherches économiques dirigée par Mustapha K. Nablî.

interieurs®

MOBILIER DE BUREAUX

NOUVEAU SHOWROOM
SOUSSE KANTAOUI



LES PROS DU BUREAU

Usine : Z.I Sidi Daoud, 2046 Tunis. Tunisie - Tél : (+216) 71 854 666 - Fax : (+216) 71 854 660

SHOWROOMS

Nouveau

Tunis: Rte de la Soukra, Km 13 2036 Sidi
Fraj - Tunis - Tunisie
Tél.: (+216) 71 863 611
Fax: (+216) 71 863 592
E-mail: show@interieurs.com.tn

Kantaoui - Soussse : Boulevard 14 janvier,
Immeubles George Karam , Kantaoui, Soussse.
Tél /Fax : 73 346 146 - GSM : 28 721 000
Email : dir.soussse@interieurs.com.tn

Gabès: GP1, Rue Salah Eddine Al Ayoubi
6011 - Gabès - Tunisie
Tél: (+216) 75 394 606
Fax: (+216) 75 393 888
E-mail: extrameuble@yahoo.fr

Béja: Z.I. 2 Béja Nord 9000 - Béja - Tunis
Tél: (+216) 78 451 610
Fax: (+216) 78 451 613

Nouveau

Soussse: Avenue de la Liberté Sahloul
Hamam Soussse (en face clinique Ibn
Khalidoun) - Tunisie
Tél/Fax: (+216) 73 521 477
E-mail: meublesinterieursplus@topnet.tn

Sfax: Croisement Rte Menzel Cheker
et Hzem Bourguiba
Tél/Fax: (+216) 74 625 467
Email: sfax@interieurs.com.tn

Tripoli-Libye: Hay Dmascus by guest
castles Tripoli-Lybie
Tél: (+218) 21 361 8646
Fax: (+218) 91 211 0582

Nouveau

Algérie: Route Nationale N°1
Birtouta-Kharaisia - Alger - Algérie
Tél/Fax: (+213) 21 44 45 82
Tél/Fax: (+213) 5 58 48 06 16
E-mail: mohamedali.interieurs@gmail.com

مجموعة متنوعة ذات قوة وأداء

UNE GAMME LARGE ET PUISSANTE



Mahindra

Ets Zouari
Matériels Agricoles & Manutention

Tunis:

1 Route de la physique angle rue Anaba, ZI Ben Arous -
2013 Ben Arous
Tél.: (+216) 79 390 005 / Fax: (+216) 79 390 008

Beni Khalled:

Avenue de l'environnement - 8021 Beni Khalled
Tél.: (+216) 72 374 325 / Fax: (+216) 72 237 335

Zaouia Sousse

Route de m'saken Oued Sidi Kacem - Sousse
Tél.: (+216) 73 309 905 / Fax: (+216) 73 330 730

Sousse:

Route de Tunis Km132,5 - 4022 Akouda, Sousse - TUNISIE
Tél.: (+216) 73 309 309 / Fax: (+216) 73 309 999

Kairouan:

Avenue Hedi Chaker Sahabi 1 Rte Oueslatia, Rue El Baten 3129 Kairouan
Tél.: (+216) 77 302 360 / Fax: (+216) 77 302 370

Gabès

Route de Tunis Km0,5
BP 31 - 6001 Hached - Gabès - TUNISIE
Tél.: (+216) 75 273 044 / Fax: (+216) 75 274 151

Sfax:

Route de Gabès, boulevard de l'environnement
km2,5 SFAX
Tél: 74 246 550 Fax: 74 246 505



Par Mustapha Tlili*

De coûteuses chimères arabes

A l'exception de la Tunisie, aucun Etat arabe n'a pu maintenir l'élan pro-démocratique suscité par le printemps arabe. Tous les Etats arabes, à l'exception de la Tunisie, manquent d'une forte identité nationale.

Afin de surmonter ce triste legs, les gouvernements arabes devront élaborer un nouveau contrat social entre les autorités et les citoyens. Grâce à l'établissement d'un tel contrat, une identité nationale distincte et, en fin de compte, une allégeance nationale s'instaureront et mettront ces pays sur le long chemin de l'expérience démocratique. Le printemps arabe avait apporté l'espoir d'une ère nouvelle au cours de laquelle la Tunisie, l'Egypte et d'autres pays souscriraient aux idéaux et aux pratiques de la démocratie. Mais

les mois qui ont suivi le renversement des présidents Zine El Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak ont révélé de graves malentendus au sujet de la difficulté de réaliser une démocratie effective.

Deux factions politiques ont exploité ces malentendus. L'une — les islamistes — a prétendu louer la démocratie, mais ne souhaitait secrètement qu'imposer son idéologie messianique. L'autre — les reliquats de l'élite qui avait prospéré sous les anciens régimes — s'est efforcée de perpétuer ses avantages économiques et politiques. Ces forces ont vite essayé

de profiter du désordre. Actuellement, nous sommes témoins des conséquences néfastes des efforts des islamistes et des anciens régimes : l'Egypte semble régresser vers son état précédent, le chaos règne en Libye, et la Syrie et l'Irak (en plus des atrocités commises par leurs propres régimes) doivent faire face aux horreurs de l'Etat islamique en Irak et en Syrie (EIIS). Ces bouleversements découlent de la faiblesse du lien entre les gouvernements arabes et les populations sur lesquelles ils règnent. Et sans le lien solide de l'identité nationale, les pays arabes peuvent-ils espérer vaincre les sombres forces qui s'opposent à eux ?

Le problème remonte à des arrangements coloniaux mal conçus, dont le pire est l'accord Sykes-Picot. En 1916, en pleine Première Guerre mondiale, la France et la Grande-Bretagne ■■■



 **ARISTON**

Nos idées. Votre maison.

**ARISTON, LA FRAÎCHEUR
QUI DURE ENCORE PLUS
LONGTEMPS.**



NO FROST UNIQUE ET PRATIQUE

Grâce au système Full No Frost, cet appareil ne produit pas de givre. Finie la corvée du dégivrage ! Le Système exclusif Surround permet une distribution uniforme de l'air dans le réfrigérateur et le freezer, même dans la contre-porte.



HYGIENE MAXIMUM HYGIENE ADVANCE

L'intérieur du réfrigérateur est recouvert d'un traitement spécial qui prévient des bactéries et de la moisissure.

■■■ convinrent en secret de découper le Moyen-Orient en pays nouvellement imaginés, devant être régis par leurs empires. Elles le firent sans que quiconque connaissant bien les cultures et les peuples de la région n'apporte la moindre contribution, et encore moins une personne de la région elle-même. Les nouvelles frontières divisèrent des tribus, tout en obligeant d'autres tribus n'ayant aucun lien historique entre elles à partager le même pays. Malgré leur nature artificielle et aléatoire, pour l'essentiel ces frontières restent encore intactes de nos jours.

Afin de surmonter cette histoire troublée, de nombreux Arabes ont traditionnellement recherché l'unité dans une identité arabe commune. Ils se tournent vers des dirigeants charismatiques comme l'ancien président égyptien Gamal Abdel Nasser pour essayer de parvenir à un seul Etat panarabe, au lieu de faire confiance à leurs propres pays et gouvernements. Ils pensent à tort que, étant donné que l'Irak est une création de l'Occident, les Irakiens ne devraient pas considérer que leur gouvernement soit légitime. Mais comment un Etat peut-il s'acquitter de ses obligations tout en sachant qu'il n'acquerra jamais de légitimité aux yeux de son propre peuple ? Il en résulte malheureusement que de nombreux gouvernements arabes négligent purement et simplement leurs obligations envers leurs populations. De fait, la «nation arabe» est une illusion qui masque les patrimoines culturels spécifiques aux nombreuses populations arabes. Cette illusion ou, plus précisément, cette chimère peut empêcher les peuples arabes d'agir en fonction de leurs intérêts supérieurs, bien qu'ils en partagent certainement plusieurs, car nombre de ces intérêts ne coïncident pas nécessairement.

Au cours d'années récentes, une seconde chimère, encore plus toxique, s'est développée : la chimère de l'Umma – un mot arabe qui se réfère à la communauté islamique supranationale –, au moyen de la restauration religieuse du califat, pourtant aboli par Atatürk après l'effondrement de l'Empire ottoman. La notion d'un califat islamique régional ou mondial était d'abord devenue populaire à l'époque contemporaine en Egypte, grâce aux ouvrages de Sayyid Qutb, dont la philosophie a jeté les fondements des Frères musulmans et de l'idéologie islamiste. Par la suite, cette croyance en un califat moderne a été adoptée et radicalisée plus avant par Al-Qaïda. A présent, l'EIIS semble décidé à faire de ce mythe une terrible réalité.

La solution est peut-être de créer un lien plus fort entre le gouvernement et sa population : un lien de citoyenneté entre chaque individu et l'un des 22 pays arabes, plutôt qu'avec le «monde arabe», la «nation arabe» tout entière, ou encore avec l'Umma islamique. Le renforcement des identités nationales par l'entremise de la citoyenneté permettrait aux pays et tribus arabes de célébrer leurs identités singulières plutôt que de les occulter.

Cette tâche n'est pas facile : afin de susciter un profond sentiment de citoyenneté et d'identité nationale, un pays donné devra promouvoir l'éducation moderne et laïque et le développement économique et social en faveur de la majorité pauvre de la population. Les systèmes politiques devront être restructurés au moyen de l'adoption de constitutions laïques garantissant l'Etat de droit, l'équilibre des pouvoirs et des élections libres, honnêtes et périodiques. La société civile devra

soutenir les voix de la raison pour combattre les extrémistes. Les élites arabes devront renoncer à la démagogie et entreprendre la tâche ardue et radicale d'un examen d'elles-mêmes, qui pourrait les conduire à une approche plus saine et plus productive de la politique en tant qu'art du possible. Le plus important, c'est qu'il faudra du temps pour qu'une nouvelle classe de citoyens instruits et éclairés monte en puissance, convaincue que la démocratie laïque et libérale, telle qu'elle s'est développée en Occident au cours des 300 dernières années environ, constitue la meilleure voie vers la prospérité et la coexistence pacifique. Prenons l'Europe, où la notion d'Etat-nation apparut dans les Traités de Westphalie en 1648. Ce n'est que 300 ans plus tard, avec les précurseurs de l'Union européenne, que les peuples de l'Europe ont commencé à imaginer qu'ils faisaient partie d'une seule entité. L'identité européenne est maintenant devenue plus forte, mais elle continue de s'ancrer dans les cultures particulières des différents pays. Il n'existe pas d'Europe sans la Belgique, la Pologne, le Portugal ou encore la Norvège.

Les pays arabes peuvent-ils tirer des enseignements de l'expérience de l'Europe ? Le rêve d'un «monde arabe» uni devra peut-être attendre que les différents pays arabes deviennent mieux définis. Le moment est maintenant venu de renforcer les identités nationales arabes et de forger les liens de la citoyenneté, avec tous les droits et devoirs qu'elle entraîne. ■

M.T.

() Ecrivain et chercheur à la New York University (NYU), est le fondateur et le directeur du Centre de NYU pour les dialogues : le monde islamique - les Etats-Unis - l'Occident. Il est membre du Comité consultatif de Human Rights Watch pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.*

Le plaisir d'être une star au travail



IBEROSTAR Royal El Mansour & Thalasso ***** MAHDIA

IBEROSTAR Royal El Mansour & Thalasso, un magnifique hôtel 5 étoiles idéalement situé sur Cap Mahdia, constitue le lieu idéal où organiser vos réunions de travail. Nous mettons à votre disposition des infrastructures modernes, parmi lesquelles plusieurs salles équipées et idéales pour l'organisation de tout type d'événement et d'un vaste programme d'activités de team building. De plus, nous vous aidons à personnaliser votre événement pour que vous ne deviez vous préoccuper de rien d'autre que vos affaires. Un luxe exclusivement réservé aux stars. Aux stars comme vous.

Route de la Corniche, B.P 217 - 5150 Mahdia, TUNISIE
iberostar.com - royal.mansour@iberostar.tn - 216 73 681100



IBEROSTAR
HOTELS & RESORTS

Le plaisir d'être une star

Ces merveilleuses îles tunisiennes (3)

La Galite & Chikly

*Dossier établi par Taoufik Habaieb
avec Imed Jeribi, Nejmeddine Bradaï, Ridha Lamine,
Ridha Ouni et Abdelmajid Dabbar*

Crédit photos :

*Secrétariat d'Etat au Développement durable, APAL, ONTT, RAC
SPA, INSTM, Faculté des Sciences de Sfax,
Ridha Ouni, Abdelmajid Dabbar, Ridha Lamine et DR.*

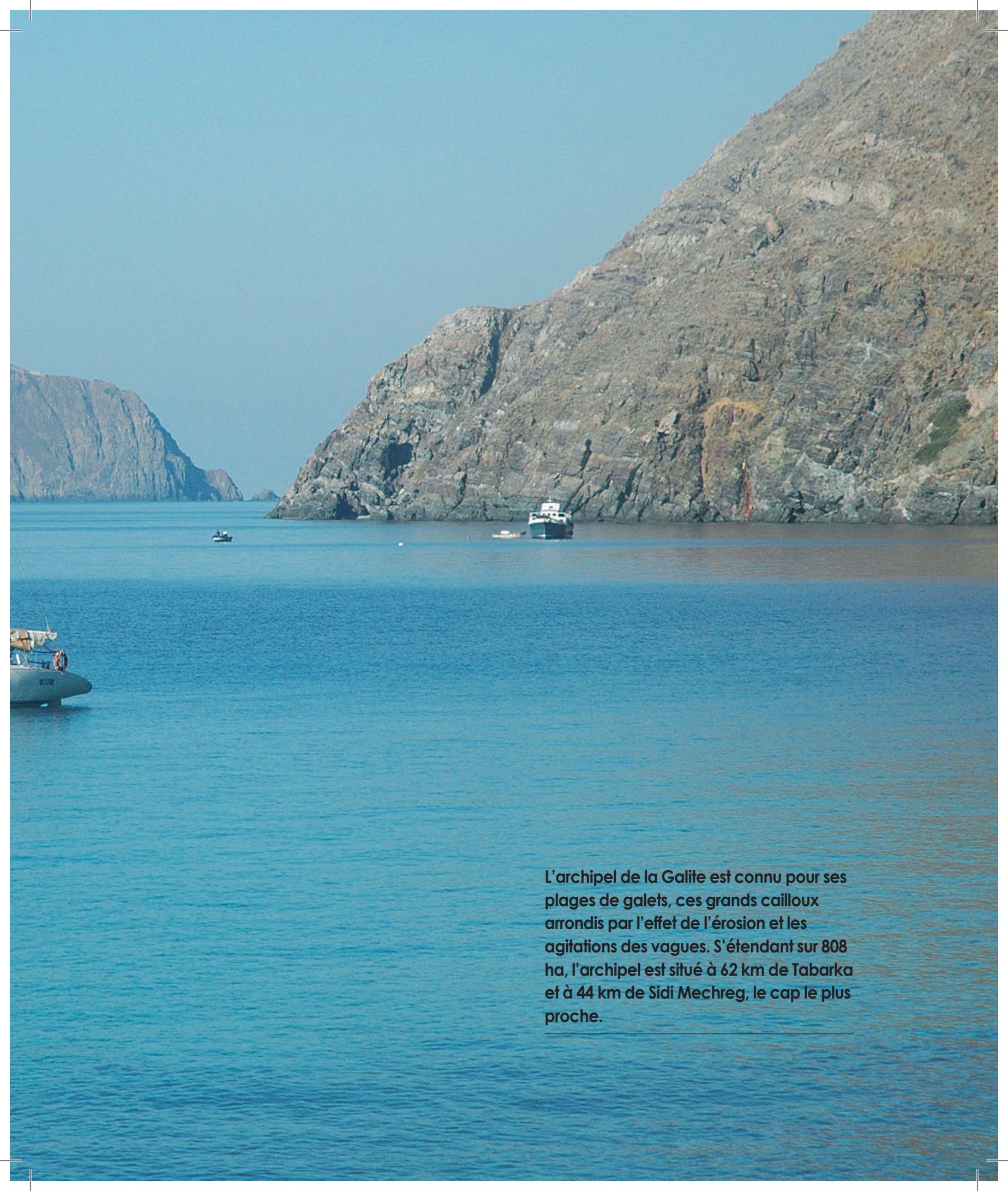
Cartographie : APAL

Infographie : Leaders



La Galite

**Ce point de la Tunisie
le plus septentrional
d'Afrique**



L'archipel de la Galite est connu pour ses plages de galets, ces grands cailloux arrondis par l'effet de l'érosion et les agitations des vagues. S'étendant sur 808 ha, l'archipel est situé à 62 km de Tabarka et à 44 km de Sidi Mechreg, le cap le plus proche.

Ce point de la Tunisie le plus septentrional d'Afrique, cette terre en forme de bouchon qui flotte sur l'eau et qui nous appartient est perdu entre ciel et mer.

Le Galion, qui abrite un phare de 14 m de hauteur, et la Fouchelle, sont les deux îles à l'Ouest principalement d'origine volcanique, surtout basaltique, qui forment avec la Sicile et la Sardaigne une chaîne nord-sud du bassin méditerranéen.

À l'Est, les îles des Chiens. Il semble que les premiers pêcheurs y aient rencontré le phoque moine (disparu depuis 1974 aussi bien de la Galite que de Zembra. Seuls quelques phoques égarés font de rares apparitions entre les îles) qu'ils avaient pris pour un chien du fait de la ressemblance de la tête du phoque avec celle du chien, d'où le nom d'îles des Chiens. Ces 3 îlots sont aussi appelés le coq, la poule et le poussin, et les Galitois, en majorité d'origine italienne, les appelaient Gallo, Gallina et Pollastro.

Cette réserve naturelle de biologie marine, ce laboratoire à ciel ouvert, renferme plus de 300 espèces végétales alors que l'archipel est couvert seulement de maquis à l'exception de nouvelles plantations de pin d'Alep entourant le grand plateau et sur les versants des collines. Cela s'est fait sur le seul train cultivable qui s'en est trouvé réduit à 9 ha contre 40 précédemment. La bonne terre et l'abondance des pluies ont favorisé la réussite de cette nouvelle forêt artificielle qui ne date que de 18 ans à tel point qu'elle était devenue impénétrable. Parmi les espèces marines rares, existent



l'algue brune et l'algue rouge et de vastes prairies de Posidonie. La faune de la Galite est caractérisée par son affinité paléarctique avec quelques espèces endémiques relevées par les chercheurs et les scientifiques. Les

dernières missions ont été encadrées par le Professeur Saïd Nourira. La présence de deux reptiles sur la grande île et un scorpion sur le Galiton qui ne se trouvent nulle part ailleurs que sur cet archipel a été enregistrée.

Quant à l'avifaune, comme à Zembra, deux oiseaux marins sédentaires ont élu domicile sur ces deux îles pour se reproduire, le cormoran huppé et le goéland d'audouin au bec rouge vif. Comme Zembra qui a son oiseau emblématique, le puffin cendré, la Galite a son emblème : le faucon d'Eléonore, «*borni jalta*» ce rapace élégant aux ailes étroites avec une ouverture des ailes de 100 cm et une longue queue est très rapide et merveilleusement agile lorsqu'il chasse même sur la surface de l'eau avec un vif battement des ailes et des crochets foudroyants.

Deux formes distinctes à raison de 3 individus de couleur ou phase pâle pour une phase sombre ou foncée.

Voilà ce qui est étonnant : le printemps est la saison des amours et de la reproduction pour la grande majorité animale, sauf notre faucon d'Eléonore qui couve ses œufs à la fin de juillet et début août et commence à nourrir ses oisillons 18 jours après, un choix étudié pour avoir de l'abondance des proies constituées par le flot des migrants de l'automne, principalement des passereaux, en route de l'Europe vers l'Afrique.

En effet, généralement les oiseaux qui planent, comme les cigognes, les grues et les rapaces, choisissent des couloirs migratoires comme le détroit de Gibraltar entre le Maroc et l'Espagne ou le Cap Bon entre la

Tunisie et la Sicile, mais les passereaux traversent la Méditerranée d'un bout à l'autre sans suivre ces couloirs migratoires à force de battement des ailes.

Arrivés épuisés du voyage, les passereaux cherchent à gagner la terre ferme pour se reposer. Mais seuls ceux qui arrivent la nuit bénéficient de ce repos, les autres seront chassés à plusieurs centaines de mètres avant même d'atteindre l'île par les 120 couples de faucons d'Eléonore pour se nourrir et faire nourrir leurs petits qui sont entre deux à quatre par nid et qui ont besoin de viande fraîche pour grandir et quitter la dépendance familiale.■■■





■■■ Le faucon d'Eléonore prévoit le mauvais temps du fait qu'on trouve à côté des nids des oiseaux chassés et mis près du nid «un garde à manger pour les périodes difficiles» et souvent le lendemain un vent souffle ou une tempête éclate.

L'étonnement ne s'arrête pas là. A la mi-octobre, les parents quittent l'île pour se rendre, tenez-vous bien, à Madagascar, en traversant le détroit du Mozambique. Les jeunes de l'année, abandonnés à leur sort sur la Galite, se comportent comme des adultes pour

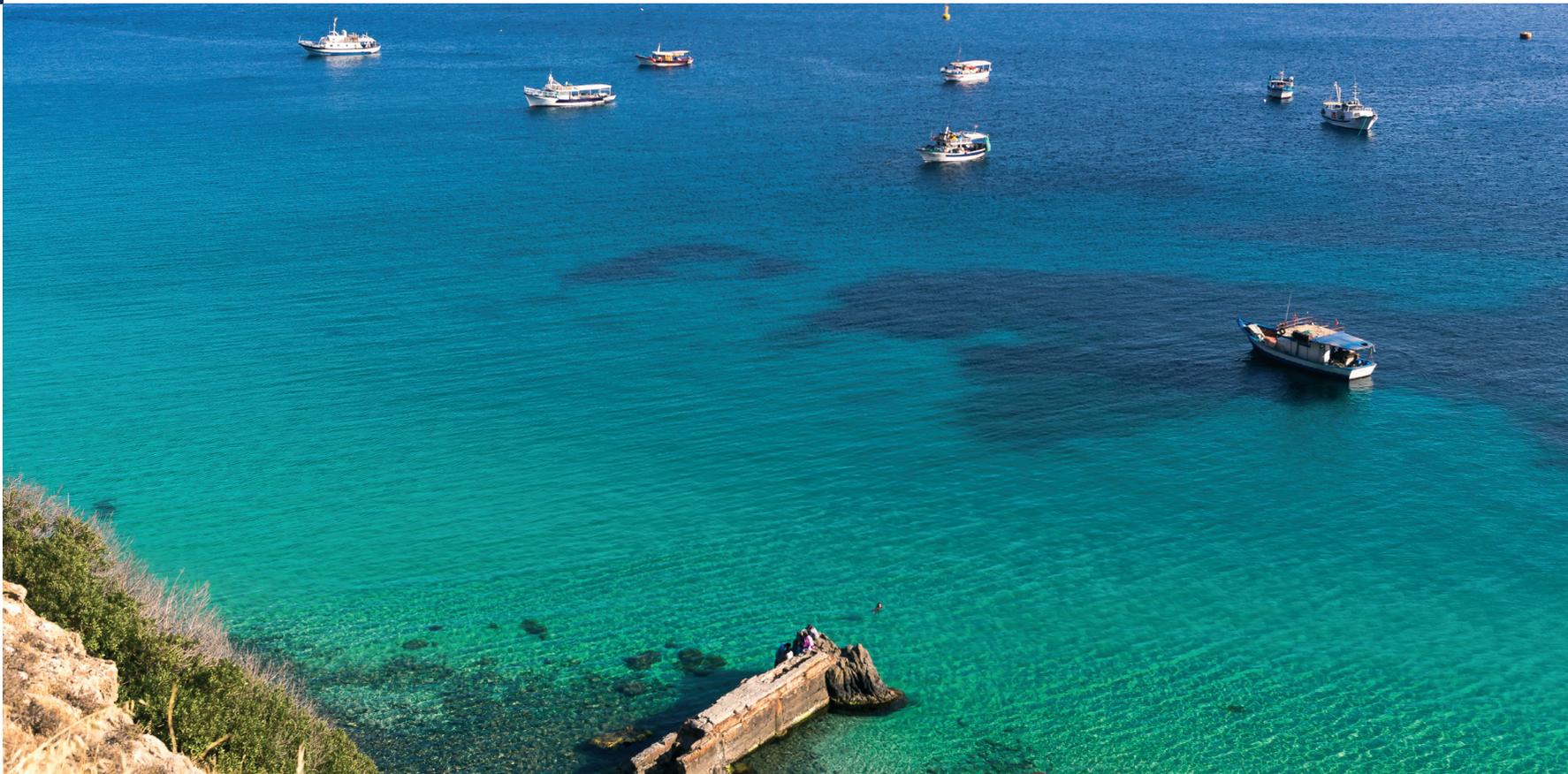
chasser et se nourrir, avant de quitter eux aussi l'île après quatre semaines, pour se rendre où ? ... Bien sûr à Madagascar, sans aide ni guide !

A Madagascar, les deux populations, jeunes et vieilles, vivent en solitaires et se convertissent en insectivores en attendant le retour dans six mois pour se reproduire sur la Galite. Des civilisations se sont succédé sur la Galite y laissant des traces. Les corsaires l'ont choisie pour s'approvisionner en eau, se réfugier et cacher leur ■■■



■■■butin, jusqu'à l'occupation française lorsqu'ils se sont convertis dans le trafic des armes. Quelques-uns ont choisi la résistance dans les années 50 contre l'occupation française. Parallèlement, des bateaux de pêcheurs italiens y accostaient régulièrement pour pêcher le corail et les langoustes. Certains ont fini par s'installer sur l'archipel.

Ainsi, des insulaires d'origine italienne venus de Ponza, l'île en face de Naples, composés essentiellement des familles Vitiello, Mazella et D'Arco, ont occupé l'île où ils ont développé des activités agricoles terrestres et marines. Les précipitations d'une moyenne de 1 000 mm par an étaient favorables aux plantations d'arbres fruitiers, ■■■





■ ■ ■ des vergers, un vignoble, des framboises, du blé, de l'orge, des fèves et l'élevage des chèvres, une production bien suffisante pour l'autoconsommation et pour échanger avec la population du continent. Le choix de la diversification des variétés des arbres fruitiers est d'une intelligence de durabilité au point que des figuiers portent des fruits à partir du mois de juin et d'autres jusqu'au mois d'octobre. Pour les fruits, ils les consomment, les font sécher sur les terrasses et en préparent des conserves et de la confiture.

Il y a quelques mois, j'ai fait la connaissance d'un Galitois qui a quitté l'île à vingt ans. Actuellement, chanteur à Paris, connu sous le pseudonyme de Pierre de la Galite, il parlait de son île avec beaucoup de nostalgie, des 150 habitants de l'île, de l'unique classe de 30 élèves, du curé, de l'infirmier, du maître d'école, du gendarme et de l'épicier H'cen, le deuxième Arabe à la Galite marié avec sa cousine, et de Mohamed le pêcheur bizertin, âgé, aujourd'hui, de 92 ans. Le courrier était acheminé de et vers Bizerte par

les marins. Les habitants recevaient les lettres, les colis et les biens qu'ils commandaient par correspondances de la France du magasin Mani.

Par mauvais temps, les hydravions évacuaient les urgences vers Tabarka

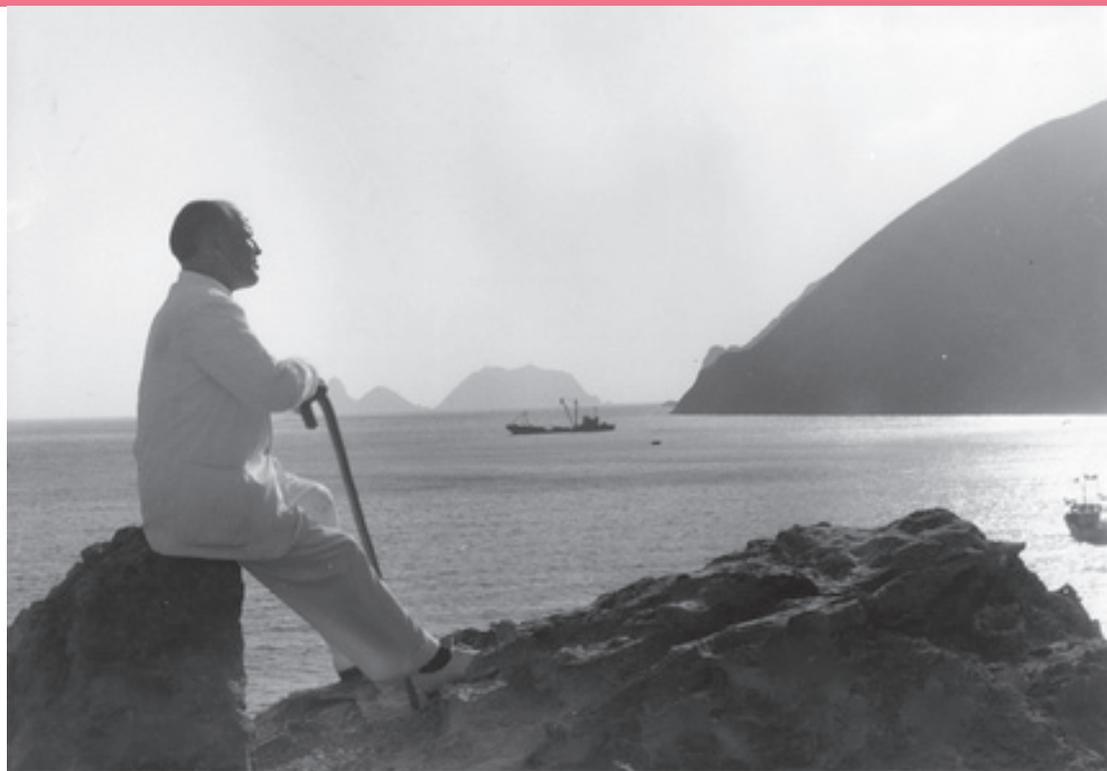
ou Bizerte et faisaient parachuter des vivres pour les habitants. Son père était menuisier. Il construisait les barques tout à la main et tous les travaux en bois, y compris les cercueils. En hiver, les hommes qui ne pouvaient pas prendre la mer à cause des tempêtes



très fréquentes faisaient de la taille de granit pour la construction des maisons et pour les trottoirs de Bizerte et à Tunis. Le seul endroit en Tunisie où existait le granit était la Galite. La statuette de Bacchus, le roi du vin, découverte à la Galite est conservée au musée du Bardo.

Pierre n'a pas oublié non plus l'homme avec qui il jouait à la «*chkobba*» et aux boules qui était surnommé par les habitants de l'île «Monsieur n'est-ce pas». C'était Bourguiba, qui avait passé 743 jours en exil sur la Galite.

Il se rappelait aussi son chien qui était devenu l'animal de compagnie de Bourguiba, peut-être qu'il était mieux nourri. Lorsque Bourguiba fut transféré en France, le chien cessa de se nourrir et mourut quelques jours après. Un jour, Bourguiba, interrogé sur son animal préféré, répondit sans hésitation: «*Le chien de la Galite...*».



L'Etat tunisien projette aujourd'hui de peupler l'archipel. Des projets sont en cours d'exécution. Seuls les insulaires pourront s'adapter à une «isolation» de plusieurs mois. Dans les années 60, après l'indépendance, la population qui occupait la Galite

et qui était toute d'origine insulaire a été rapatriée vers les villes européennes, laissant l'île à l'abandon. Les maisons ont été pillées, les portes et les fenêtres arrachées, les tombes saccagées. En revanche, les chèvres et les brebis laissées sur place se sont adaptées à la vie sauvage. Des visites non contrôlées ont accéléré l'appauvrissement des ressources naturelles et surtout marines par la pêche abusive à partir des côtes, sans respect des deux miles réglementaires où toute activité est interdite.

Comment contrôler l'île? Les militaires et la garde nationale sur l'île sont dépourvus d'embarcation et autres moyens pour contrôler et surveiller un site au relief aigu et difficile d'accès. Je visite régulièrement l'île depuis 27 ans et à chaque visite, je constate une dégradation de la situation.

Il est impératif que cette réserve naturelle marine soit préservée et que les plans d'action soient revus pour sauver l'archipel. ■

Abdelmajid Dabbar



L'île Chikly

Dans la partie ouest du lac de Tunis qui s'étend sur plus de 2 500 ha, émerge sur 3 ha la petite île Chikly qui doit son nom à Santiago de Chikly, ancien gouverneur espagnol de La Goulette. Au beau milieu de l'île, se dresse un fort édifié au XV^e siècle,

Au début du XX^e siècle, l'île Chikly était utilisée comme chambre sanitaire, ou lieu de mise en quarantaine pour les navires revenant d'Extrême-Orient par le Canal de Suez.

L'île est rattachée au continent par une digue de 11 km, parallèle à la route Tunis-La Goulette, dite TGM, qui débouche sur la localité de Kheireddine. Par cet ouvrage, l'île constitue le point de retour de l'eau de mer au lac de Tunis qui se renouvelle grâce à un

système hydraulique ingénieux qui exploite les marées hautes et les marées basses par le canal de Kheireddine reliant le lac à la mer.

Au début des années 90, l'île et le fort ont failli tomber dans l'escarcelle des Trabelsi (encore eux) qui voulaient y construire un grand casino, des restaurants haut de gamme et des centres de loisirs pour VIP...

Des écologistes, soutenus par des intellectuels et des Tunisiens à l'étranger, s'y sont farouchement opposés à travers des campagnes de



La partie est gagnée en décembre 1993 lorsque le site est déclaré patrimoine culturel. Dans le cadre de la coopération espagnole, des équipes de l'Institut





national du patrimoine et l'université de Madrid, présidé par le chercheur Fethi Chelbi, avaient entamé des travaux de restauration et de valorisation des lieux.

Lors du projet de réhabilitation du fort sur l'île, les intervenants ont collecté plusieurs erreurs sur la société du lac. En draguant autour de l'île, elle n'a

rien trouvé de mieux que de déposer les remblais du dragage sur les bords de l'îlot qui se sont trouvés surélevés par rapport au reste, créant en hiver un lac intérieur, alors qu'il était judicieux d'engraisser le rivage afin d'augmenter la surface de l'îlot. Quant aux archéologues, ils ont procédé à une opération de nettoyage du site en laissant les remblais sous les murs du fort au



lieu de s'en servir pour la construction de l'îlot à côté de l'ancien, comme le prévoyait le projet de réhabilitation espagnol.

Le maître des lieux sur l'île Chikly est l'aigrette garzette, de la famille des hérons, haute de 65 cm, debout sur ses pattes avec 105 cm d'ouverture des ailes, qui se rassemblent pendant la période nuptiale de fin mars à début avril pour la nidification. La population sur Chikly est la troisième plus grande concentration avec 86 couples sur un espace de moins de 200 m² après Thyna à Sfax et les îles Kneis.

Cet oiseau fut exterminé dans les années 50, trahi par son aigrette — d'où son nom —, une longue plume blanche, belle et lisse comme du velours, que les élégantes de cette époque mettaient sur leur chapeau ou sur les revers du col du manteau.

L'île Chikly était peuplée d'oiseaux d'eau, surtout en hiver, mais après les travaux d'aménagement des berges du lac de Tunis, les zones marécageuses ont disparu, et les limicoles qui peuplaient autrefois l'île et les côtes ont dû choisir d'autres lieux plus hospitaliers pour le nourrissage et l'hivernage. ■

A.D.

Défilé de mode Renato Balestra

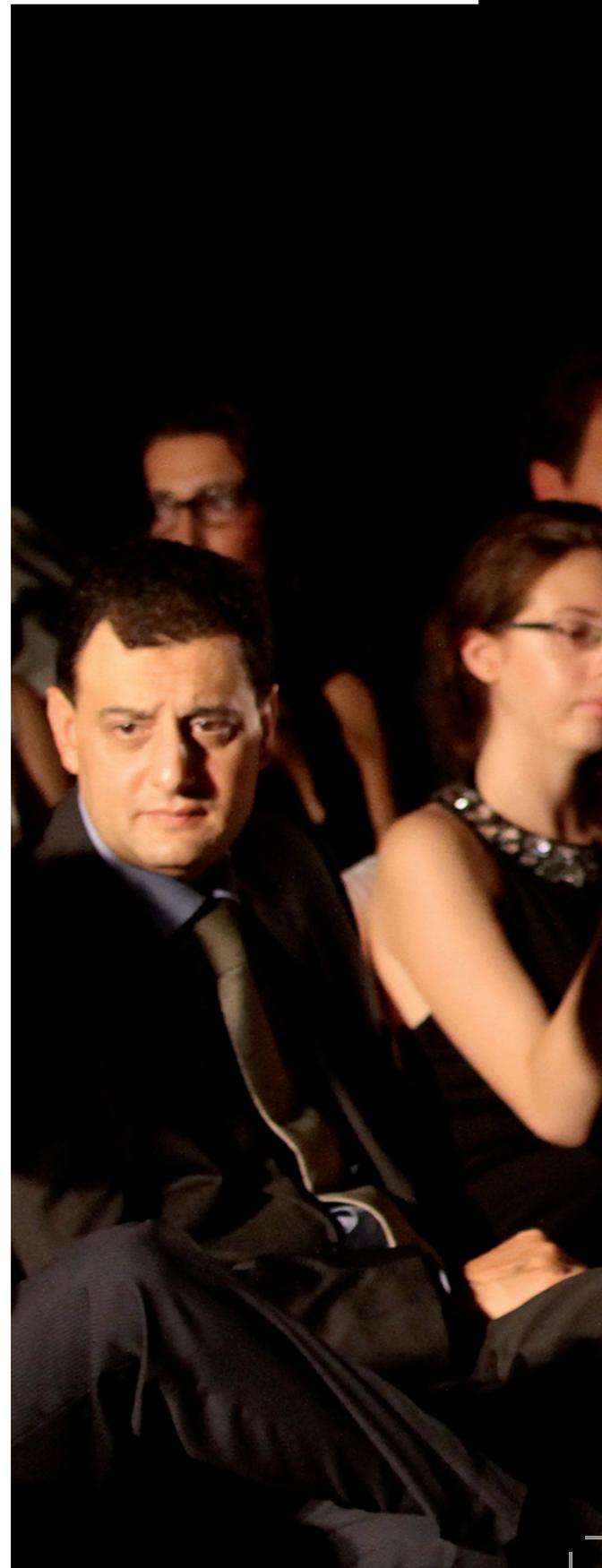
La haute couture italienne séduit en Tunisie

Rarement La Charmeuse, cette magnifique résidence de l'ambassadeur d'Italie à Tunis, tout près de la Place

Pasteur, a vécu ces dernières années une soirée aussi magnifique. L'évènement était exceptionnel à plus d'un titre : un défilé de haute couture, par un illustre couturier, Renato Balestra. L'ensemble, dans ce superbe jardin avec, en arrière-fond, la villa, véritable monument d'architecture italienne du début du siècle dernier.

L'ambassadeur d'Italie, Raimondo De Cardona, était heureux de recevoir avec son épouse leurs nombreux convives. Il était aussi ravi d'avoir pu monter cette soirée grâce au sponsoring de nombre de marques et entreprises italiennes, notamment Château d'Ax, une des filiales du Groupe Mehdi Ben Ayed.

Pendant près d'une heure, un à un, pas moins d'une dizaine de mannequins spécialement venus de Rome et Milan ont descendu les marches de la villa pour révéler à un public émerveillé la collection hiver 2015 de Renato Balestra. Souvent inspiré par la riche tradition des vêtements de la Renaissance, ce célèbre couturier allie raffinement des formes, noblesse des matériaux et précision de la couture et de la broderie. Une excellente initiative.





LU POUR VOUS

Traits de sagesse

Tout livre à lire est un livre à vivre. Celui que nous offre aujourd'hui les Editions Sindbad/Actes Sud est à vivre et à revivre tant il est instructif. Il s'agit en effet de *Maximes et sentences*, un recueil de traits sapientiaux que l'arabisant bien connu, Jean-Jacques Schmidt, a choisis par thèmes et par ordre alphabétique à partir de deux anthologies : *Nathr al-durr* (Perles éparses) d'Abu Sa'ïd al-Hassan al-Abî (Xe siècle) et *Al-Dhkhâ'ir wa al-abqaryyât* (trésors et génies littéraires) de 'Abd al-Rahmân al-barqûqî. Il faut dire que Jean-Jacques Schmidt revient sur des terrains familiers. Il a déjà publié l'année dernière *Historiettes, anecdotes et bons mots*. Il a aussi à son actif plusieurs ouvrages portant sur la civilisation et la littérature arabes, dont *Dictionnaire technologique français-arabe* (Maison du dictionnaire, 1986), *Le Grand Livre des proverbes arabes* (Presses du Châtelet, 2001), *L'Arabe sans peine* (Assimil, 2006), *Le français pour les arabophones* (Assimil, 2011) et *Le Livre de l'humour arabe* (Actes Sud/Babel n° 1167, 2013). L'homme étant foncièrement un être social, l'apprentissage des disciplines et régulations sociales énoncées par toute société s'établit selon une ligne de conduite proposée par l'exemple et l'action. A la mort du Prophète en 632 de l'ère chrétienne, ses compagnons ('Sahaba'), son épouse Aïcha, ainsi que, plus tard, les traditionnistes (*muhaddithin*) avaient consigné et relaté ses actes et ses propos, donnant ainsi naissance au hadith et à la 'Tradition prophétique' ou Sunna. En tant que garants des grands impératifs comme la religion, la morale ou encore les mœurs, les quatre premiers califes qui se sont succédé à la tête de l'Etat islamique jusqu'en 661, auréolés de l'insigne honneur d'avoir cotoyé le Prophète, se lancèrent dans une mission éducatrice et moralisatrice. Comme leur parole avait alors pouvoir de justice, le Coran et la 'Tradition prophétique' devinrent la source et le mode idéal de la socialisation et de l'éducation. Dans son recueil, J.J.Schmidt cite plusieurs sentences et maximes bien connues comme :

- «*Le Prophète, ou 'Umar ibn al-Khattab, a dit :*



Sentences et maximes traduites de l'arabe, présentées et annotées par Jean-Jacques Schmidt, Sindbad/Actes Sud, 78 pages.

«*Agis pour ta vie d'ici-bas comme si tu devais vivre à jamais et agis pour celle de l'au-delà comme si tu devais mourir demain*». (p.17)

-«*Le Prophète a dit : "Echangez des présents entre vous, vous vous aimerez mieux les uns les autres"*». (p.22)

- «*Le Prophète a dit : "Il n'est pas des nôtres celui qui dort repu quand son voisin a faim"*». (p.66)

Pour le terme 'Savoir', Schmidt cite pas moins de sept hadiths dont :

«*Les savants sont sur la terre comme les astres dans le ciel*». (p.57)

«*Celui qui marche sur le chemin du savoir, Dieu lui ouvrira la route qui mène au paradis*». (p.57)

ou encore :

«*Le Prophète a dit : "Mon Dieu, préservez-moi d'un savoir inutile, d'un cœur orgueilleux et d'une âme insatiable"*». (p.59)

L'influence du quatrième calife (656-661) 'Ali ibn Abî Tâlib, cousin et gendre du Prophète, dont les propos, chargés d'une valeur particulière, étaient souvent repris sous forme de dictons, traits de sagesse et autres propos édifiants, a été déterminante. Elles sont légion, les sentences citées dans ce recueil :

«*Ali ibn Abî Tâlib a dit : "Les meilleures paroles sont celles que les actes confirment"*». (p.17).

«*Ali ibn Abî Tâlib a dit : "Tout homme ressemble à ses actes"*». (p.18)

Ou encore :

«*Ali ibn Abî Tâlib a dit : "Le pardon encourage l'être vil à persévérer dans ses actes autant que celui qui est noble à s'amender"*». (p.52)

C'est 'Ali ibn Abî Tâlib qui développa l'art oratoire des poètes de l'époque antéislamique. D'après certains, il est l'auteur de *Nahj al-balâgha* (La Voie de l'éloquence), un traité d'art oratoire contenant des propos édifiants et des proverbes. Il convient de signaler, pourtant, que la langue arabe avait pour caractéristique principale la concision (*al-îjâz*). Le Prophète lui-même avait l'habitude de dire : «*Khayrou kalâmin mâ qalla wa dalla*». (Le meilleur propos est celui qui ■■■



PRENEZ UNE LONGUEUR D'AVANCE.

LIVRAISON IMMÉDIATE, PAIEMENT L'AN PROCHAIN

FIAT DOBLÒ

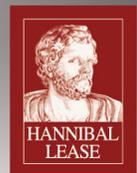
850 KG DE CHARGE UTILE



Photo non contractuelle. Offre valable sous réserve d'acceptation du dossier de financement par Hannibal Lease. Première échéance à partir de janvier 2015

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 20 OCTOBRE CHEZ ITALCAR,
HANNIBAL LEASE ET LEURS RÉSEAUX RESPECTIFS
APPELEZ LE 71655500 OU LE 71655531

ITALCAR
Représentation de matériel de transport



Tunis : Showroom : Boulevard Principal, les Berges du Lac, 2045 Tunis – Tél. : 71 655 500 / Fax : 71 655 407 • **S.A.V.** : Cité El khadra, Avenue Louis Braille, 1003 Tunis - Tél. : 71 773 322 / Fax : 71 733 399
• **Mnihla** : Société Tunicar, route de Bizerte Sanhaji El Mnihla, 2094 Ariana - Tél. : 70 527 806 – Fax : 70 527 816 • **Bizerte** : Speed Car, Route Ain Mariem, 700 Bizerte – Tél. : 72 429 744 / Fax : 72 429 377
• **Nabeul** : Cap Bon Motor's : Av. du Maghreb Arabe, 8000 Nabeul - Tél. : 72 272 702 – 72 272 708 / Fax : 72 272 699 • **Sousse** : Société Nimr : 251, Route de Tunis, 4011 Hammam Sousse – Tél. : 73 364 088 / Fax : 73 364 089 • **Sfax** : Sfax Motors : 01, rue Jamel Eddine Al Afghani, zone Industrielle Poudrière, 3002 Sfax – Tél. : 74 287 381 – 74 287 382 / Fax : 74 287 375 • **Kairouan** : Gharbi d'Equipement Général, Av. de l'environnement 3100 Kairouan – Tél. : 77 300 575 - 77 300574 / Fax : 77 304 453 – 75 764 552 • **Gafsa** : Auto Sud, Cité El Menzeh Gafsa Aéroport 2151 - Tél. : 76 217 632 / Fax : 76 217 016
• **Gabés** : Thabti Auto Services : Av. Abou El Kacem El Chebbi, 6011 Gabés – Tél. : 75 293 205 Fax : 75 293 225 .Djerba : Djerba Tourism Services : Km 2, Route Hourmet Souk, 4116 Djerba Midoun
Tél.: 75 764 550 – 75 764 551 / Fax :75 764 552 • **E-mail** : italcar@italcar-sa.com

شمس FM

تونس الكبرى

101.7 FM

بنزرت
95.7 FM

قفصة

88.7 FM

صفاقس
96.2 FM

الوطن القبلي
106.5 FM

القيروان
107.0 FM

المنستير
90.6 FM

سوسة
93.7 FM



■■■ est concis et expressif). Elle demeure aujourd'hui une des vertus cardinales des pays arabes. Mais comme l'explique J.J.Schmidt, les califes étaient «conscients de l'importance qu'il y avait à rehausser leurs discours et à les appuyer de sentences et d'expressions fortes, capables de toucher ceux qui les entendaient et de les convaincre du bien-fondé de leurs choix politiques ou de décisions prises pour le bien de tous.» (p.12)

L'emphase, le panégyrique de cour et, d'une façon générale, la poésie 'profane' avec son raffinement, ne se développèrent que plus tard, sous les Abbassides, avec le bouleversement des structures sociales des peuples arabes et l'apport de pays comme la Perse, l'Inde ou la Turquie. Ce mélange des héritages et des sensibilités a produit au sein du monde islamique des pratiques socioculturelles variées, des mœurs, des habitudes et des coutumes avec, bien entendu, leurs lots de marginalité et de déviance. Et comme souvent dans la tradition littéraire arabe, le 'jidd' (sérieux) côtoie le 'hazl' (plaisant), *Sentences et maximes* ne déroge pas à la règle :

«Une des plus nobles qualités de l'homme bien né est de faire mine d'ignorer ce qu'il sait». (p.60)

«Un autre a dit: "La vie d'ici-bas et celle de l'au-delà sont comme les deux coépouses d'un homme : en satisfaire une, c'est mécontenter l'autre"» (p.65)

Ou encore :

«Si tu te trouves parmi des sots, fais le sot toi aussi.» (p.62)

Ces maximes et ces sentences apparaissent en fin de compte comme une série de traits de sagesse, de sermons et de réflexions sur la destinée humaine, la fragilité de l'existence et la vanité des choses. Elles soulignent, certes, la prééminence du sens moral dans les modalités du comportement humain. Mais comme elles sont écrites à l'intention d'une société médiévale confrontée à une poussée de plus en plus grande de l'individualisme, elles reflètent forcément la psyché collective. Par leur ton parfois mordant, elles constituent également un moyen d'expression susceptible de dispenser conseils et critiques à l'intention aussi bien des gouvernants que des gouvernés. ■

Rafik Daragi

The leading Tunisian snacks company



Head Quarters : Les berges du Lac - Tunis - Tunisia
 Tel. : +216 71 96 19 96 / Fax : +216 71 96 19 20
 E-mail : info@cereal's.com.tn
 Web site : www.cereal's-snacks.com



Salah El Mehdi

Auteur, compositeur, exécutant, enseignant et historien de la musique

Par le Pr Amor Chadli

Ami de jeunesse, Salah El Mehdi s'est éteint vendredi 12 septembre, à l'âge de 89 ans. Nourri aux sources de la musique traditionnelle dès son jeune âge, d'abord au contact de son père Am Abderrahman, professeur à l'institut de musique La Rachidia, puis au contact du maître de la musique andalouse, Khemaïs Tarnane. Salah El Mehdi bénéficia du séjour à Tunis du célèbre musicologue syrien Cheikh Ali Derouiche, pour exceller dans l'usage de la flûte, en plus d'autres instruments: le luth, le violon et le qanun...

Alors qu'il poursuivait ses études à la Grande Mosquée Ezzitouna, il était déjà fortement sollicité pour participer aux orchestres. L'obtention de son diplôme d'études supérieures, le Tatouia, lui ouvrit la voie des études juridiques. Devenu magistrat en 1951, il exerça la profession de juge à La Driba jusqu'à l'indépendance. Il occupa ensuite le poste de chef du service des arts au ministère de l'Éducation nationale, puis de directeur au ministère des Affaires culturelles, avant de présider le Comité culturel national.

Il contribua à donner sa noblesse à la musique tunisienne dont il devint l'un des principaux piliers. Il était à la fois auteur, compositeur, ■■■



الكلمة ليك



الكلمة ليك



VOUS ÊTES SUR ÉCOUTE

Tél : 72 279 188

Fax: 72 279 177

Mobile : 28 222 601

E-mail : commercial@capradio.tn



www.capradio.tn



Visons haut... Voyons **GRAND** !



Jawhara FM change de locaux

Adresse: Avenue 14 Janvier 2011, route touristique Sousse.

- 🎧 Sousse - Hammamet - Zaghouan 102.5 Mhz
- 🎧 Monastir - Mahdia - Nord de Sfax 89.4 Mhz
- 🎧 Kairouan, Kasserine, Sidi Bouzid,
sud de Seliana - Ouest de Sfax 104.4 Mhz

    BlackBerry.
Télécharger gratuitement nos applications mobiles

■■■exécutant, enseignant et historien de la musique. Il est l'auteur d'un ouvrage sur La Rachidia et d'un autre sur le regretté Khemaies Tarnane, tous deux publiés en 1981. En 1982, il fit paraître une étude exhaustive : *La musique dans le monde arabe*. En 1983, il soutint une thèse de doctorat à l'Université de Poitiers. Son dernier ouvrage, paru en 2003, porte le titre *Développement et évolution de la musique arabe*.



Il organisa chez lui un club culturel, le Club Ziriab, qui réunissait chaque dimanche matin, depuis plusieurs années, des intellectuels relevant de diverses disciplines, pour des échanges de vues et des analyses dans les domaines culturel, littéraire, socioéconomique, historique ... ainsi que sur les problèmes de l'heure.

Sincère, loyal et généreux, il fit don de sa collection de disques qui compte plus d'un millier d'enregistrements à la phonothèque nationale. Salah El Mehdi forma des générations d'élèves en Tunisie et au Maghreb. Il composa pour les plus grands artistes tunisiens. Il participa à de nombreux congrès

et sociétés musicales en sa qualité de président adjoint de la Société internationale de l'éducation musicale, de président de l'Académie de musique arabe et de membre du bureau exécutif du Conseil international de musique dépendant de l'Unesco. ■

A.C.

AFRIKISOL Industrie
Calorifugeage - Isolation thermique

AFRIKISOL
Industrie

العزل الصناعي الإفريقي
كل أنواع العزل الصناعي

www.afrikisol.com

L'expert de l'isolation
et du calorifugeage

Certifiée ISO 9001
version 2008 par



- Calorifugeage & Isolation thermique
- Confection & pose des gaines de ventilation

Tunisie Boulevard de l'environnement 7035 Menzel Abderrahmane - Bizerte
Tél : +(216) 72 57 06 25 / +(216) 72 57 24 98 / Fax : +(216) 72 57 13 22 / E-mail : contact@afrikisol.com

France 15 place notre dame 42410 Pelussin / Tél : +(33) 4 74 87 72 47 / Fax : +(33) 9 55 75 14 40

Allemagne Pf 2241 Hannover 30022 / Tél : +(49) 51 13 88 20 48

Nos clients



AFRIKISOL Industrie
marque de service déposée
INNORPI

MB Design mbdesign-tn.com

Mohamed El Hedi Merchaoui

L'un des premiers ingénieurs en aviation civile de la Tunisie indépendante

Par Slaheddine Belaïd

Mohamed El Hedi Merchaoui qui nous a quittés le 1^{er} septembre 2014 était l'un des premiers ingénieurs en aviation civile de la Tunisie indépendante.

Dès l'obtention de son diplôme en 1958, il rejoint le ministère du Transport où il fait partie de l'équipe de pionniers constituée autour de Si Mohamed Kraïem en vue de tunisifier le secteur de l'aviation civile. Réputées hautement technologiques—, les activités liées à ce secteur — aviation civile, aéroports, compagnie Tunisair et service météorologique étaient restées entre les mains des ingénieurs et techniciens français qui rechignaient à les transférer à des ingénieurs tunisiens considérés comme débutants. Grâce à sa compétence, à son abnégation dans le travail et surtout à la foi inébranlable qui l'animait ainsi que ses camarades dans l'avenir de la Tunisie indépendante, Hedi Merchaoui n'a eu aucun problème à assurer la relève de son homologue français. Bien plus, il s'est vu, au bout de quelques années, confier la direction générale de l'aviation civile avant d'être nommé en 1970 président-directeur général de l'Office des ports aériens de Tunisie, ancêtre de l'actuel Oaca, puis PDG de Tunisair. A la tête de l'Opat qu'il a dirigé pendant dix ans, il a fait montre de qualités remarquables dans le domaine de la gestion d'entreprise, faisant de cet établissement l'une des entreprises publiques les mieux structurées et les plus rentables.

J'ai eu, personnellement, la chance de connaître Hedi Merchaoui et de me lier d'amitié avec lui dès les années lycée. Brillant latiniste et excellent mathématicien, il était toujours disponible pour nous aider, nous, ses cadets, lorsque nous butions sur une difficulté dans une version latine ou un problème de mathématiques ; nous nous sommes retrouvés plus tard dans la vie active lorsque j'ai eu, en qualité de



PDG de l'entreprise Somatra, à exécuter différents travaux d'extension dans les aéroports de Tunis-Carthage et de Monastir pour le compte de l'Opat. Cela m'a permis d'apprécier encore mieux ses qualités à la fois professionnelles et humaines. Hedi Merchaoui alliait de manière quasi naturelle compétence et modestie, efficacité et discrétion, rigueur et courtoisie.

C'est un grand commis de l'Etat et un des premiers bâtisseurs de la Tunisie moderne qui nous a quittés. Puisse-t-il reposer en paix. ■

S.B.

Ancien ministre



Par Hédi Béhi

La politique est-elle interdite aux séniors ?

Quelque paradoxal que cela puisse paraître, il ne fait pas bon être vieux en Tunisie, pays qui a pourtant la structure d'âge la plus vieille d'Afrique. On ne les noie pas, comme autrefois les Romains. On ne les bannit pas, comme jadis les Japonais. On a encore quelque scrupule à les expédier dans les maisons de retraite. Mais on les éloigne des postes de décision, quitte à priver les administrations et le pays de leur savoir-faire et de leur longue expérience. On cède à la tyrannie du « jeunisme » pour se mettre dans l'air du temps ou pour assouvir cette tentation irrépressible de tuer symboliquement le père. C'est tout juste si on ne leur reproche pas d'être encore en vie. Au rebours, l'idéologie dominante a favorisé une vision dévalorisante de la vieillesse perçue souvent comme une déchéance même si elle est bien vécue. Le terme, ayant une connotation péjorative, a été remplacé par un euphémisme : séniors, jugé moins déplaisant.

Depuis trois ans, on le répète à l'envi. La révolution a été faite par les jeunes et pour les jeunes. Exit les « vieux chevaux de retour », les « Mathusalem indéboulonnables ». Et place aux jeunes. L'exaltation de la jeunesse est légitime et salutaire quand elle vise à insuffler régulièrement un sang neuf dans le corps social. Elle peut tourner carrément à la gérontophobie comme c'est le cas dans notre pays quand une partie de la population est systématiquement mise au rencart, stigmatisée, à qui on ne manque jamais de rappeler son âge avancé dès qu'elle se hasarde dans les allées du pouvoir. Comme si l'activité politique était le monopole de la jeunesse.

Pourtant, dans les moments de doute et de crise, c'est vers eux que les peuples se tournent généralement pour se rassurer et éventuellement rebondir. Le maréchal Pétain avait 84 ans lorsqu'il fut nommé « chef de l'Etat français » en 1940 après la débâcle de l'armée française. Konrad Adenauer, premier chancelier de la République fédérale allemande, ne quitta le pouvoir qu'à l'âge de 91 ans, alors que Béji Caïd Essebsi fut rappelé aux affaires à l'âge de 84 ans pour mener à bien le processus électoral de la première phase de transition. Si le premier n'a pas été bien

inspiré en collaborant avec les nazis, les deux autres se sont bien acquittés des tâches qui leur avaient été confiées. Pour remplacer Ali Larayedh, démissionnaire, le Dialogue national a pensé d'abord à des hommes qui ont largement dépassé l'âge canonique: Mustapha Filali, 93 ans, qui a décliné l'offre, Ahmed Mestiri, 90 ans, qui a posé des conditions inacceptables, puis Mohamed Ennaceur, 80 ans, dont Ennahdha ne voulait pas, avant de faire appel à la dernière minute à Mehdi Jomaa. Ce n'est pas un hasard, non plus, si les gouvernements qui se sont succédé depuis la révolution ont dû recourir à plusieurs reprises « aux sages du village » en vue de mettre fin à une grève ou résoudre un conflit devant l'impuissance de l'Etat à faire respecter la loi. En fait, ce à quoi on assiste aujourd'hui, c'est un conflit des générations classique. D'un côté, la fougue ; de l'autre, l'expérience. Pour être opérante, la fougue de la jeunesse, tel un torrent tumultueux, doit être apprivoisée par la sagesse des aînés.

En 1963, alors que les Français commençaient à s'interroger sur « l'après-gaullisme », le général de Gaulle, qui venait de subir une opération chirurgicale délicate, s'était fait apostropher par un journaliste lors d'une conférence de presse : « Vous devez la vérité aux Français. Quel est votre état de santé ? » Réponse de De Gaulle : « Je me porte bien. Mais, rassurez-vous je finirai bien par mourir un jour ». La même question a été posée sur un ton comminatoire il y a quelques semaines à un homme politique tunisien. Il aurait pu se contenter de paraphraser l'ancien président français. En fait, il avait anticipé sa réponse une semaine auparavant. Il avait improvisé, debout, un discours époustouflant de 50 minutes devant près de 2 000 personnes. Combien d'hommes politiques tunisiens jeunes et moins jeunes en seraient-ils capables ?

Alors, chers compatriotes, ne perdez pas patience. Cette génération dont vous rêvez de prendre la relève finira bien par disparaître un jour. En attendant, faites votre profit de leurs expériences, de leurs conseils. Vous en avez bien besoin. Car la relève, à en juger par la vacuité du personnel politique, est loin d'être assurée. ■

H.B.



La vision de **Vivo Energy** est de devenir la s

Vivo Energy Tunisie, anciennement Shell Tunisie, a été créée en 2011, la marque Shell étant en Tunisie depuis plus de 92 ans.

Vivo Energy, la société qui distribue et commercialise les carburants et lubrifiants de marque Shell dans 16 pays d'Afrique, couvre les activités suivantes : stations-service Shell, Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) sous la marque Butagaz, lubrifiants Shell et bitumes. Elle est reconnue comme leader dans l'industrie du pétrole en particulier pour la défense et le maintien des normes en matière de sécurité dans la vente et la distribution.

